

Désobéissance civile au Nigéria

DES millions de Nigériens ont exprimé leur rejet du régime militaire, jeudi 12 août, en répondant à un appel à la désobéissance civile, lancé par les organisations de défense des droits de l'homme. Quadrillé par la police, Lagos, capitale économique de six millions d'habitants, a pris des airs de ville morte.

Aucun incident n'a été signalé au premier des trois jours de grève annoncés. La psychose de guerre civile qui s'est développée depuis l'annulation de l'élection présidentielle du 12 juin laisse cependant craindre le pire. Début juillet, à la suite d'un mot d'ordre identique, Lagos avait été le théâtre de violentes manifestations - plus d'une centaine de morts, selon les organisations de défense des droits de l'homme.

SUIVI surtout à Lagos et dans les autres villes du sud-ouest du pays, le mouvement confonde, si besoin était, les profondes divisions ethniques qui déchirent l'immense fédération. Ce sont les Yoroubas, habitants du Sud-Ouest, qui exigent la reconnaissance de la victoire du milliardaire musulman Moshood Abiola - l'un des leurs - à l'élection présidentielle annulée, et qui veulent le départ des militaires - issus de la nomenclature haoussa du Nord - à la date du 27 août, que le général-président Ibrahim Babangida avait lui-même fixée au début de l'année en promettant de restituer le pouvoir à un gouvernement élu.

Dans un vaste chassé-croisé, des milliers de Nigériens se sont retrouvés sur les routes au cours des deux derniers mois. Les Haoussas quittant Lagos, les Yoroubas fuyant le nord du pays. La perspective d'affrontements ethniques a plongé l'économie, déjà sinistrée, dans le marasme. Mais la situation pourrait encore s'aggraver si, comme ils l'ont promis, certains syndicats appellent eux aussi à la désobéissance civile au cas où les militaires n'auraient pas quitté le pouvoir à la date annoncée.

MOSHOOD ABIOLA, qui s'est proclamé président malgré l'annulation du scrutin présidentiel, vient d'affirmer, à l'issue d'une visite à Washington, que les Etats-Unis ne reconnaîtront de gouvernement nigérien que dirigé par lui. Sans doute a-t-il effectivement reçu un bon accueil à Washington. Mais, fidèle en cela au sentiment national selon lequel le Nigéria est un grand pays indépendant, le général Babangida, qui a déjà reporté quatre fois le transfert du pouvoir aux civils depuis son coup d'Etat de 1985, reste hermétique à toute pression.

Les mesures prises par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne - ancienne puissance colonisatrice - et la Communauté européenne, qui ont annoncé des sanctions contre le régime militaire, n'ont été d'aucun effet. Si le président Babangida a promis l'instauration d'un gouvernement civil, les militaires n'en doivent pas moins garder le portefeuille de la défense et le contrôle effectif du pays. Et ils évoquent maintenant la fin de l'année 1994 comme échéance pour un transfert du pouvoir à un gouvernement démocratiquement élu. Bien des événements peuvent survenir d'ici là, les Yoroubas n'étant pas les seuls à être exodés par le comportement d'une junte qui vient, vendredi, de dénoncer un « complot ». Un nouveau moyen, peut-être, de justifier encore l'ajournement de la démocratisation.

M0147 - 0814 0 - 7 00 F



Engagé dans un nouvel affrontement avec le Parlement russe

Boris Eltsine veut organiser des élections en septembre

Le président Boris Eltsine a proposé, vendredi 13 août à Petrozavodsk, en Carélie, la création d'un nouvel « organe du pouvoir », le Conseil de la Fédération, qui permettrait « à tous les sujets de la Fédération (de Russie) de parler d'une seule voix ». La veille, M. Eltsine avait fait à Moscou une intervention au ton particulièrement offensif, promettant « une bagarre politique » pour septembre et des élections législatives à l'automne. Si le Parlement ne prend pas la décision d'organiser ce scrutin, a-t-il averti, « le président le fera à sa place ».

MOSCOU

de notre correspondant

Depuis deux ans, la politique russe vit au rythme des élans et des baisses de régime de Boris Eltsine, de ses phases successives d'énergie et d'atonie. Jeudi 12 août, un nouveau cycle a apparemment commencé. D'humeur batailleuse, et usant d'un vocabulaire ostensiblement guerrier, le président russe a sonné le rappel de ses partisans, annoncé une « bagarre politique » pour le mois de septembre, et organisé en attendant, en août, « une préparation d'artillerie dans les médias » (Boris Eltsine s'adressait aux responsables de la télévision).

Plus concrètement, le président a affirmé que « des élections législatives auraient lieu obligatoirement au plus tard cet automne ». « Si le Parlement ne prend pas la décision, le président le fera à sa place », a-t-il ajouté, sous les applaudissements enthousiastes d'une salle où figurait tout le gratin des responsables « démocrates ». En apparence, c'est parfaitement clair : la situation de double pouvoir qui paralyse la Russie ne peut plus durer, le dévouement du président, et si les députés refusent de comprendre, le président tranchera à leur place le nœud gordien - même si, légalement, il n'a pas le droit de dissoudre le Parlement.

Comment expliquer alors que ce coup de clairon ait été accueilli avec un soupçon de scepticisme par certains des amis déclarés du président, et avec goguenardise par la presse d'opposition (« Artilleurs, à vos postes », titre la Pravda), tandis que certains députés conservateurs dénonçaient, comme ils l'ont déjà fait dix fois, mais sans grande conviction, « le nouveau putsch » concocté par le président ?

JAN KRAUZE

Lire la suite page 4

Tout en réaffirmant la continuité de sa politique économique

M. Balladur s'est engagé à préserver la protection sociale

M. Balladur a confirmé, jeudi 12 août sur France 2, pour le budget 1994 une baisse de l'impôt sur le revenu pour les « classes moyennes ». Présentant les rendez-vous de la rentrée, il s'est engagé à préserver « la protection sociale des plus modestes » et à obtenir l'amorce d'une décade du chômage l'an prochain. Il a réaffirmé qu'il n'a pas l'intention de changer de politique économique. Les marchés ont mal accueilli vendredi matin cet objectif : le franc a rechuté, le deutschemark s'approchant d'un niveau record de 3,54 francs.



Lire pages 14 et 15

Sarajevo : en attendant les raids aériens

« Casques bleus » et Bosniaques pèsent le pour et le contre d'éventuels bombardements par les avions de l'OTAN. Et se préparent.

SARAJEVO

de notre envoyé spécial

Les frappes aériennes ? « Je voudrais d'abord les voir. » Comme beaucoup d'habitants de Sarajevo, le commandant en chef des forces bosniaques, le général Rasim Delic, a accueilli avec beaucoup de scepticisme et un peu d'espoir les nouvelles menaces américaines de mettre fin à « l'étranglement » de la capitale en faisant donner l'aviation de l'OTAN contre les forces serbes qui assiègent la ville depuis seize mois. Pourtant, le

général a estimé, jeudi 12 août, lors d'une conférence de presse, que les Américains sont « sérieusement déterminés ». Mais il redoute « une nouvelle promesse non tenue », car la décision de frapper revient finalement à l'ONU. Les Nations unies font preuve, comme les « casques bleus » sur le terrain, de moins d'enthousiasme que Washington.

Malgré ses doutes, le chef des forces bosniaques ne peut s'empêcher d'espérer : « Il faut que les Serbes réalisent qu'ils peuvent être frappés, a-t-il dit, ils ne respectent que la force. Une inter-

vention pourrait ouvrir Sarajevo, débloquent les négociations de Genève. » Ici, toute la question des frappes aériennes, c'est d'y croire. Croire que la volonté politique existe et, surtout, croire que ces frappes peuvent servir à autre chose qu'à faire plus de morts.

A son plus haut niveau, la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) s'est publiquement opposée aux raids aériens de l'OTAN. « Agiter des menaces, c'est facile », a déclaré le commandant des « casques bleus » en Bosnie, le général belge Francis Briquemont. « Ceux qui

font cela devraient venir à Sarajevo étudier avec moi les cartes d'état-major ».

L'opinion du général Briquemont semble largement partagée par les quelque 3 000 « casques bleus » (dont près de 2 000 Français) qui n'aiment pas trop « les crapahuteurs de moquette ». Stationnés dans la cuvette où se niche la ville, ils sont à portée des canons et les mortiers serbes posés à quelques centaines de mètres parfois, sur les hauteurs.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Lire la suite

et nos informations page 3

L'OLP s'implique davantage dans les négociations israélo-arabes

Les délégués palestiniens des territoires occupés « sont désormais clairement les représentants de l'OLP dans les négociations de paix », a affirmé, jeudi 12 août, après plusieurs jours d'intenses discussions au siège de l'organisation palestinienne à Tunis, Fayçal Hussein, l'un des membres de la délégation qui avaient menacé de démissionner. Cette fois, le différend entre les Palestiniens (« de l'intérieur ») et la direction de l'OLP, sur la manière de conduire les pourparlers avec Israël, semble avoir été dissipé, avec l'annonce de la création d'organes de coordination nouveaux. Cela implique un engagement nettement accru de l'OLP dans le processus de paix, avec l'accord plus ou moins tacite des Israéliens.

Page 6

« Topaze » retrouvé

Le responsable d'une des plus grandes affaires d'espionnage en Allemagne vient d'être arrêté

BONN

correspondance

« Topaze » est en prison. Loin, loin du film de Hitchcock du même nom qui rappelle l'histoire d'un espion de Moscou dans l'entourage immédiat du général de Gaulle, « Topaze », de son vrai nom Rainer Rupp, est un Allemand de l'Ouest de quarante-sept ans, qui était recherché depuis plusieurs mois par les services spéciaux allemands. Cet espion, haut fonctionnaire de l'OTAN, a reconnu qu'il avait livré jusqu'à la chute du mur de Berlin des documents ultraconfidentiels à Berlin-Est, qui les transmettait aussitôt à Moscou. On parle de 10 000 dossiers détournés.

Grâce à ses services (que Rainer Rupp s'est fait grassement rétribuer) les dirigeants soviétiques ont eu connaissance des

objectifs stratégiques et politiques de l'OTAN, de certains systèmes d'armement de l'Alliance, mais aussi du niveau d'information des stratégies occidentales sur le pacte de Varsovie.

Au départ, Rainer Rupp était entré par conviction au service des autorités de Berlin-Est alors qu'il n'était encore qu'un jeune étudiant. Rien dans son allure - barbe soignée et lunettes classiques - ne trahissait le moindre élément suspect.

Sa compétence professionnelle lui avait permis de gravir les échelons de la carrière, pour finir à un poste de haute responsabilité aux services économiques de l'Alliance. Tous les deux mois, dans l'ombre, il entrait en communication avec ses amis de Berlin-Est pour leur livrer ce qu'il savait.

LUCAS DELATTRE

Lire la suite page 3

Le témoignage de M. Mellick de plus en plus contesté

L'enquête sur la tentative de subornation de témoin dont l'ancien entraîneur de Valenciennes, Boro Primorac, affirme avoir fait l'objet le 17 juin après une entrevue avec Bernard Tapie, s'est brusquement accélérée, jeudi 12 août. L'ancien ministre socialiste Jacques Mellick, adjoint au maire de Béthune (Pas-de-Calais), affirme qu'il était ce jour-là à Paris avec le président de l'OM. Son témoignage constitue un alibi crucial pour M. Tapie, mais il est de plus en plus contesté. Une dizaine d'autres témoignages indiqueraient que M. Mellick était à Béthune, le 17 juin, entre 15 h et 16 h. Selon le député socialiste, « M. Balladur, les membres du gouvernement et la majorité parlementaire s'amusent en mettant en avant cette affaire ».

Lire page 7

NUMÉRO SPÉCIAL JUILLET-AOÛT 1993

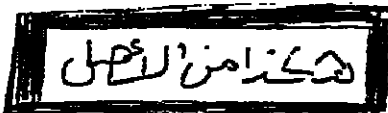
Le Monde

PHILATÉLISTES

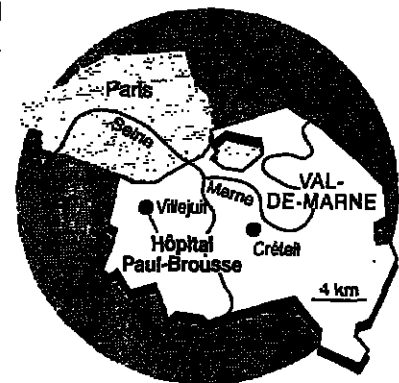
40 ANS DE PHILATÉLIE THÉMATIQUE : le cinématographe, l'orchidée, la moto, le quartz...

LE MONDE DES PHILATÉLISTES POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES En vente chez votre marchand de journaux - 25 F

A L'ÉTRANGER : Maroc, 6 DM ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Arabie-Saoudite, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 48 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 190 FTE ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 16 KR5 ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.



RENCONTRES DE FRANCE



« P RENDRE un homme par le bout du nez... » Une caresse sur le bout du visage, le vieil homme se laisse faire. « Et puis, une barbe, ça s'éternise... » Il tend la joue, elle l'embrasse. Doucement. Il aime les glaces. « Il faudrait en commander, puisqu'il arrive à les manger. » Le vieil homme semble maintenant endormi.

Ahmed, trente ans, multiplie les appels : il a réalisé la veille qu'il n'y a vraisemblablement plus aucun espoir. Il voudrait de l'eau chaude, non, finalement, tiède, un peu d'eau froide alors, un café, « oublie de demander une madeleine avec le café », une boisson glacée, prêt maintenant à se laver - « Excusez-moi, je sais, je pourrais tout demander en même temps... » - une bouteille d'eau, puis consulter la feuille des repas. Ahmed sonne une dernière fois : « Je voulais simplement vous présenter un collègue. » Allées et venues des infirmières, sourires, une précipitation sans soupçon et des gestes qui se ralentissent, s'apaisent dès que la porte de la chambre est franchie.

Une femme, la soixantaine, arrive dans le service, transportée sur un lit roulant, les yeux paniqués : « Mes fils ! Où sont mes fils ? ». Ses deux fils sont là, près d'elle, le regard habitué à la tristesse. Valérie, l'infirmière, pousse le lit, elle lui montre les chambres, les salons, les grandes baies vitrées qui donnent sur le jardin. L'ambiance est design, tout est calme et plein de lumière. L'endroit ne ressemble décidément pas à un hôpital. Le médecin, Donatien Mallet, a assuré la consultation d'admission, « trois heures d'entretien ». Il va falloir prendre du temps encore, parler avec elle, faire très attention : « J'ai senti qu'elle n'était pas posée pour installer une vraie conversation. Le problème, avec elle, n'était pas de lui dire la vérité maintenant, mais de voir si elle était capable de l'entendre, de la supporter, deviner ce qui pourrait l'aider. » Valérie suggère qu'on lui installe « la touche d'appel hypersensible », une sonnette qui était venue vivre ses derniers jours ici : « Il suffit de l'effleurer pour que ça sonne. C'est pratique dans un endroit comme celui-ci. »

CAROTTE se promène, va de chambre en chambre, sait où il y a des biscuits, des bonbons. Carotte a de l'instinct : « Quand les familles ou les amis ont tellement de chagrin qu'ils n'arrivent plus à parler, elle vient spontanément vers eux se faire caresser. d'une certaine manière ça les débloque », raconte le docteur Michèle Salamagne au sujet de sa chienne, un labrador, Sabine, une visiteuse bénévole, a craqué. Elle s'est mise à pleurer : « Bêtement, je lisais un livre tellement triste, c'est le malade qui m'a consolée. » Tout le monde a craqué ici, Thierry, Françoise, Valérie, Isabelle, Bernadette, Marie-Christine, tout le monde. Effondrés dans un couloir, éroulés dans une salle de soins, en larmes : « Ici, on s'autorise le droit de pleurer. » La surveillante du service, Marie-Jeanne Dien, se souvient de sa première journée d'infirmière fraîchement diplômée, en 1965 : « On m'avait envoyée faire une piqûre à un malade qui venait de décéder, sans que je le sache, évidemment. Je me vois encore dans cette chambre, m'apercevoir que le malade ne bougeait plus et entendre monter dans le couloir une rumeur de moquerie, voir les infirmières, les malades assis dans leur lit, tout le monde plié en deux de rire. La mort, il fallait soit en rire, soit l'ignorer, surtout ne pas en parler, ni s'en montrer affecté. C'était mal vu de pleurer. »

Infirmier dans un service « normal », Yannick, lui, était souvent ahuri d'entendre sa surveillante le rabrouer - « Vous n'avez donc rien d'autre à faire ? » - alors qu'il allait de chambre en chambre discuter, pas-

ser du temps avec les malades, des sidéens, des cancéreux. « Les malades, on ne les touchait pas, comment dire ? On ne les touchait pas comme des êtres humains. »

Marie-Christine se rappelle quand elle rentrait chez elle le soir et qu'elle se disait : « Merde, M. Untel est mort, mais est-ce qu'elle est bien morte ? On n'a pas fait ce qu'il fallait, elle est morte comme ça, toute seule. » A la « transmission du soir », elle avait annoncé la nouvelle à sa collègue de nuit. Et celle-ci lui avait répondu : « Eh bien, voilà une bonne chose de faite. » Peut-être par manque de temps, de cran, c'était inscrit dans les habitudes de l'hôpital, expliquait-elle, de « fuir un patient quand on savait qu'il n'y avait plus rien à faire », de considérer un agonisant « comme déjà mort » et de maquiller une peur panique en indifférence : « Une bonne chose de faite. »

Quand Yannick et Marie-Christine sont arrivés, en février 1990, pour la création du service - l'unité de soins palliatifs de l'hôpital Paul-Brousse, à Villejuif - il a fallu tout apprendre, tout désapprendre : « Avant, un malade qui ne pouvait pas parler, c'était un malade qui ne parlait pas, raconte Yannick. Ici, on le fait communiquer, pas forcément par la parole

jours... Elle a pris un bain, on lui a fait un shampoing, elle s'amuse avec le jet maintenant, elle adore ça, on l'a habillée, on l'a sortie dans le jardin sous le magnolia. Elle a dû maigrir encore. Hier soir, elle n'a rien voulu savoir pour manger. Je n'ai pas réussi à avoir une parole précise sur ses symptômes. Elle m'a dit qu'elle était heureuse, « tant que ça dure comme ça ». M. Y. ne desserte pas les dents au moment des repas : « Sa mère nous a téléphoné, elle nous demandait si nous ne pouvions pas lui faire une piqûre pour la faire manger. On lui a répondu que si c'était si simple que ça... A la fin, elle a dit : « C'est qu'il ne veut pas ! Ou, alors, c'est qu'il est mort. Il est vivant et il est mort. »

« Si la mort doit arriver, qu'elle soit humaine, que ces malades sachent qu'on les comprend, qu'on ne les laissera jamais tomber, que nous sommes prêts à tout entendre, à tout écouter. »

jardin : « Il y a une telle densité de vie, d'émotions, de choses à comprendre, ici... » Donatien est toujours étonné par « la force de la vie dès qu'on y met un univers favorable », moins surpris par « cette intensité » que provoque l'imminence de la mort, ces bulles qui remontent à la conscience, ces contradictions familiales qui resurgissent, s'exacerbent, se dénouent « ou ne se dénouent pas », cette maladie dont on ne parle pas, puis, la première fois qu'on prononce le mot, l'irruption de la vérité, les blocages, la libération de nouveaux mots, parfois toujours le silence, la culpabilité, la peur d'une indécence, la révolte contre l'ami, l'épouse, la mère, le soignant, la révolte contre la jeunesse du soignant, sa bonne santé, son impuissance. Et puis le hasard, l'infirmière stagiaire, première confidente, le visiteur bénévole... « On doit faire en sorte que la vie circule, qu'il y ait des échanges, qu'on respecte les rythmes de chacun, les histoires individuelles, les cheminements différents. » Marie-Christine refuse de voir les malades de l'unité comme « des mourants ». Il s'agit, pour elle, de « repousser la mort, maintenir une vie et, si la mort doit arriver, qu'elle arrive dans les meilleures conditions, qu'elle soit humaine, sans souffrance

5. - L'unité des mourants



mais en levant ou en baissant les yeux, en fermant ou en ouvrant une main. » Yannick se souvient de Didier, un sidéen, son premier malade à l'unité de Villejuif : « On était tellement portés par un idéal qu'on se forçait tout le temps à lui prendre la main. » Et puis Saïd, qu'il n'arrivait pas à quitter : « Chaque soir, je pensais qu'il allait mourir, normalement je terminais mon service à neuf heures, je restais jusqu'à minuit. J'aurais eu l'impression de ne pas faire mon boulot s'il était parti sans moi. » Arrivé chez lui, Yannick « marquait tout ce qu'il avait fait dans la journée sur un cahier ». Le matin, il se réveillait en téléphonant à ses collègues « pour avoir les dernières nouvelles ». L'après-midi, il arrivait avec des bouteilles sous le bras - du bordeaux, du bourgogne - qu'il offrait aux malades : « Il a fallu arrêter, se fixer des limites, autrement on n'allait pas tenir. » Yannick continue d'offrir le vin.

A la réunion de transmission, Michèle Salamagne, médecin-chef de l'unité, résume un dialogue qu'elle vient d'avoir avec un malade : « Je suis ici pour combien de temps ? - Combien de temps pour quoi ? - Combien de temps pour mourir. - Vous croyez que j'ai la réponse ? - Non. - Alors, pourquoi me posez-vous ces questions ? » « Ce n'était pas Roland-Garros, je vous rassure, mais il commençait à jouer sur les mois, à vouloir parler. » M. X. trouve que l'élitisme à base de morphine « a goût de Pernod », il plaisante en disant : « à quand les aperi-cubes ? », rapporte une infirmière. « Annabelle a bien dormi, j'ai eu le chirurgien au téléphone, il était étonné qu'elle soit encore là : en mars, il avait chiffré un pronostic à quinze

M. Z. est triste, dans son bain, on lui a mis la radio, ça avait l'air de lui plaire. On peut essayer de lui réserver des desserts. Il a un entourage qui est présent, on a l'impression que ça ne se passe pas trop mal. Il faut faire attention avec la mère de M. A., « ne pas entrer dans son jeu ». « Elle veut connaître sa fiancée, et lui ne veut pas, elle essaye de nous tirer les vers du nez, savoir à quelle heure elle passe. » M. X. s'est plaint parce qu'il a trop de visites, sa femme est gentille, elle est incapable de filtrer. On aura un code avec lui, quand il nous fera un petit signe, on demandera aux amis d'évacuer la chambre pour faire un soin, un changement de lit. »

L'équipe rigole, se moque. Bernadette, une infirmière de cinquante-trois ans, a été surprise dans le couloir en train de tousser et fumer maladroitement la première cigarette de sa vie, avec les parents d'un malade : « Que voulez-vous, ils étaient tellement chavirés, ils m'ont tendu la cigarette, je n'ai pas pu la refuser », tente-t-elle de se justifier. Bernadette ne travaille que depuis six mois dans l'unité de soins palliatifs : « Six mois, il paraît que c'est un cap. Pour l'instant, j'ai l'impression d'une accumulation de morts, on s'attache aux malades et puis ils meurent, de nouveaux arrivent. » De temps en temps, Bernadette pense à « une dame qui avait un cancer, on avait le même âge, elle était infirmière, elle venait d'arriver ici, moi aussi... » Elle se dit qu'après le travail il lui faudrait un « dérivatif ». Elle qui s'était engagée autrefois dans la vie associative (parents d'élèves, maison de quartier...), elle devrait reprendre du service ou « aller à la piscine, au cinéma ». Sa collègue Françoise s'est remise au violon, Isabelle fait de la danse... « sinon, on y pense tout le temps ». Donatien, le médecin, lézarde dix minutes dans le

physique, que nous soyons là à l'écoute des douleurs, des angoisses, des silences, que ces malades sachent qu'on les comprend, qu'on ne les laissera jamais tomber, que nous sommes prêts à tout entendre, à tout écouter, qu'on n'est pas là pour poser des critères de bonne ou de mauvaise vie, qu'on n'est pas là non plus pour tout gérer, que le moment de la mort appartient à soi-même. L'unité de soins palliatifs a des effectifs de « luxe » : six soignants pour dix malades.

UN jour, on a organisé un mariage dans le service : « Une dame cancéreuse vivait depuis longtemps avec son ami, elle trouvait que sa famille commençait à tout vouloir prendre en charge, explique Françoise. Il a fallu faire vite, elle n'allait pas très bien... » Le maire est venu, « on avait préparé un « pot » dans le hall ». Et puis, l'urgence passée, on a recommencé, en prenant son temps cette fois. La surveillante du service avait apporté l'écharpe tricolore de son mari, qui est conseiller municipal dans une ville de banlieue, on a simulé une deuxième cérémonie en présence de la famille. La mariée portait ce jour-là une belle robe de satin blanc.

Un jeune malade, sidéen, n'avait plus de nouvelles de sa sœur depuis quatre ans : « Elle avait rompu avec sa famille, on savait seulement qu'elle s'était installée au Danemark ». Justement, il s'est trouvé une infirmière de nationalité danoise au sein de l'équipe. Celle-ci, après des démarches au téléphone - « On ne sait pas comment elle a fait » - parvint à contacter la sœur. Et le jeune homme reçut quelques jours avant de mourir une lettre qui se terminait par : « Tu sais combien je t'aime. » Un autre patient sidéen éprouva le

PAR DOMINIQUE LE GUILLEDOUX
PHOTO : MARIE-LAURE DE DECKER

besoin d'écrire au pape, « il culpabilisait sur son homosexualité, il voulait demander pardon à l'Eglise ». On se démena au sein du service pour faire transiter le message par les voies de la haute hiérarchie catholique française. Le pape Jean-Paul II répondit au malade et adressa au personnel soignant « un fax, de bénédiction », « oui, un fax dans lequel il nous bénissait tous », précise Françoise. Le malade fut soulagé, son ami, qui l'accompagnait jusqu'au dernier moment, est revenu huit mois plus tard à l'unité de soins, malade cette fois. « Ils avaient vécu seize ans ensemble. »

ON se souvient aussi de cet homme, quadragénaire, arrivé en catastrophe, apprenant tout à la fois la mort de son père dans le service et le suicide de sa mère chez elle, cet homme qu'il fallait consoler mais qui n'arrivait pas à parler. Il attendait dans le salon réservé aux familles, entendait cette phrase qu'un jeune malade répétait dans son délire : « Je n'ai pas le certificat d'études, je n'ai pas le certificat d'études ! » et lui qui répondait - ce fut sa seule réaction : « Eh bien, moi, je l'ai. »

Marie-Christine peste contre « cette époque où la dignité humaine c'est d'être jeune, battant, sportif, infatigable. Au nom de cette nouvelle « dignité », on voudrait nous proposer des cocktails lyriques, comme s'il n'y avait pas d'autres moyens de mourir « dignement » aujourd'hui ». A l'inverse, elle ne décolère pas contre les tabous qui règnent encore sur la morphine - principalement utilisée dans le service - et cette désertion du savoir médical dès qu'on aborde les territoires de la douleur.

« On est sur un fil, mais il faut trouver le ton juste, être le plus juste possible et, quand on dérape, chercher à savoir pourquoi. »

Quand elle prend son service, Marie-Christine sait que ses paroles, ses faits et gestes seront ressentis, décryptés, gravés dans les mémoires « pour la vie ». Qu'un malade, imperceptiblement, devine « l'image qu'on projette sur lui, à la manière d'ouvrir la porte de la chambre, de le toucher, de le masser, de le retourner dans son lit, de lui parler. L'essentiel est de lui renvoyer en permanence l'image d'un être humain, vivant, ce qui le libère déjà de pas mal d'angoisses. On est sur un fil, mais il faut trouver le ton juste, être le plus juste possible et, quand on dérape, chercher à savoir pourquoi. »

Elle connaît ces moments où, tout d'un coup, on « est aspiré par la douleur des familles, c'est presque physique, on a les familles dans nos bras, et on écoute, on a le poignet broyé, et plus on écoute et plus on est aspiré par cette douleur, comme si elle se branchait sur toi, qu'elle te prenait tout, en te vidant, en te pompant ». Il faut savoir se relayer, « faire des breaks », en parler - chaque semaine, les soignants se réunissent en compagnie d'un psychanalyste - et ne jamais quitter le « point de vue professionnel, se rappeler que nous, nous sommes les soignants et qu'eux, ce sont les malades ». La ligne de crête...

Minelle vient d'arriver. La quarantaine, de grands yeux verts et l'attaché-case « bourré de dossiers, de contrats », cette consultante en développement local a décidé de suspendre chaque mardi, de 18 heures à 22 heures, sa vie « faussement faite de bruit et de fureur, le genre à s'emballer pour des questions de productivité, d'image de marque d'entreprise, vous voyez le genre de faillites quand on franchit la porte d'entrée, ici », plaisante-t-elle. « Entre les jeunes de banlieue et les petits Cambodgiens, on a l'embarras du choix pour donner un peu de son énergie. » Elle, elle a choisi l'accompagnement des mourants « parce qu'on vit dans un monde de dingues où on crève tous de solitude dans cette putain d'existence cloisonnée. On trouve normal que 70 % des gens meurent à l'hôpital et que la meilleure mort, aujourd'hui, c'est d'être foudroyé par une crise cardiaque. » Pour Minelle, la maladie, l'agonie produisent sans doute « les exclusions les plus terribles parce que, à la différence des générations précédentes dans les campagnes, plus personne n'est préparé à la mort ». Elle-même cache son activité de bénévole à certains de ses amis : « Ils me prendraient pour une folle... »

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie

Les Etats-Unis réclament la levée du siège de Sarajevo

Les négociations de Genève sur l'avenir de la Bosnie-Herzégovine devaient reprendre, vendredi après-midi 13 août, les médiateurs internationaux David Owen (CEE) et Thorvald Stoltenberg (ONU) estimant être en mesure de convoquer à nouveau les participants serbes, croates et musulmans. Dans la matinée, l'ONU et les Serbes de Bosnie s'efforçaient de fixer avec précision, sur le terrain, l'étendue du retrait des forces serbes du mont Igman qui surplombe Sarajevo.

A Washington, le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher a déclaré, jeudi, à la chaîne de télévision CNN qu'il attendait une « évolution » de la part des Serbes bosniaques avant le lancement éventuel des raids aériens décidés par l'OTAN. Le chef de la diplomatie américaine a ajouté que le retrait serbe des hauteurs stratégiques de Sarajevo

était « important mais [ne constituait] pas la vraie question. La vraie question, c'est la levée du siège de Sarajevo ».

Les états-majors occidentaux s'attachaient de leur côté à préciser les modalités des frappes aériennes envisagées par l'OTAN et dont l'ordre de déclenchement incombera au secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali. Ce dernier a déclaré que les préparatifs prendraient encore quelques jours : « Nous procédons encore à des vérifications auprès de divers observateurs au sol. (...) Ensuite, nous serons prêts. » Il a toutefois déclaré que des consultations se déroulaient encore sur « la manière de conduire cette opération ». Le général français Jean Cot, chef de la FORPRONU dans l'ex-Yougoslavie, a indiqué que son adjoint pour la Bosnie-Herzégovine, le général belge Francis Bri-

quemont, avait rencontré en Italie des officiers d'état-major de l'OTAN pour renforcer la coordination entre « casques bleus » et pilotes des avions de l'Alliance. Dans ce contexte de tension croissante, Radovan Karadzic a, par ailleurs, catégoriquement démenti une information rapportée par la presse autrichienne selon laquelle il aurait menacé d'utiliser des armes nucléaires contre des pays occidentaux en cas d'intervention militaire de l'OTAN en Bosnie-Herzégovine : « Je ne suis pas le genre de personne à préférer des menaces, a-t-il déclaré, je démens complètement avoir dit cela ».

Aux Nations unies, le ministre pakistanais des affaires étrangères, Abdul Sattar, qui préside une mission de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) sur la Bosnie a réclamé, jeudi, le lancement immédiat des raids aériens. « Le conseil de

l'Atlantique nord a approuvé des raids aériens pour obtenir que les forces d'agression serbes (...) évacuent les hauteurs qu'elles occupent depuis quelques jours et qu'elles lèvent le siège imposé à d'autres villes de Bosnie et d'Herzégovine. Cette mesure [le lancement de raids] doit être appliquée maintenant », a-t-il déclaré.

Evoquant la guerre dans l'ex-Yougoslavie, le premier ministre français, Edouard Balladur, a déclaré le 12 août sur France 2 qu'elle constituait « un des échecs les plus graves de l'Europe, l'une des déceptions les plus importantes que nous ayons connues, nous tous Européens. (...) Nous ne pouvons arrêter la dégradation de la situation en Bosnie qu'au prix d'une union beaucoup plus grande entre pays européens et entre tous les pays du monde ».

En attendant les raids aériens

Suite de la première page

Sans armes de portée suffisante pour répliquer, les soldats de l'ONU savent qu'ils seront la première cible des représailles serbes. « On est dans la marmite. On va en prendre un maximum sur la tête et on ne peut même pas sortir », estime un légionnaire. Les forces serbes ont d'ailleurs « prévenu » qu'elles répliqueront aussitôt sur les « casques bleus » concentrés dans quelques bâtiments vulnérables. « Dès notre arrivée, ils ont réglé le tir de leurs pièces sur nos positions », raconte un gradé de la FORPRONU.

« Prendre des bombes sur le crâne »

« Une frappe massive ferait tair les quatre cents pièces d'artillerie serbes disposées autour de Sarajevo, mais ce n'est techniquement pas réalisable », explique cet officier dans sa base située quelques centaines de mètres sous les batteries serbes. « Il en restera au moins cinquante, cela suffira pour en prendre autant sur la tête dans la frappe aérienne », estime ce soldat qui « veut bien prendre des bombes sur le crâne si ça sert à quelque

chose ». En cas de bombardement par l'aviation de l'OTAN, la première solution (« Il n'y a pas besoin de sortir de Saint-Cyr pour la connaître ») est de se réfugier au sous-sol.

L'officier suggère une seconde option qui, précise-t-il, « n'est pas même envisagée pour l'instant » : prévenir de la frappe, ses hommes pourraient être « mis au contact » des lignes serbes pour faire taire les derniers artilleurs. « Mes hommes sont des professionnels aguerris, équipés pour le combat nocturne. Ils disposent d'armes sophistiquées », insiste-t-il. « Avec deux compagnies, je dégage cette crête très rapidement », affirme un autre gradé qui avoue « en rêver la nuit ».

« On y laissera quelques plumes, admet l'officier, mais le plus dur ne sera pas de se coller avec les Serbes qui seront sonnés, mais d'empêcher certains Bosniaques d'avancer. Il faudra, conclut-il, avoir un œil devant, un œil derrière. » Lorsqu'on lui demande si ses troupes tenteront d'exploiter au sol des raids aériens, le chef des forces bosniaques évite tout simplement de répondre.

Malgré toutes ces difficultés, et peut-être pour renforcer la crédibilité de la menace afin que les Serbes relâchent leur pression sur

la ville et se montrent plus coopératifs à Genève, des préparatifs plus ou moins discrets sont en cours. Dans les positions de l'ONU, on installe une infirmerie au sous-sol. On repère les lieux pour répartir les véhicules blindés qui, aujourd'hui, sont concentrés sur les parkings, sont une cible facile pour les représailles. Les « casques bleus » dessinent aussi leur dispositif, multipliant les lieux d'implantation.

La « bataille » du mont Igman

Des plans d'évacuation sont dressés, les abris sont signalés, des sacs de sable remplis. L'arrivée dans la ville du personnel du Haut-Commissariat aux réfugiés a aussi été retardée « au cas où ». « On n'espère rien, on ne prépare rien pour des attaques aériennes car cela fait des mois que l'on a des abris, que l'on est bombardé », raconte Fahrudin Drankovic, un soldat bosniaque. « Nous n'avons pas peur des frappes aériennes ». Les Tchetniks (nationalistes, serbes) doivent aussi en prendre sur la tête, dit un médecin dans son hôpital cillé par les obus : toujours privé d'eau et d'électricité. « Si l'OTAN n'agit pas, ils n'arrêteront pas la guerre. Ils continueront à avancer, avancer » juge-t-il.

Pour agir, seule la volonté politique d'assumer « la casse » semble manquer. « Il n'y a pas un objectif qui n'ait déjà été repéré par l'imagerie thermique. Je connais au moins près de 50 % de nos cibles »,

raconte un gradé de l'ONU. « Le guidage laser est prêt. Les cartes qui mènent les missiles lâchés à distance par les avions vers les batteries serbes ont été entrées dans les ordinateurs », précise cet officier.

Pour l'instant, les menaces américaines semblent avoir produit l'effet inverse de celui désiré, à savoir amener les Bosniaques à accepter la partition en leur garantissant que l'avance serbe sera stoppée tout en persuadant les Serbes d'arrêter l'offensive et de faire des concessions à Genève. Les menaces d'intervention suffisamment répétées semblent avoir fait renouer l'espoir tant chez les Bosniaques qu'ils pourront continuer à rejeter la partition ethnique de leur pays.

Mais parce qu'elles ne sont pas assez précises pour être vraiment crédibles, ces menaces de raids n'ont pas amené pour le moment les Serbes au-delà d'un retrait tactique qui pourrait être très provisoire. Sur le mont Igman qui domine Sarajevo, conquis pendant les négociations de paix, les forces serbes ont replié leurs troupes en laissant suffisamment d'hommes pour tenir les positions. « Les Serbes ont eu peur, estime un gradé de l'ONU. Depuis que les menaces d'intervention sont agitées, le gaz a été rétabli à Sarajevo, les convois d'essence pour alimenter les groupes électrogènes arrivent. Les tir sur la ville ont presque cessé et les convois humanitaires traversent beaucoup plus facilement les territoires serbes », raconte

Tony Land, responsable du Haut-Commissariat aux réfugiés en Bosnie.

Reste à savoir si les frappes aériennes ne risquent pas de dérouter totalement les opérations humanitaires au lieu de les faciliter. « Je n'ai pas de réponse à cette question », poursuit M. Land.

En visite jeudi à Sarajevo, Tadeusz Mazowiecki, le rapporteur de l'ONU pour les droits de l'homme, a estimé qu'« ouvrir des voies d'accès humanitaire est un besoin urgent. Nous verrons dans un futur proche si des frappes aériennes sont nécessaires pour cela », a-t-il ajouté. Il y a eu tant de menaces depuis des mois que Ejup Ganic, vice-président bosniaque qui assure l'intérim de M. Itzkebegovic, « ne croit pas », lui non plus, aux raids aériens. Pourtant, dit celui qui passe pour un « dur », « si la communauté internationale veut que les négociations de Genève avancent, elle lancera des attaques aériennes. Les Serbes sont persuadés qu'ils peuvent dicter leurs conditions. Les frappes peuvent aider à trouver une solution. Et elles empêcheront au moins notre destruction complète », dit-il. Pour cela, « nous n'avons pas besoin de frappes aériennes, dit un soldat bosniaque. Nous avons besoin de notre droit à nous défendre : lever l'embargo sur les armes ! ».

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Une quarantaine de blessés graves attendent d'être évacués de la capitale bosniaque

Quarante et un malades ou blessés graves de Sarajevo devaient être évacués, à partir du dimanche 15 août, vers des hôpitaux occidentaux, grâce à un grand mouvement de solidarité suscité par le drame de la petite Irma, une fillette bosniaque de cinq ans gravement atteinte par des éclats d'obus et soignée à Londres, a-t-on indiqué, jeudi 12 août, de sources de l'ONU à Zagreb, Sarajevo et Genève.

L'appel, lancé mardi 10 août par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), semble avoir été entendu : dès mercredi, les premiers ministres suédois, Carl Bildt, et britannique, John Major, se sont déclarés prêts à accueillir ces personnes en danger de mort faute de soins appropriés. « Nous espérons sortir ce week-end un premier groupe sur notre liste de quarante et un cas prioritaires », a déclaré le porte-parole du HCR à Sarajevo, qui a entamé des procédures pour que deux vols sanitaires puissent avoir lieu, dimanche et lundi. Une équipe médicale a quitté jeudi la Sarajevo à bord d'un avion de transport militaire pour aller récupérer seize personnes gravement blessées dans la capitale bosniaque, tandis que les Pays-Bas, rapporte notre correspondant Christian Chartier, ont officiellement fait savoir au HCR qu'ils étaient prêts à accueillir et soigner cinq Bosniaques blessés, enfants ou adultes. Pour sa part, la France a informé le Haut-Commissariat qu'elle était « disponible pour accueillir plusieurs blessés », tout en soulignant qu'elle donnait la priorité à l'action médicale sur place.

« Topaze » retrouvé

Suite de la première page

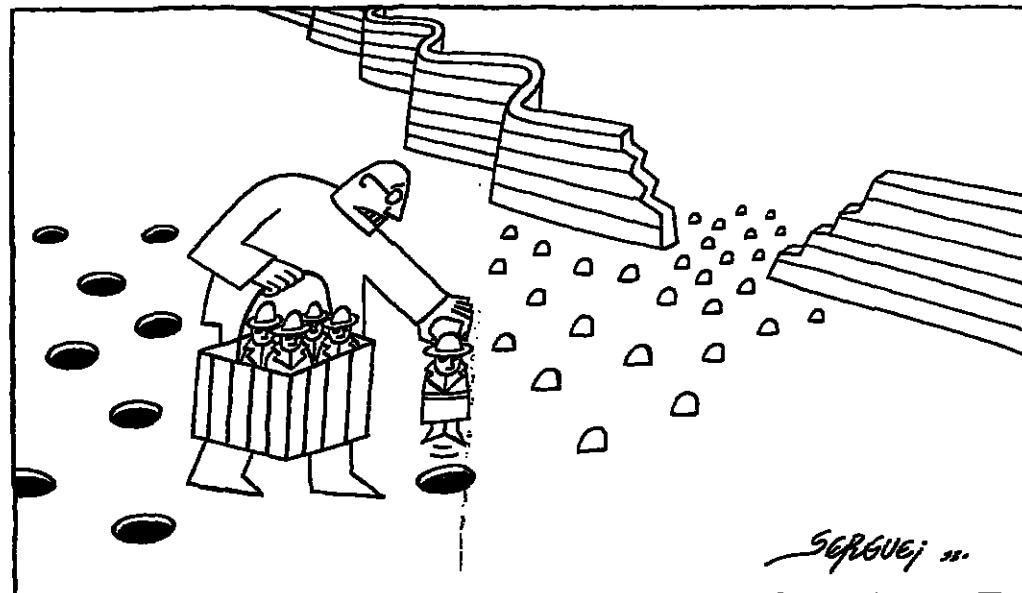
Il était l'un des mieux placés parmi les six cents agents que la Stasi entretenait en permanence en Occident. Les autorités allemandes avaient connaissance depuis des mois de l'existence de « Topaze » et de son réseau, mais ne disposaient pas d'éléments suffisants pour parvenir à démasquer les coupables.

C'est en partie grâce à un travail de fourmi, entamé dès le lendemain de l'unification, que les services allemands sont parvenus à l'identifier, ainsi que « Turquoise » sa femme, Christine-Ann, de nationalité britannique, espionne à l'OTAN elle aussi. Le couple et ses trois enfants menaient une vie tran-

quille dans une banlieue résidentielle de Bruxelles. C'est au cours d'une visite à des amis en Allemagne, dans le land de Rhénanie-Palatinat, que Rupp et son épouse ont été arrêtés, le dernier week-end du mois de juillet. « Topaze » risque au moins dix ans de prison pour haute trahison. La justice allemande est plus sévère avec les espions qui, comme Rupp, ont été rétribués pour leurs services (l'hebdomadaire *Der Spiegel* parle d'un total de 800 000 marks) que pour les secrétaires devenues espionnes par amour après avoir été séduites par l'un ou l'autre des « James Bond » au service de la Stasi.

Depuis des mois, des quantités d'anciens officiers traitants de la Stasi ont été « débriefés ». La tâche a été rendue difficile par un code d'honneur encore très présent, et surtout par l'absence d'archives originales des services d'espionnage de la Stasi (la Hauptabteilung Aufklärung), que leur chef, Markus Wolf, réussit à faire disparaître dans les circonstances troubles du début de l'année 1990.

Il semble pourtant que de nouveaux documents aient fait surface au cours des derniers mois, en provenance, peut-être, des archives du KGB de Berlin dont la centrale se trouvait dans le quartier de Karlshorst. On parle depuis plusieurs jours de l'existence de 2 000 copies de dossiers sur microfilms qui seraient conservés à Langley, siège de la



CIA, proche de Washington ! Selon *Der Spiegel*, des agents de la CIA se les seraient procurés immédiatement après la chute du mur de Berlin et les distilleraient depuis, au compte-gouttes, aux autorités allemandes.

Ces supputations, si elles étaient confirmées par les faits, pourraient mettre les autorités de Bonn, et en particulier Bernd Schmidbauer, l'homme de confiance du chancelier Kohl pour les services secrets, dans une situation très délicate. Pour l'instant les rumeurs gonflent sans qu'il y soit apporté de démenti officiel. La chancellerie laisse notamment courir le bruit qu'un arrangement a été conclu par les autorités de Moscou dans le but d'obtenir les fameux documents.

Ces microfilms, qui paraissent bel et bien exister, présenteraient l'immense avantage de contenir non seulement le nom de code

des agents de la Stasi, mais aussi leur identité véritable. Le vice-président des services spéciaux russes, Wjatcheslav Trubnikov, a exigé dans un entretien au magazine *Stern* du 12 août une mise au point officielle de l'Allemagne affirmant que ses services n'ont jamais été en possession de dossiers en relation avec cette affaire ou permettant d'identifier d'anciennes sources de la Stasi. A Washington, pour l'instant, on se tait.

De découverte en découverte

Quoi qu'il en soit, les services allemands possèdent de nouveaux éléments qui vont sans doute leur permettre, au cours des prochaines semaines, de remonter de nombreuses filières. Depuis l'arrestation de « Topaze » ils vont de découverte en découverte, procédant par recoupements systématiques

d'informations d'origines diverses. « Ce n'était qu'un début », affirme Peter Frisch, vice-président du Bundesamt für Verfassungsschutz, l'Office de protection de la Constitution (les services intérieurs allemands), à propos de l'affaire « Topaze ». Un beau début puisque l'affaire aura sans doute été l'une des plus graves dans l'histoire de l'Alliance atlantique. Mais ce qui reste à découvrir pourrait secouer la torpeur de la scène politique de Bonn.

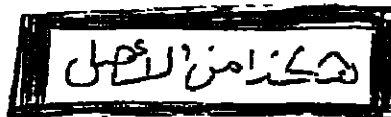
Ne serait-ce qu'au cours de la semaine passée, pas un jour ne s'est écoulé sans qu'une personnalité du monde politique ou de la presse ne fût « démasquée » comme ancienne source du régime est-allemand, au risque de mises en cause hâtives. Ainsi, Karl Wienand, ancien secrétaire parlementaire du groupe social-démocrate au Bundestag et Wolfgang Linder, député libéral et

vice-président de la commission des affaires intérieures, ont fait l'objet d'une enquête judiciaire – tout comme une journaliste proche du SPD et son mari qui travaillait dans un ministère du land de Rhénanie du Nord-Westphalie, – avant que celle-ci ne soit suspendue dans le cas de Wienand.

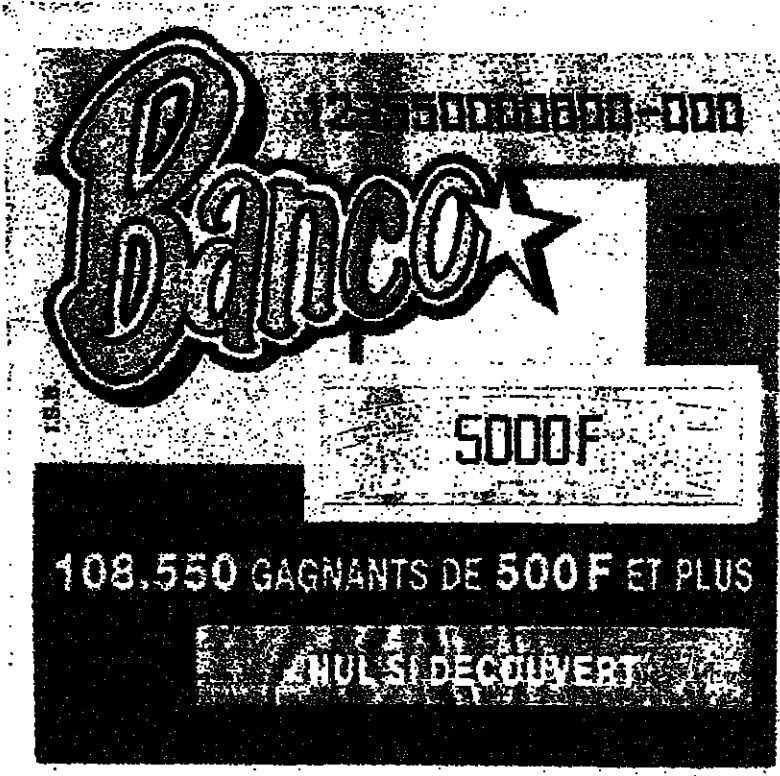
L'heure des règlements de comptes a-t-elle sonné ? A un peu plus d'un an des élections générales et alors que la CDU du chancelier Kohl parvient difficilement à maintenir son niveau dans les sondages, certains craignent une exploitation politique de ces affaires. Le SPD, particulièrement visé, porte d'une campagne de diffamation soigneusement orchestrée à l'approche de l'échéance électorale (l'an prochain, auront lieu dix-neuf scrutins). On murmure néanmoins à Bonn que Helmut Kohl aurait conclu avec les dirigeants de l'opposition un gentlemen's agreement pour éviter les dérapages qui risqueraient de pourrir le climat de la vie politique.

LUCAS DELATTRE

■ TURQUIE : les otages anglo-saxons des Kurdes accusés de complicité. – Les prises en otage des touristes occidentaux libérés cette semaine faisaient partie d'un « scénario pré-arrangé », a affirmé Unal Erkan, le gouverneur chargé de faire respecter l'état d'urgence dans le Sud-Est turc à majorité kurde. Selon les propos tenus, mercredi 11 août, par M. Erkan à des journalistes, les touristes pris en otage étaient liés au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Il semble que le gouverneur mettait en cause le touriste britannique et sa cousine australienne. – (*Reuters*.)



Songe d'une nuit d'été.



Banco 5 F. Ça banque illico.

McCANN

LA FRANÇAISE DES JEUX

هڪ نامن لائين

PROCHE-ORIENT

Après l'accord entre la centrale palestinienne et les délégués des territoires occupés

L'OLP est désormais davantage impliquée dans les négociations de paix

La fronde des trois principaux membres de la délégation palestinienne aux négociations de paix avec Israël a pris fin, jeudi 12 août. Alors que Hanane Achraoui indiquait, à son départ de Tunis, qu'elle avait retiré sa démission et que ses deux collègues - Fayçal Hussein et Saeb Erakat - en avaient fait autant, le comité exécutif de l'OLP, réuni sous la présidence de Yasser Arafat, déclarait, dans un communiqué, avoir refusé cette triple démission.

Par ce geste symbolique et le satisfait délégué aux négociations, pour « leur engagement et leur diligence à servir l'intérêt du processus national sous la conduite de l'OLP, unique représentant légitime du peuple palestinien », l'instance suprême de l'OLP a voulu montrer que ceux-ci ont reçu un véritable « mandat » de sa part, alors que, depuis le début des pourparlers de paix, les délégués palestiniens étaient censés agir avec le « consentement » de l'OLP.

Prise de dire si, au terme de ces assises palestiniennes, les négocia-

teurs avaient obtenu davantage de prérogatives pour mener à bien leur mission, M^{me} Hachraoui a assuré que les discussions avaient porté sur « la manière de prendre les décisions et d'assurer le suivi ». Précisant qu'il avait été convenu de mettre sur pied un « mécanisme de travail », elle a souligné que l'efficacité de ce dispositif « se vérifierait dans les faits ».

Appel à la discipline

Le comité exécutif a, en effet, décidé de créer, dans les territoires occupés, des structures qui seront directement « liées aux institutions de l'OLP », a-t-elle ajouté. Cette « initiative permettra, à son avis, d'organiser l'action dans les territoires occupés tant au niveau politique qu'administratif, en la liant directement aux institutions de l'OLP ».

Elle a, d'autre part, révélé qu'un comité groupant des délégués des territoires occupés aux négociations de paix et des membres de la centrale palestinienne sera mis en place, sous la direction d'Abou Mazen, responsable du suivi des pourparlers de paix, pour « assurer une cohérence dans le mécanisme de travail entre

l'OLP et la délégation ». Dans ce contexte, le comité exécutif a lancé un appel à la discipline en soulignant que, désormais, « toute observation individuelle ou collective devra être traitée selon les règles de la démocratie palestinienne ». Ce passage s'adresserait particulièrement à Afdar Abdel Chafi, chef de la délégation palestinienne aux négociations bilatérales, dont certaines réflexions faites, ces dernières semaines, auraient fortement irrité Yasser Arafat.

Le communiqué a, en outre, réaffirmé « la foi inébranlable du peuple palestinien en ses droits nationaux inaliénables et en premier lieu son droit au retour et la création d'un Etat indépendant avec pour capitale la ville sainte de Jérusalem ». Cette dernière mention tend, selon toute vraisemblance, à calmer les appréhensions de ceux, parmi les Palestiniens, qui craignent que Jérusalem est, annexée par Israël, soit « bradée ».

Les délégués palestiniens « sont désormais clairement les représentants de l'OLP dans les négociations de paix » avec Israël, a affirmé Fayçal Hussein, jeudi, à Amman, sur le chemin du retour. « Les choses ont maintenant très clairement changé », a-t-il ajouté. L'OLP est, depuis le début du processus de paix, le véritable négociateur. La délégation c'est l'OLP et nous faisons partie de l'OLP », a-t-il ajouté.

Rencontres secrètes

Un dialogue direct va-t-il finir par s'engager entre l'Etat juif et la centrale palestinienne ? M. Yossi Sarid, ministre israélien des droits nationaux et membre du parti de gauche Meretz, qui avait récemment rencontré, au Caire, Nabil Chaath, un proche conseiller de Yasser Arafat, a déclaré, jeudi, à la chaîne de télévision MBC : « Je peux vous assurer que nous ne pouvons pas parvenir à un accord avec les Palestiniens sans l'agrément de l'OLP. C'est pourquoi, un autre membre du cabinet israélien a rencontré, il y a trois semaines, un dirigeant de la centrale palestinienne ».

Par ailleurs, selon un de ses collaborateurs, M^{me} Shulamit Aloni, ministre israélienne des communications, se serait entretenu, il y a quelques mois, à Paris, avec un membre du comité exécutif de l'OLP, le poète Mahmoud Darwish. Pour sa part, le quotidien israélien Yedioth Aharonoth avait rapporté, le 16 juillet, que Shimon Peres, chef de la diplomatie israélienne, avait rencontré secrètement Abou Mazen, au début du mois dernier, au Caire.

Quoi qu'il en soit, les Etats-Unis et la Russie, qui parrainent le processus de paix au Proche-Orient, ont invité, jeudi, le Liban à participer, le 30 août prochain, à une onzième session des discussions bilatérales à Washington. Cette invitation a été transmise au ministre libanais des affaires étrangères par l'ambassadeur américain à Beyrouth, Ryan Crocker, et le chargé d'affaires russe, Nikolai Kartousov. La dernière session des pourparlers israélo-arabes s'était achevée, le 1^{er} juillet, à Washington, sans que soit fixée la date d'une nouvelle rencontre. « Je pense que nous pourrions participer à la prochaine session de négociations à la fin du mois à Washington », a indiqué Fayçal Hussein. - (AFP).

LIBAN

Téhéran et Damas incitent à la poursuite de la résistance contre Israël

Le président iranien, Ali Akbar Hachemi Rafsandjani, a appelé, jeudi 12 août, à « l'unité de toutes les forces musulmanes au Liban face au régime sioniste », lors d'un entretien avec Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah, mouvement fondamentaliste pro-iranien. Ce dernier a lancé une mise en garde à Israël contre « toute nouvelle agression » au Liban, et affirmé que son mouvement « se réserve le droit d'utiliser tous les moyens possibles pour défendre le peuple libanais ».

Par ailleurs, dans des déclarations rapportées par le journal libanais *As-Safir*, le président syrien Hafez El Assad a affirmé, jeudi, que le Liban et la Syrie devraient « préserver la résistance [anti-israélienne] dans le sud du Liban et accroître son efficacité ». « Nous devons nous

débarrasser de nos illusions », a-t-il ajouté. L'ennemi [Israël] restera l'ennemi et le médiateur [les Etats-Unis] n'est pas notre allié mais l'ami de notre ennemi. Il est vrai que nous devons tenter de le rendre impartial en lui tenant le langage de ses intérêts menacés ».

Le président syrien a précisé que l'accord non écrit qui a été conclu, le 31 juillet, par l'intermédiaire des Etats-Unis, pour mettre fin aux bombardements israéliens du Liban sud, « était précis et limité ». Il stipulait, à l'en croire, que « les tirs de roquettes katioucha [contre le nord de l'Etat juif] s'arrêteraient si Israël mettait fin à son agression ». « Nous avons profité du fait que les Américains se sont rendu compte du tort que cette agression faisait à leurs intérêts », a-t-il ajouté. - (AFP).

Les Palestiniens expulsés par Israël sont prêts à accepter un retour échelonné

Les quelque 400 Palestiniens qui, depuis leur expulsion par Israël, campent dans le sud du Liban, ont accepté, jeudi 12 août, sous certaines conditions, le principe d'un rapatriement échelonné. « Il y a du progrès dans les positions d'Yitzhak Rabin. Mais nous voulons que le retour de tous les déportés soit garanti », a déclaré Abdel Aziz Al Rantissi, le porte-parole des bannis, pour la plupart membres du mouvement intégriste Hamas. Les expulsés ont ainsi assoupli leur position. Ils avaient, en effet, publiquement juré, le 5 février, de ne rentrer que tous ensemble dans leurs foyers, et de ne pas revenir sur ce serment.

Le porte-parole du ministère israélien de la défense avait annoncé, jeudi, que près de 200 expulsés pourraient revenir à la mi-septembre, après que la période

« d'éloignement provisoire » pour 60 à 80 Palestiniens eut été limitée à neuf mois. Au mois de mai, le gouvernement de Jérusalem avait autorisé le retour dans les territoires occupés de 126 personnes après un accord avec les Etats-Unis et une décision des commissions d'appel militaires. Mais ce compromis, obtenu sous la pression de l'OLP, avait été rejeté par Hamas.

Seuls 5 bannis ont été rapatriés pour des raisons de santé, les autres sont demeurés confinés dans le campement de Marj-ze-Zouhour, à la lisière nord de la « zone de sécurité » occupée par Israël dans le sud du Liban. Le représentant de Hamas en Jordanie a déclaré que « la décision finale revient aux expulsés eux-mêmes. Notre mouvement soutient toute position qu'ils adopteront à ce sujet ». - (AFP).

ASIE

Le débat sur la responsabilité du Japon pendant la guerre

L'armée impériale était prête à livrer à Staline ses ressortissants en Mandchourie

Le nouveau premier ministre japonais jouit auprès de l'opinion d'un véritable état de grâce : en effet 83 % des personnes interrogées ont de lui une opinion favorable, alors que 55 % pensent que la coalition qu'il dirige ne tiendra pas plus d'un an. Morihiro Hosokawa avait reconnu, peu après son arrivée au pouvoir, que son pays s'était livré à une « guerre d'agression ». Depuis, de nouveaux documents sur les agissements de l'armée impériale ont fait leur apparition. Selon l'un d'eux, les généraux nippons étaient prêts à livrer aux Soviétiques 1,8 million de civils et de soldats en Mandchourie lors de la débâcle d'août 1945.

TOKYO

de notre correspondant

Elargissant le champ des souffrances infligées par l'armée impériale au cours de la seconde guerre mondiale, la découverte d'un document conservé dans les archives militaires à Moscou pourrait indiquer que les dirigeants nippons abandonnèrent dans la débâcle non seulement leurs nationaux mais encore leurs soldats, soit près d'1,8 million de personnes en Chine. Cette découverte intervient au moment où le nouveau gouvernement de M. Hosokawa a décidé d'exprimer son repentir au reste de

l'Asie. Des voix se font vraiment entendre pour demander à l'URSS de prendre sous sa protection les ressortissants japonais et les soldats vivants en Mandchourie et en Corée. « Si ceux qui s'installent dans ces pays abandonnent leur nationalité, ce n'est pas un problème ».

Le document est signé par Shigeharu Asada, fonctionnaire du quartier général impérial, l'organe de commandement suprême placé sous la présidence de l'empereur Showa (Hirohito). Ce « Rapport provisoire sur la situation après le cessez-le-feu dans les régions contrôlées par l'armée du Kwantung » (armée qui conquiert la Mandchourie) est daté du 12 août 1945. Un second document, du 29 août, signé du commandant en chef de cette même armée, Otozo Yamada, exprime un avis favorable sur ce rapport provisoire et semble proposer les prisonniers comme compensation de guerre.

« Ce n'est pas un problème »

Un autre document du quartier général de l'armée du Kwantung, découvert antérieurement (le Monde du 9 juillet), révélait que celui-ci aurait proposé aux Soviétiques d'employer les prisonniers japonais dans des camps de travail. Moscou n'avait ni besoin de l'avis du vainqueur pour faire ce que bon lui semblait des captifs, mais cette initiative nipponne n'en fait pas moins de cas de considération humanitaire pour ses propres ressortissants. 600 000 prisonniers furent déportés en Sibirie et 62 000 y moururent.

Dans le dernier texte découvert, l'auteur écrit qu'« en raison de la situation alimentaire, économique et idéologique du Japon, il serait

souhaitable, comme il a été décidé antérieurement, de demander à l'URSS de prendre sous sa protection les ressortissants japonais et les soldats vivants en Mandchourie et en Corée ». « Si ceux qui s'installent dans ces pays abandonnent leur nationalité, ce n'est pas un problème ».

Selon les historiens, ces documents révèlent que la préoccupation primordiale des dirigeants militaires était de sauvegarder le système impérial, et qu'ils ont cherché à se concilier Staline en lui offrant des hommes pour des camps de travail en Mandchourie et en Corée. Cette idée était déjà sous-jacente aux propositions faites par le premier ministre de l'époque, le prince Fumimaro Konoe (grand-père de l'actuel premier ministre) lors des négociations de paix avec Moscou.

Le signataire du texte, Shigeharu Asada, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-un ans, affirme qu'il ne l'a pas écrit, mais qu'il envoya d'autres télégrammes (notamment le 9 août, après l'entrée en guerre de l'URSS) dans le même sens, de sa propre initiative. Selon l'historien Masayaru Hosaka, cité par l'agence Kyodo, « la question essentielle est de savoir qui a donné l'ordre à Asada. Un homme comme Ryuzo Sejima (actuellement conseiller de la maison de commerce Itochu), ancien officier de l'état-major du Kwantung et ayant appartenu au quartier général impérial doit savoir, mais il n'a pas jamais parlé ».

PHILIPPE PONS

A TRAVERS LE MONDE

SOMALIE

Le contingent italien va être redéployé hors de Mogadiscio

L'Italie va demander aux Nations unies le redéploiement de son contingent, hors de Mogadiscio, vers le nord de la Somalie, a annoncé, jeudi 12 août, le ministre italien des affaires étrangères, Bernardino Andreatta. L'Italie, qui y a perdu au début du mois de juillet trois de ses soldats, maintiendra cependant dans la capitale somalienne « une présence limitée à des fins logistiques », a ajouté le chef de la diplomatie italienne, qui a reconnu que cette décision intervient à la suite de « divergences d'interprétation sur les modalités de mise en œuvre du mandat de l'ONU ». En outre, le général Bruno Iol, commandant du contingent italien, dont le rappel avait été demandé par le secrétaire adjoint des Nations unies et refusé par l'Italie, quittera ses fonctions à l'expiration de son mandat - prévue pour la fin du mois -, a annoncé jeudi l'agence de presse ANSA.

D'autre part, au moins trois partisans du général Aidid ont été blessés par balles jeudi par des « casques bleus » américains, au cours d'une manifestation en faveur du chef de guerre somalien qui réunissait un millier de personnes dans le sud de Mogadiscio. - (AFP, Reuters).

ZAÏRE

Une ville du Nord pillée par des soldats

On a appris, jeudi 12 août, de plusieurs sources concordantes à Kinshasa, que des éléments des forces armées zaïroises ont pillé la ville de Lisala, à près de 1 400 kilomètres au nord de la capitale zaïroise, au cours de la nuit de mardi à mercredi. Ces militaires réclamaient le paiement des quatre derniers mois de leur solde, ont ajouté les mêmes sources sans préciser l'ampleur des dégâts.

D'autre part, les militaires de la garnison de Kisangani, à 1 000 kilomètres au nord-est de Kinshasa, auraient lancé un ultimatum de huit jours à leurs supérieurs pour le paiement des arriérés de leur solde.

Par ailleurs, l'organisation britannique Oxfam a estimé qu'en cinq mois les affrontements dans le Kivu avaient fait, à la mi-juillet, entre 4 000 et 5 000 morts. « La participation de soldats et de gardes armés aux pillages et aux massacres est patente », selon un rapport de l'organisation. - (AFP, Reuters).

EN BREF

■ CENTRAFRIQUE : Benoit Likiti éliminé de la course à la présidence pour chèque sans provision. - La Cour suprême a annulé, jeudi 12 août, la candidature de Benoit Likiti à l'élection présidentielle du 22 août. M. Likiti, candidat indépendant « pour la jeunesse et le renouveau », a comparu devant la Cour pour avoir payé avec un chèque sans provision la caution de 5 millions de francs CFA (100 000 francs) que devait déposer chaque candidat. Huit candidats restent en lice. - (AFP).

■ CHINE : les autorités affirment que le dissident Liu Gang est bien traité. - Le dissident chinois Liu Gang, qui purge une peine de prison de six ans pour son rôle durant le printemps 1989 en Pékin, en 1989, est bien traité, a affirmé, jeudi 12 août, l'agence Chine nouvelle.

Des organisations internationales de défense des droits de l'homme ont affirmé à plusieurs reprises que M. Liu était torturé fréquemment depuis 1991 au camp de réformation par le travail n° 2 de Lingyuan, dans la province de Liaoning (Nord-Est). Ce diplômé en physique avait été arrêté en juin 1989 pour son rôle dirigeant dans le mouvement démocratique. - (AFP).

■ CONGO : l'accord de Libreville n'est pas entré en application. - Plus d'une semaine après sa signature, l'accord conclu à Libreville entre la Mouvement présidentielle et l'opposition congolaise n'avait pas débuté d'application. Les négociations dans la capitale gabonaise ont fait revenir le calme, après plusieurs semaines de violences, mais de nombreux obstacles empêchent la reprise du processus électoral, et les milieux diplomatiques craignent un pourrissement de la situation. - (AFP).

■ ISRAËL : la Cour suprême refuse de se prononcer sur des sévices contre des Palestiniens. - La Cour suprême d'Israël a refusé, jeudi 12 août, de se prononcer sur des sévices dont auraient été victimes des Palestiniens interrogés par des enquêteurs du service de sécurité intérieure, le Shin Beth. Saisie par le Comité public contre la torture en Israël, la Cour a estimé qu'elle ne pouvait se prononcer que sur des « cas concrets », depuis qu'une commission gouvernementale a légalisé, en 1987, dans un rapport en partie secret, l'usage de « pressions physiques modérées ». - (AFP).

■ TOGO : rejet définitif de la candidature de M. Olympe. - La Cour suprême du Togo a confirmé, jeudi 12 août, la non-validité de la candidature d'une des personnalités de l'opposition, Gilchrist Olympio, à l'élection présidentielle du 25 août. La Cour a également rejeté une requête demandant la radiation du général Gnassingbé Eyadéma, président sortant, de la liste des candidats. - (AFP).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde RADIO TELEVISION

Le Monde REPRODUCTION INTERDITE

L'IMMOBILIER

appartements ventes

18^e arrdt

M^{me} MARCADET, 2 P., 43 m², rénové (1984), ch. 750 000 F 42-57-79-73 (pdp)

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS et tous services 43-55-17-50

immobilier information

M^{me} PYRÉNÈS, 3 P., 65 m², rénové, ch. 1 100 000 F 1100 Marseilles 42-51-51-51

maisons individuelles

LE DE RÉ

St-Martin-de-Ré, particulier vend maison de ville rénovée comprenant : rez-de-chaussée : entrée, salle à manger, cuisine équipée, salon, WC, étage : deux gds chambres, salle de bains, jardin, piscine, pierres apparentes avec cheminée, plus studio indépendant avec salle de douche. Téléphone : 47-51-96-96 et (16) 46-05-05-77

propriétés

Part. vd. la Grèce (58) belle propriété, ds parc arboré 1 800 m², 300 m plage 140 m² hab. gd sal., 35 m² chm., 3 ch. et 11 ch. vendu meublé 1 200 000 F (1) 47-76-37-22

Spécialités régionales (vin)

Directement du vigneron à votre table un vin à découvrir

MONTLOUIS-SUR-LOIRE AOC

sec, demi-sec, moelleux. Méthode champenoise. Plus, millésimes dispon. tantis sur demande

L. CHAPEAU

15, r. des Autres-Hussaux 37270 Montlouis-Loire Tél. : (16) 47-50-80-84

Vacances, tourisme, loisirs

Camping organisé sur le lac. Soirées musicales. Durée : 3 jours, 3 300 F. Cours d'espagnol, vol, cuisine, etc., Baignoire, Août, 228, 32001 Gargagny - Esp.

3 H de Paris par TGV METABIEF (25) CHARENTAIS DU MONDE YTT 13 AU 19 SEPT. Location à proximité studio indép. et citroën en pension ou 1/2 pension ambiance familiale et conviviale chez ancien sélectionné olympique, tennis et ski. (16) 81-49-00-72

de l'Est (Haute), soleil, vue 5 pers., soit-sept. Tél. : (16) 32-10-01-10-93

La tentative de subornation de témoin après le match Valenciennes-OM

L'alibi fourni à Bernard Tapie par Jacques Mellick est contesté par les enquêteurs

L'enquête sur la tentative de subornation de témoin dont aurait fait l'objet l'ancien entraîneur de Valenciennes Boro Primorac à la suite d'un entretien, le 17 juin, avec Bernard Tapie, s'est brusquement accélérée, jeudi 12 août. L'ancien ministre socialiste Jacques Mellick (Pas-de-Calais), affirme toujours qu'il était ce jour-là à Paris avec le président de l'OM. Mais son témoignage, qui constitue un alibi crucial pour M. Tapie, est de plus en plus contesté par les enquêteurs.

De Valenciennes à Marseille, du restaurant le *Fouquet* aux bureaux du groupe Bernard Tapie Finance, l'affaire du match VA-OM n'en finit plus de rebondir, bien que le procureur de la République de Valenciennes, Eric de Montgolfier, soit en vacances. Elle s'attarde maintenant du côté de Béthune et de son maire-adjoint, l'ancien ministre socialiste Jacques Mellick. Celui-ci se retrouve à son tour au cœur de la tourmente : a-t-il, comme il l'affirme, rencontré le président de l'OM dans son bureau parisien, le jeudi 17 juin, en début d'après-midi ?

Une réponse négative constituerait un tournant décisif pour l'ensemble du dossier. Or, selon nos informations, une dizaine de témoignages, recueillis auprès d'employés de la mairie et de la communauté du Béthunois, contrediraient formellement les propos de M. Mellick. Ces nouveaux éléments, s'ils étaient confirmés par divers indices matériels, mettraient à mal tout le système de défense de M. Tapie.

Depuis le 31 juillet, M. Mellick assure qu'il était avec M. Tapie le 17 juin entre 14 h 30 et 15 h 30. Ce témoignage constitue un alibi crucial pour le président marseillais, qui certifie avoir jamais rencontré l'ancien entraîneur valencien Boro Primorac afin de lui demander de « porter le chapeau » dans l'affaire du match présumé « arrangé ». Cet alibi tardif – il a été

connu trois semaines après le début de l'affaire de la tentative de subornation de témoin – a toujours laissé les enquêteurs sceptiques, notamment en raison de ses nombreuses imprécisions sur le déroulement exact de cette journée du 17 juin (le Monde du 4 août).

Une légende erronée ?

L'enquête s'est accélérée, mercredi 11 août, après la divulgation d'une photo prise par un employé communal et publiée dans le numéro 25 de *Cap sur l'Innovation*, une revue interne de la communauté du Béthunois (le Monde du 13 août). Ce cliché montre l'ancien ministre socialiste entouré d'une trentaine de personnes. La légende est ainsi rédigée : « Le 17 juin, à 14 heures, M. Mellick rencontrait les agents recrutés par la communauté du Béthunois durant ces quatre derniers mois ».

Dès mercredi soir, M. Mellick contestait l'exactitude de cette légende, invoquant une erreur du rédacteur (1). Selon le député du Pas-de-Calais, la réunion aurait débuté vers 14 heures, mais il serait lui-même arrivé en retard, vers 17 heures, pour se contenter d'une brève rencontre et de quelques photos avec les personnes présentes. Il dit avoir couvert la distance séparant l'avenue de Friedland (Paris 17^e) de l'hôtel de ville de Béthune (environ 220 kilomètres) en une heure trente. Sa Renault 25 TX, conduite par un chauffeur, aurait donc roulé à très vive allure. Il a fallu entre 1 h 35 et 1 h 44 à différents journalistes pour effectuer le trajet, jeudi, en plein mois d'août. Le Centre national d'information routière a précisé au Monde que, le 17 juin, de 15 heures à 17 heures, la circulation sur le périphérique intérieur et l'autoroute du Nord était « normale pour la période ». On peut donc penser qu'elle était beaucoup plus dense qu'au mois d'août.

Aucun embouteillage particulier n'avait cependant été signalé. Il n'y avait pas de travaux sur le trajet. Il faut un certain temps pour emprunter le périphérique, sortir de la proche banlieue (secteurs difficiles

porte de la Chapelle et Saint-Denis) et se retrouver sur une autoroute dégagée (à une quinzaine de kilomètres de Paris, pas avant) mais il est possible que M. Mellick ait rallié Béthune en quatre-vingt-dix minutes. A condition d'avoir engagé les limitations de vitesse et d'avoir roulé à au moins 180 km/h à partir de l'aéroport de Roissy.

Enfin il pour autant sur place vers 17 heures ? Selon les témoignages recueillis par la police auprès de certaines personnes photographiées aux côtés du maire-adjoint, la réunion aurait commencé avec quelques minutes de retard, donc après 14 heures, et l'ancien ministre de la mer aurait rejoint ses invités entre 15 heures et 16 heures – les horaires varieraient quelque peu en fonction des témoins – pas plus tard que 16 heures, du moins à en croire une dizaine de personnes. L'heure de 16 heures, le plus proche de celui avancé par M. Mellick, a été indiquée par Aurélien Lefèvre, directeur des services techniques de la Communauté du Béthunois, placé en garde à vue durant près de vingt-quatre heures.

Interrogé par l'Agence France Presse, M. Lefèvre est, toutefois, revenu sur ses déclarations : « Je n'ai pas pu dormir de la nuit car j'étais en garde à vue avec deux drogués. On m'a enlevé mon alliance, ma cravate, mes lacets, mes poignets personnels. J'étais sans cesse soumis aux mêmes questions. Je ne me souviens pas de l'heure exacte d'arrivée de M. Mellick. Dans de telles conditions, j'en ai eu marre et j'ai fini par dire que M. Mellick était arrivé à 16 heures. En réalité, je n'en sais rien. Pour moi, c'était la fin d'après-midi ».

Pressions sur les témoins ?

Une dizaine de personnes auraient pourtant bel bien situé l'arrivée de M. Mellick entre 15 heures et 16 heures. Leur mémoire est-elle fiable ? Un employé de mairie garde généralement un souvenir assez précis du jour où il assiste à une réception en compagnie de la plus haute personnalité de la ville, surtout si celle-ci arrive avec plus de deux heures de retard. Néanmoins, M. Mellick assure que des « pressions » ont été exercées sur les témoins.

L'ancien ministre déclarait jeudi soir à l'AFP : « J'ai proposé d'être placé moi-même en garde à vue à la place de mes collaborateurs qui ne sont pour rien dans tout ça. Une vingtaine de personnes ont été entendues par les policiers. La grande majorité d'entre elles a situé mon arrivée à ou après 17 heures, soit au moins une heure trente après mon départ de BTF à Paris. D'autres, deux mois après, n'ont qu'un vague souvenir et ont parlé d'arrivée très tardive. Un, en butte à des pressions psychologiques intolérables, en avait tellement marre qu'il a accepté de dire « j'importe quelle heure pour sortir de sa garde à vue ».

Il existe à l'évidence un décalage entre les informations dont dispose M. Mellick et celles transmises à la police. Ces témoignages sont d'autant plus embarrassants pour le maire-adjoint de Béthune qu'ils s'ajoutent à d'autres éléments et indices, connus ou encore secrets.

Il semblait ainsi qu'à la réunion dite soit tenue, mardi 10 août, à Béthune, au cours de laquelle certains de ses proches collaborateurs auraient demandé à quelques-uns

des personnes présentes sur la photo de confirmer aux policiers l'heure de 17 heures avancée par M. Mellick. Cette « consigne », destinée à soutenir leur « employeur », n'aurait donc pas été suivie. Les enquêteurs poursuivaient, vendredi matin, leurs investigations sur l'existence d'une telle réunion. Ils ont également retrouvé d'autres clichés pris le 17 juin en présence de l'ancien ministre. Sur l'une de ces photos, un des participants portait une montre. Un agrandissement de cette photo pourrait éventuellement permettre de lire l'heure inscrite au cadran.

« Intox » et « informations bidon »

D'autres témoignages pourraient venir des plus proches collaborateurs de M. Mellick. Jeudi, en début de soirée, sa directrice de cabinet, Valérie Tresson, et Aurélien Lefèvre, avaient été relâchés. En revanche, le secrétaire général de la mairie, Pascal Van Acker, ainsi que le chauffeur de M. Mellick, Alain Davigny, étaient toujours en garde à vue, vendredi en fin de matinée. Un collaborateur de M. Tapie, Jean-Pierre Deck, qui aurait, lui aussi, assisté à cette rencontre, a été entendu par les policiers, jeudi, à Bastia, où il se trouve en vacances. Il s'est refusé à toute déclaration à sa sortie du commis-

sariat de police. L'enquête sur « l'affaire dans l'affaire » – la tentative de subornation de témoin – progresse donc à vive allure. Trop vite au goût de M. Mellick, qui accuse les policiers d'avoir agi « comme des voyous » : « Ils se sont comportés de manière grossière et ont refusé d'entendre les employés à la mairie, les emmenant au commissariat. Là, ils ont été menacés ». M. Mellick voit dans cette affaire une « machination politique ». Il a reçu sur ce point le soutien de M. Tapie qui, comme souvent depuis le début de ce « feuilleton », parle d'« intox » et d'« informations bidons ».

Le système de défense des deux hommes paraît néanmoins fragilisé. Seuls des éléments concrets, tels que des carnets de rendez-vous, des agendas ou des fiches tenues à jour par les secrétaires, pourraient venir étayer leur thèse. Or, l'hébdomadaire *l'Express* révélait, dans son édition du 12 août, qu'ils n'avaient pas été en mesure, l'un comme l'autre, de fournir aux enquêteurs ce type d'éléments. Le juge Belfry n'a pas retrouvé trace d'un quelconque rendez-vous avec M. Tapie dans les agendas de M. Mellick. Quant aux fiches de la secrétaire du président de l'OM, elles avaient disparu – tout au moins celles du mois de juin –, le 5 août, lorsque les enquêteurs se sont rendus avenue de Friedland. M. Tapie avait pré-

senté ce jour-là un agenda vierge de toute trace écrite.

Ces diverses investigations, parfois dignes d'Hercule Poirot ou de Sherlock Holmes, peuvent paraître sinon excessives du moins bien éloignées du point de départ de ce dossier, à savoir l'affaire de corruption lors d'un match de football entre Valenciennes et l'Olympique de Marseille, le 20 mai. Ce n'est pourtant pas le cas : elles ramènent au contraire au cœur du débat.

En effet, s'il se confirmait que M. Mellick n'a pu voir M. Tapie le 17 juin, le président de l'OM se retrouverait seul face aux graves accusations de Boro Primorac. Des accusations auxquelles les enquêteurs n'ont jamais cessé d'apporter un certain crédit. Ce dossier du match VA-OM ressemble donc plus que jamais à un jeu de dominos. Dès qu'une pièce vacille, toutes les autres menacent de s'écrouler.

PHILIPPE BROUSSARD
ET JÉRÔME FENOGLIO

(1) Vendredi 13 août au matin, lors d'une conférence de presse tenue à Béthune, le directeur de la communauté du Béthunois, Jean-Pierre Chruszewski, a indiqué que cette légende avait en fait été rédigée lors de la confection d'une « pré-maquette ». La photo avait été collée au dernier moment sans que les rédacteurs changent l'heure mentionnée dans la légende.

Un notable socialiste proche de M. Fabius

Même s'il n'est pas l'un des dirigeants socialistes les plus en vue, Jacques Mellick est sans doute l'un des plus anciens, puisqu'il fut, de 1984 à 1987, secrétaire national des Jeunes socialistes. A cinquante-deux ans (il est né le 22 juillet 1941 à Fresnescourt-de-Dolmen, dans le Pas-de-Calais), il est devenu un des « anciens » du PS, où il est l'un des porte-parole de la puissante fédération du Pas-de-Calais, la plus importante du parti, et l'un des représentants du courant de Laurent Fabius. Il siège à ce titre au comité directeur et surtout, depuis que Michel Rocard en a conquis la présidence en avril 1993, au bureau exécutif du PS.

Toutefois, à la différence de Daniel Percheron, autre fabusien du bureau exécutif, premier secrétaire de la fédération du Pas-de-Calais, dont l'attitude conciliante, au lendemain de l'éviction de M. Fabius par M. Rocard, avait permis d'éviter la rupture, M. Mellick n'a pas participé aux états généraux de Lyon, préférant rester en retrait. Il s'était associé, quelques jours après la victoire de M. Rocard devant le comité directeur, à un appel lancé par quatre responsables socialistes, dont M. Mauroy et plusieurs amis de M. Fabius, pour la tenue d'états généraux préparés par une commission indépendante. Mais il avait ensuite choisi de se tenir à l'écart, ne faisant qu'une brève apparition aux états généraux de sa fédération qui avaient précédé ceux de Lyon.

Elu maire de Béthune en 1977, Jacques Mellick a renoncé provisoirement à sa fonction au lendemain des élections législatives de 1993, pour cause de cumul, devenant adjoint au maire et laissant la direction de la municipalité à Bernard Seux, son premier adjoint, en attendant de la reprendre, en principe, l'année prochaine, à l'expiration de son mandat de conseiller général. Il a été, depuis seize ans, l'un des principaux artisans de la reconversion du bassin minier de Béthune, symbolisant la nouvelle génération socialiste dans la région. Il était, à l'époque, proche de Pierre Mauroy. C'est en s'efforçant de maintenir l'emploi dans sa ville qu'il avait servi d'intermédiaire au rachat par Bernard Tapie, en 1983, de l'entreprise Testut, alors en dépôt de bilan.

Un homme de dialogue

Entré au conseil général en 1974, Jacques Mellick en est devenu vice-président en 1979, premier vice-président en 1988. En même temps qu'il consolidait son implantation locale, il accédait à des responsabilités nationales, d'abord en enlevant au PC, en 1978, le siège de député de la circonscription de Béthune, qu'il conserva à chaque scrutin (il sera l'un des socialistes les mieux élus en mars 1993, obtenant au second tour 54,42 % des suffrages), puis en participant, à partir de 1988,

aux gouvernements dirigés successivement par Michel Rocard, Edith Cresson et Pierre Bérégovoy.

Secrétaire d'Etat aux anciens combattants en mai-juin 1988, Jacques Mellick est, jusqu'en 1991, ministre délégué chargé de la mer, avant d'être nommé par Edith Cresson secrétaire d'Etat à la défense et confirmé, l'année suivante, dans ce poste, par Pierre Bérégovoy. Son bilan, dans ses deux dernières fonctions, sera plus qu'honorable : comme ministre délégué chargé de la mer, il commencera à assainir et à moderniser, sans brusquer les choses, les secteurs placés sous sa responsabilité ; comme secrétaire d'Etat à la défense, il se montrera un homme de dialogue dans les missions de restructuration du domaine militaire et d'adaptation du service national qui lui seront confiées.

Ce notable discret, au long passé de militant socialiste, ne ressemble guère au très médiatique personnage qu'est Bernard Tapie. Outre leur intérêt commun pour la prospérité de l'entreprise Testut et leur appartenance au gouvernement Bérégovoy, le seul lien qui paraît les unir est le soutien donné ostensiblement par les fabusiens aux initiatives politiques du député des Bouches-du-Rhône, dès lors que celui-ci continuait d'être publiquement défendu par François Mitterrand.

THOMAS FERENCZI

Les rapports entre le président de l'OM et les journalistes

Une cassette à la mer

Le jeudi 22 juillet, Bernard Tapie en colère était à la mer, devant le port de Hyères, une caméra de France 3 qui venait de le filmer à bord de son yacht, la *Phocée*, en compagnie notamment de l'entraîneur de l'OM, Jean-Pierre Barès, et de son attaché parlementaire, Marc Fratani (le Monde du 24 juillet).

Dès le lendemain, un plongeur et un caméraman de la station régionale de France 3-Méditerranée plongeaient à la recherche de cette caméra. Mais à cet endroit, par 15 à 20 mètres de fond, la présence de posidonies (algues longues) limite la vision et impose une recherche par palpation. Les jours suivants, quatre plongeurs professionnels, auxquels des journalistes de la chaîne se sont adressés, vont se relayer, sans rien trouver. Les souvenirs imprécis des acteurs de la scène ne leur ont pas facilité la tâche. Au bout de deux jours, ils localisent l'endroit où mouillait la *Phocée*. Mais le troisième jour, après réunion, la direction de France Télévision ordonne l'arrêt des opérations.

Après cent heures de recherches au fond, il était inutile de s'obstiner, explique aujourd'hui Alain Danvers, directeur de l'information de France Télévision. Les recherches avaient été prolongées au-delà des instructions de la direction régionale, et leur coût ne se justifiait plus dans le seul espoir de récupérer une caméra vraisemblablement inutilisable, ou une cassette « d'ombres chinoises », avance Alain Danvers.

Ce n'est pas l'avis de la Société des journalistes de la rédaction nationale de France 3, qui, dans un communiqué, vient d'assumer que la « cassette peut être technique-

ment récupérable » et surtout que « son contenu a un intérêt journalistique évident ». Car le caméraman aurait filmé aussi une ou d'autres personnes que celles dont on a parlé, présentes à bord du *Phocée*. Et ce serait justement la raison de la colère de Bernard Tapie et de son geste. Ces images, prises à distance, alors que le soir tombait, permettraient-elles leur identification ? Personne ne semble en mesure de répondre à cette question, ni même de savoir si la cassette sera lisible.

La Société des journalistes s'étonne toutefois de l'arrêt des recherches après trois jours seulement, et s'interroge : « Le contenu de cette cassette serait-il également gênant pour la direction de France Télévision ? » Plus largement, la société estime que « les journalistes de France 3 ne peuvent se soumettre aux mouvements d'humeur d'un individu et donc accepter que ce document reste là où M. Tapie l'a envoyé : au fond de l'eau ».

Les rapports de Bernard Tapie avec les journalistes ont parfois été tumultueux. D'une agression contre Alain Vernon (du service des sports d'Antenne 2) à Moscou en 1991, aux dénonciations d'un collaborateur de l'Agence France-Presse à l'occasion de l'affaire OM-Valenciennes, ou à la tentative de heurter avec sa voiture un journaliste de France 2 plus récemment à Paris, sans compter de multiples coups de fil peu amènes, il s'en est pris particulièrement à la télévision publique. Il est vrai qu'à TF1, où il anima naguère une émission et dont il fut actionnaire à partir de 1987, il a toujours été mieux – et plus souvent – accueilli.

M. C. I.

EN BREF

□ Affaire du 21^e RIMA de Fréjus : une information judiciaire est aussi requise pour « attentats à la pudeur ». – Anne-Marie Baudron, premier procureur adjoint de la République au tribunal de grande instance de Marseille, a indiqué, vendredi 13 août, qu'une information judiciaire avait été requise pour « violences, outrages à subordonnés et attentats à la pudeur par personne ayant autorité », à la suite des plaintes déposées, les 28 et 29 juin, par des recrues de la première compagnie du 21^e régiment d'infanterie de marine (RIMA), basé à Fréjus (Var) contre quatre de leurs instructeurs (le Monde des 3, 5, 6 et 11 août). M^{me} Baudron a précisé que « les faits de violence sexuelle » dont avaient été accusés un sous-officier, un caporal-chef et deux caporaux du 21^e RIMA, avaient été « dénoncés dans la procédure régulièrement établie par la gendarmerie de Fréjus ». L'instruction a été confiée au juge Frédéric Gayssot, de la section des affaires pénales militaires.

□ L'écologiste Eric Petetin adresse une demande de grâce au président de la République. – Eric Petetin, chef de file des opposants au tunnel du Somport (Pyrénées-Atlantiques), a transmis au président François Mitterrand un recours en grâce, a-t-on appris le jeudi 12 août à l'Elysée. Condamné à quelque trente reprises depuis août 1991 (le Monde du 31 juillet) pour des actions contre ce projet de tunnel, Eric Petetin avait été à nouveau condamné le 1^{er} juin à un mois de prison pour « dégradation volontaire de propriété d'Etat », après avoir arraché, le 30 mai, 230 mètres de la clôture qui fermait le chantier. Incarcéré à Neuvic (Dordogne), il pourrait rester en prison jusqu'au 31 mars 1994, selon son avocat. Le ministre de l'environnement, Michel Barnier, s'était déclaré favorable à une « mesure d'apaisement ». La chancellerie instruit la demande de recours en grâce, avant d'en transmettre les conclusions au garde des sceaux, Pierre Méhaignerie. Le

parti des Verts appelle à manifester, le 21 août, à la gare de Bedous (Pyrénées-Atlantiques) « pour la libération d'Eric Petetin et contre le tunnel du Somport ».

□ Deux touristes tchèques ont été assassinés à Paris. – Un homme et une femme d'origine tchèque ont été retrouvés égorgés jeudi 12 août, dans un square du 19^e arrondissement de Paris. Les deux victimes – Pavel Sivok, vingt et un ans, et Zita Lavova, vingt ans – ont été découverts dans deux sacs de couchage par un employé du square. L'homme semble avoir été tué dans son sommeil, tandis que la femme aurait subi des violences sexuelles. Les deux corps ont été transportés à l'Institut médico-légal, où ils devaient être autopsiés.

□ Un cinquième évadé de Clairvaux (Aube) repris en Seine-et-Marne. – Evadé avec sept complices, le 11 septembre 1992, de Clairvaux, Michel Ghellam, trente-quatre ans, a été interpellé jeudi 12 août à Noisiel (Seine-et-Marne) par des policiers des polices

urbaines, alors qu'il circulait sur une moto volée, en possession de deux grenades et d'armes de poing. Sur les huit évadés de la centrale, Michel Ghellam est le cinquième à avoir été repris. Un sixième, Dominique Deguis, avait été tué lors de son interpellation à Bordeaux, le 18 septembre 1992.

□ Une mise en garde du ministère de l'Industrie contre deux extincteurs dangereux. – Le ministère de l'Industrie a mis en garde, jeudi 12 août, contre l'utilisation de deux extincteurs dangereux ayant été à l'origine de plusieurs accidents, dont un mortel, le 10 juin, dans un car de ramassage scolaire. Il s'agit de deux extincteurs à poudre de marque SADER, de 1 et 2 kilos – références 901 PP et 902 PP, – construits de 1988 à 1992 et souvent utilisés à bord de véhicules. Ces appareils, facilement reconnaissables à leur goupille de couleur verte, ne doivent en aucun cas être utilisés, précise le ministère.

هكلامن لعلل

Le Monde
RADIO TELEVISION

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Par arrêt de la chambre d'accusation de Toulouse

Les trois lycéens soupçonnés de viol sont laissés en liberté

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Toulouse a tranché, jeudi 12 août, «Malgré la gravité des faits», les trois jeunes gens, dont deux sont élèves du lycée privé catholique du Caousou, auteurs présumés d'un viol collectif à Toulouse (le Monde du 29 juillet), seront laissés en liberté, la détention provisoire n'apparaissant pas nécessaire.

Huit jeunes Toulousains, dont quatre lycéens du Caousou, avaient été mis en examen dans cette affaire, au mois de juillet dernier - dont deux pour «viols et atteintes à la pudeur» et un pour «complicité de viol» - après la plainte déposée par une jeune fille, mineure au moment des faits, les accusant d'avoir été violée au cours de deux soirées en octobre 1992 et janvier 1993.

Les trois jeunes gens sont maintenant sous contrôle judiciaire. L'un d'entre eux avait été incarcéré à titre provisoire par le juge d'instruction chargé du dossier, puis libéré par le juge délégué chargé de la détention. La chambre d'accusation a donc confirmé ce jugement. Ce dont se félicite M^e Forget, l'un des avocats des jeunes garçons. «Tout le monde finalement a considéré que la médiatisation de cette affaire avait été excessive», nous a-t-il déclaré.

Les avocats des jeunes gens avaient mis l'accent sur l'attitude «ambiguë» de la jeune fille, le caractère tardif de son dépôt de plainte, et

insisté sur les nombreuses zones d'ombre d'une affaire qui met en cause la jeunesse «dorée» de Toulouse et l'un de ses établissements scolaires les plus réputés.

Le footballeur vedette du Mans écorné pour mauvais traitements à enfant

Oumar Ben Salah, vingt-neuf ans, joueur vedette de l'équipe de football du Mans, de nationalité ivoirienne, a été mis en examen jeudi 12 août, puis écorné, ainsi que son épouse Marie-Laure, par le juge Philippe Dary, du Mans. Cette décision a été prise après que Mohamed, six ans et demi, le fils de ce joueur, vainqueur en 1992, avec la Côte d'Ivoire, de la Coupe d'Afrique, a été admis, courant juillet, à l'hôpital d'Angers.

Les praticiens avaient relevé sur le corps de l'enfant des traces de coups et de blessures multiples et profondes, dont certaines irréversibles. Il est apparu, au cours de l'enquête conduite par les services de gendarmerie, que l'enfant avait été martyrisé. Oumar Ben Salah s'est vu reprocher le délit de coups et blessures volontaires à enfant de moins de quinze ans par ascendant, et son épouse celui de non-assistance à personne en danger. Ils ont été incarcérés, lui à Angers, elle à la maison d'arrêt de Laval. - (Corresp.)

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Une invention du préfet Lépine

Le permis a cent ans

«Il sera un temps où, sous la pression de l'opinion publique elle-même, disparaîtront pour les conducteurs d'automobiles toutes les entraves à la liberté complète de circulation»: voilà ce qu'on pouvait lire dans les gazettes il y a moins de cent ans (1). Le décret du 10 mars 1899 venait de généraliser, à l'ensemble du territoire, les dispositions qui imposaient à Paris depuis le 14 août 1893 un «certificat de capacité» et une «autorisation de mise en circulation» pour la conduite des «véhicules à moteur mécanique». En réglementant la circulation dans la capitale, Louis Lépine, qui allait se faire un nom dix ans plus tard en créant le fameux concours d'inventions, avait entamé un long mandat de près de trente ans à la tête de la préfecture de police.

Les premières mesures contraignantes avaient été d'autant plus facilement acceptées à Paris que le parc de véhicules à moteur atteignait, en 1893, le chiffre modeste de 1 672 engins, essentiellement des machines à vapeur. Le célèbre constructeur Léon Serpollet s'était vu décerner, peu avant, le premier document autorisant la circulation d'un phaéton à vapeur. Il avait le droit de mener son tricycle jusqu'à la vitesse considérable de 16 km/h. Une limite qui devait être raisonnablement ramenée à 12 km/h pour Paris et «autres lieux habités», et portée à 20 km/h en rase campagne par l'ordonnance de 1893.

Le «certificat» du préfet Lépine avait suscité peu de réactions, parce que l'opinion et les élus étaient alors majoritairement hostiles à ces engins bruyants qui terrifiaient la population des localités traversées. Il en sera tout autrement six ans plus tard, lorsque la nouvelle réglementation est généralisée. En quelques années, la France est devenue la patrie mondiale de l'automobile. Des courses aux bilans meurtriers sont organisées sur des routes qui ne relèvent encore que du régime applicable aux «locomotives et aux trains routiers».

La nouvelle réglementation impose au postulant un examen devant un ingénieur des Mines. Celui-ci ne sait souvent lui-même pas conduire. Les épreuves pratiques et théoriques sont censées vérifier les qualités de prudence, de sang-froid et d'habileté des candidats conducteurs. Bien que les vitesses maximales aient été généreusement portées, en 1893, à 20 km/h dans les agglomérations et à 30 km/h en rase campagne, la généralisation de ce certificat apparaît déjà à certains comme une contrainte inadmissible.

L'éventualité du retrait du «certificat» par simple arrêté préfectoral est contestée par les juristes. Ils reprochent à l'administration de passer les automobilistes sous un régime d'exception. Ce sont les mêmes arguments qui sont invoqués en juin et juillet 1902, lorsque la France entière est paralysée par des mouvements de chauffeurs routiers qui protestent contre l'entrée en application de la nouvelle législation sur le permis à points.

Deux millions de candidats par an

Le «certificat de capacité» permet une réelle augmentation de la sécurité (2). Cependant, faute de pouvoir le supprimer, les limitations de vitesse sont supprimées en 1913. L'âge minimal du conducteur est porté de 21 à 16 ans, avant d'être fixé à 18 ans en 1954. Les premières auto-écoles sont créées en 1917. Ce n'est qu'en 1922 que le «certificat de capacité» est remplacé par un permis de conduire, spécifique pour les différentes catégories de véhicules. Un arrêté du 18 juillet 1926 permet aux autorités de retirer le permis de conduire après une seule contravention grave aux règles de la circulation, et systématiquement en cas d'ivresse. L'examen moderne du permis de conduire date de 1972, mais la réforme la plus importante, c'est-à-dire l'apprentissage à partir de 16 ans grâce à la conduite accompagnée, n'a été généralisée qu'en 1989.

La remontée du nombre des tués sur les routes en juin 1993, après un an de baisse continue depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle législation sur le permis à points, pourrait entraîner un nouveau durcissement de la législation. Et en particulier de l'examen du permis de conduire, qui concerne près de deux millions de candidats chaque année.

CHRISTOPHE DE CHENAY

(1) Cité dans la Vie du rail du 25 février au 3 mars 1993.
(2) Il y a eu 1 200 morts sur les routes en 1920 pour 240 000 véhicules en circulation; 4 600 morts pour 2,2 millions de véhicules en 1936; 8 816 morts pour près de 5 millions de véhicules en 1960; 16 617 morts pour 14 millions de véhicules en 1972; 11 946 morts pour 23 millions de véhicules en 1983 et 9 083 morts en 1992 pour 29 millions de véhicules en circulation.

CARNET DU Monde

Mariages

Paris. Rome. Naples.
Philippe et Paulette DECAENE, Giuseppe et Clara PUNZO, sont heureux d'annoncer le mariage de leurs enfants.

Jean-Philippe et Danièle, célébrés dans l'intimité, le 7 août 1993, à Naples.

Décès

Le docteur Pierre ANDLAUER, chevalier de l'ordre du Mérite, nous a quittés le 8 août 1993, dans sa soixante-huitième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité.
Sa famille et tous ceux qui l'ont aimé vous remercient de s'associer à leur peine.

26, rue du 28-Novembre, 67150 Erstein.

M. et M^e Gérard Montegut, M. et M^e Jean-François Bous, M. et M^e Gérard Bous, M. et M^e Rémi Bous, M. et M^e Jacques Bous, Ses enfants, Ses petits-enfants, Ses arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Gilberte BONS, née Regat, survenue le 12 août 1993 dans sa quatre-vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Nérès-Bains (Allier), le lundi 16 août 1993, à 10 h 30.
L'inhumation aura lieu au cimetière de Nérès-Bains.

13, boulevard du Général-Leclerc, 77300 Fontainebleau.

M. Raymond Cambeau, son épouse, Christine et François Métivier, Denis et Benoît, ses enfants, et petits-enfants, M^{me} Marcelle Thévenin, sa mère, M. et M^e Maurice Monneret, M. et M^e Pierre Hautecloque, ses sœurs et beaux-frères, ont la tristesse de faire part du décès, survenu à Paris le 10 août 1993, à l'âge de soixante-six ans, de

Janine CAMBEAU, née Thévenin, ancien secrétaire général du service juridique et technique de l'information, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite.

2, rue Lacomiguière, 75005 Paris.
12, rue de la Glacière, 75013 Paris.

M^{me} André Gluck, née Madeline Astruc, son épouse, Ses enfants, Ses petits-enfants, ont la douleur d'annoncer le décès du

docteur André GLUCK survenu le 6 août 1993 dans sa quatre-vingt-onzième année.

1, rue Saint-Hubert, 75011 Paris.

M^{me} Angélique Kazan, son épouse, et ses enfants Gracine, épouse de Toufik Aris, Elie et Marina Kazan, ont la grande douleur de faire part du décès de

M. Antoine KAZAN, ancien gouverneur du Liban Club District 331 Liban-Jordanie, président de l'AER-Liban (Aide à l'enfant juif), représentant au Liban de SOS-Enfants sans frontières, président-directeur général de la société Stal SAL.

L'inhumation a eu lieu à Beyrouth, le 10 août 1993.

Cet avis tient lieu de faire-part.

44, rue de Longchamp, 75116 Paris.

BP 11-1962, Beyrouth, Liban, Tél. 42269 Stal LE.

M. Jaime Mejia-Barba a la douleur de faire part du décès de

M. Donald MCGREW, survenu le 8 août 1993, après une longue maladie.

47, rue Froidevaux, 75014 Paris.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94
Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques : 100 F
Abonnés et actionnaires : 90 F
Communications diverses : 105 F
Thèses étudiants : 60 F

Mariages

M. Jean Sanchez, son épouse, a la douleur de faire part du décès de

M^{me} Renée SANCHEZ, née Gigot, survenue le 10 août 1993, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

L'inhumation a lieu vendredi 13 août à 16 h 30, au cimetière parisien d'Ivry, dans le caveau de famille.

10, rue Abel, 75012 Paris.

Jean-Louis et Josette Schmitter, Denis et Elisabeth Schmitter, Marlies Schmitter, Anne et Michel Chaignon, Bertrand et Laure Schmitter, Sylvie Schmitter, Vincent Schmitter et Chiharu Tanaka, ses enfants, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, Les familles Faudre, Warnier, Guyot, vous invitent à célébrer, dans la foi et l'espérance, le passage à la Vie éternelle de

Guise SCHMITTER, née Marguerite Faudre, décédée le 11 août 1993, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Eucharistie le samedi 14 août, à 10 h 15, en l'église Saint-André à Reims.

En union avec

Pierre SCHMITTER, son épouse, qui l'a précédée en 1979.

Il n'y aura ni condoléances ni remerciements, des registres seront à la disposition des assistants.

Vos offrandes seront destinées au Secours catholique.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Nord, dans l'intimité.

5, rue des Templiers, 51100 Reims.

Errata

Dans l'avis de décès de

M. Jacques DESROUSSEAUX, paru le 12 août 1993, la famille nous prie de préciser qu'il fallait lire également :

De la part de

M. et M^e Alain Desrousseaux et leurs enfants.

Anniversaires

Depuis le 14 août 1987,

François AUBAY repose dans le massif des Ecrins.

Aujourd'hui, à sa mémoire, une plaque sera déposée sur le chemin qui mène au col de Davin, et une messe sera célébrée au Casse.

Si vous l'avez connu, que son souvenir illumine votre vie.

Il y a un an,

Geneviève PRADE choisissait de nous quitter.

Désormais, «les vents du ciel dansent entre nous».

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du «Carnet du Monde», sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 12 août 1993 :

DES DÉCRETS

N° 93-997 du 10 août 1993 portant convocation des électeurs pour l'élection d'un député à l'Assemblée nationale (8^e circonscription du département de la Loire-Atlantique) ;

N° 93-977 du 31 juillet 1993 relatif aux saisies et cessions notifiées aux comptables publics et aux centres de chèques postaux ou de la Caisse nationale d'épargne (rectificatif) ;

Du 9 août 1993 portant classement de la commune de Marseille (Hérault).

Le 10 août 1993.

47, rue Froidevaux, 75014 Paris.

Le 10 août 1993.

Le 10 août 1993.

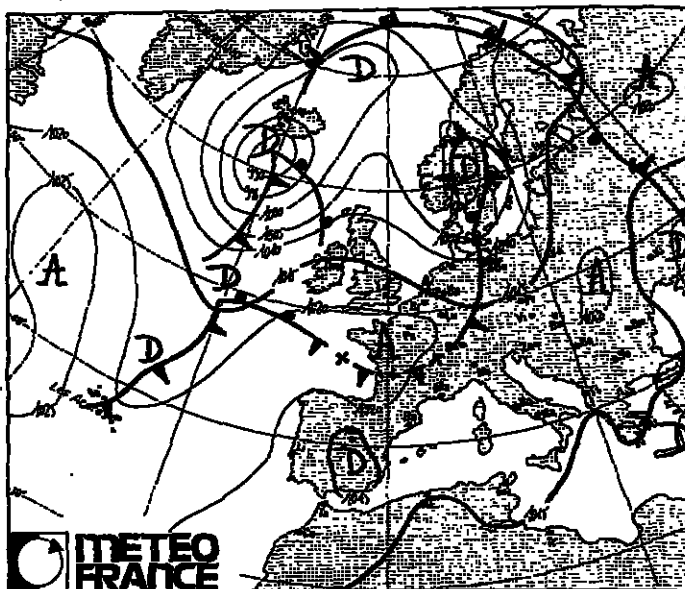
Le 10 août 1993.

Le 10 août 1993.

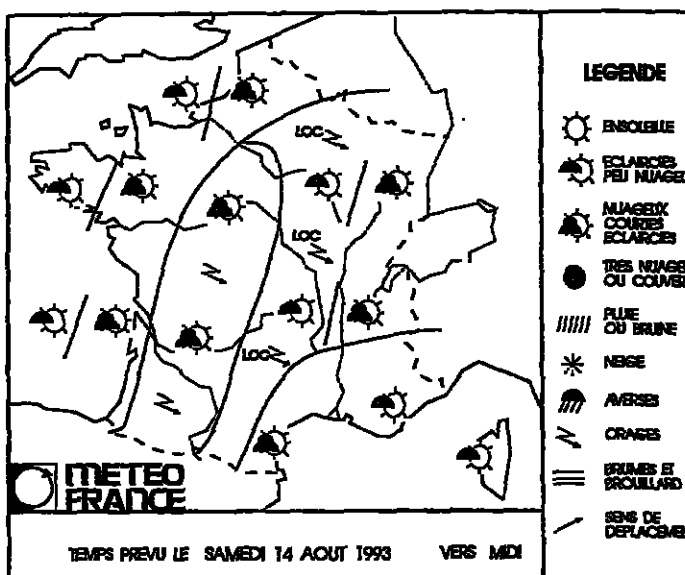
Le 10 août 1993.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 13 AOÛT À 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 14 AOÛT 1993

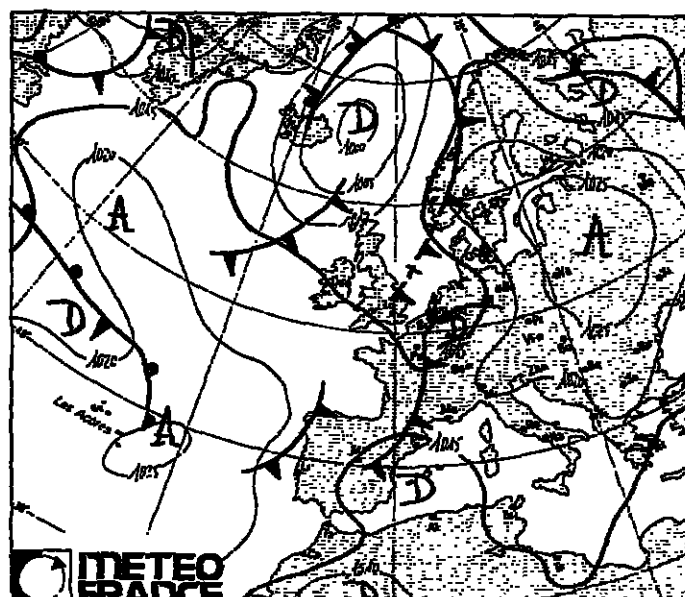


Samedi : temps orageux des Pyrénées au Nord et au Nord-Est. - En début de matinée, le ciel sera dégagé sur une grande partie du pays sauf sur le littoral du golfe du Lion, où il y aura des entrées maritimes, et, sur l'Aquitaine et les Charentes, où le ciel sera très nuageux avec des orages. Ce temps va remonter vers le nord-est et touchera le Limousin et le Centre en cours de matinée puis la Midi-Pyrénées, l'Auvergne, la Bourgogne, l'Île-de-France, l'est de la Picardie et du Nord-Pas-de-Calais, la Champagne-Ardenne à la mi-journée. En cours d'après-midi, ce temps très nuageux et orageux gagnera la Lorraine, l'Alsace et la Franche-Comté. Les régions du Sud-Est seront éparpillées. Le soleil brillera. Toutefois, des nuages seront présents sur le golfe du Lion, et quelques orages isolés éclateront sur les Alpes en soirée. Sur les régions du Nord-Ouest, nuages et éclaircies alternent. Des éclaircies reviennent également sur les côtes des Charentes et de l'Atlantique.

Les températures matinales seront fraîches au nord de la Loire avec 8 degrés à 10 degrés. Au sud, elles seront nettement plus douces avec 14 degrés à 20 degrés.

L'après-midi, le thermomètre atteindra 20 degrés à 25 degrés sur le midi-ouest et 25 degrés à 30 degrés sur le midi-est.

PRÉVISIONS POUR LE 15 AOÛT 1993 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 12-8-1993 à 18 heures TUC et le 13-8-1993 à 6 heures TUC

FRANCE			STRASBOURG			TUNIS			MARRAKECH			
AJACCIO	29	19 D	29	14 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D
BLANCO	29	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D
BORDAUX	26	14 C	30	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D
BREST	27	16 C	30	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D
CAEN	19	9 N	30	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D
CLERMONT	29	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D
CLERMONT-FR.	24	17 N	30	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D
DJON	30	16 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D
GRENOBLE	32	16 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D
LILLE	31	16 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D
LIMOGES	24	14 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D
LYON	32	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D
MARSEILLE	30	21 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D
NANCY	32	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D
NANTES	31	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D
NICE	27	21 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D
PARIS-MONTS	26	11 N	30	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D
PAU	23	17 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D
PERPIGNAN	29	22 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D
POitiers	29	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D
RENNES	29	9 B	30	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D
ST-ETIENNE	32	16 N	30	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D	30	19 D
ÉTRANGER			ALGER			AMSTERDAM			ATHÈNES			
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36	21 C
	36	21 C	36	21 C	36	21 C	36					

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

S A N S V I S A

Joyce, l'année de la zone libre

Venu pour quelques jours durant le premier hiver de la guerre en 1939 à l'Hôtel de la Paix, à Saint-Gérard-le-Puy, dans l'Allier, James Joyce a vécu une année entière dans ce village. Un demi-siècle a passé, qui n'a pas effacé de la mémoire des témoins la silhouette et la personnalité de l'écrivain.

L'ÉMOTION n'a pas vieilli, cinquante-trois ans plus tard, elle embue le regard d'Anna Boirot, quatre-vingt-trois ans cette année. Elle se souvient, comme si c'était hier, de ce jour de 1940 où Joyce entra dans la boutique de Claudius, son mari cordonnier, en disant qu'il avait une paire de chaussures à faire réparer. C'étaient celles qu'il avait aux pieds. L'écrivain s'assied, ses mains hésitent autour des lacets, cherchant, c'est presque un aveu, désarmant.

« Je l'ai déchaussé, dit Anna Boirot, ses chaussures n'avaient plus de talon, ses chaussettes sortaient par de gros trous. Je lui ai dit que mon mari faisait des talons en caoutchouc ou en cuir. « C'est du cuir que je veux », a-t-il dit, puis il a acheté une paire de charentaises, avec une semelle en cuir, pour pouvoir repartir. Mon mari lui a dit : « Votre canne est en bien mauvais état, donnez-moi ça », et il en a réparé le bout, il est sorti en nous remerciant bien. » Deux jours plus tard, la réparation est faite. Son coût : 6 francs. Anna Boirot montre le carnet comptable où Claudius a écrit, en 1940, au crayon noir, la somme en face du nom « Joès », la transcription phonétique de « Joyce » ; sur un autre carnet, lorsqu'il répare des souliers de Nora, l'épouse de l'écrivain, le cordonnier féminise le nom : « Joesse ».

Ça se passe à Saint-Gérard-le-Puy, un petit village de l'Allier, à 12 kilomètres de Vichy, en bordure de la nationale 7. James Joyce est arrivé dans ce bourg de mille trois cents habitants la veille de Noël 1939. Il a prévu de passer là les fêtes, puis de rentrer à Paris. Il n'en repartira qu'un an après !

Pourquoi cette halte prolongée ? La dernière, avant Zurich, l'ultime, où il décède le 13 janvier 1941 après qu'on l'eût opéré d'un ulcère perforé et d'une péritonite généralisée. Quelle lumière a bien pu le retentir ici ? Tout, en effet, s'assombrit. La guerre a été déclarée avec le III^e Reich le 3 septembre 1939, jetant sa violence. Déjà, Lucia, sa fille, « malade mentale de type violent », a dû être transportée à For-nichet, une ville près de La Baule, au bord de l'Atlantique, où elle a retrouvé le docteur Delmas et sa maison de santé repliée là à cause de la guerre. Comme elle est loin et comme il en souffre ! Hélène, la femme de son fils Giorgio, traverse une grave dépression nerveuse, elle a été internée à Suresnes. Et ça n'arrange rien, Giorgio, lui, assume mal cette situation. Son père, James Joyce, a pris les choses en main, téléphonant à son amie Maria Jolas qui, elle, a déplacé son école bilingue de Neuilly au château de La Chapelle, à 2 kilomètres de Saint-Gérard. Veut-elle prendre dans son établissement Stephen, son petit-fils, l'enfant d'Hélène et de Giorgio ? Bien sûr ! Et voilà le garçon, qui vient d'avoir sept ans, débarquant en novembre dans l'Allier.

Mais encore, si Joyce a vu son livre, *Finnegans Wake*, paraître en avril simultanément à Londres et à New-York, résultat de dix-sept années de travail, les premières critiques paraissent bien légères au

regard de l'effort total que cette œuvre a nécessité. Enfin, les hostilités se développant, l'argent va bientôt manquer, Joyce n'étant plus alimenté par ses éditeurs anglais et américains, pas plus que par Adolf Kastor, le grand-père américain de Stephen, toujours très généreux, ou Harriet Weaver, sa bienfaitrice. Il va devoir vivre avec la pension que verse le gouvernement anglais à ses sujets coincés en France - Joyce, en effet, a un passeport anglais et non irlandais (1) !

Quand Joyce arrive à son tour à Saint-Gérard, en décembre 1939, c'est accompagné de sa femme Nora et de Giorgio. Sa grande amie Maria Jolas les a invités à venir passer les fêtes à La Chapelle : « En dehors de Stephen et de mes deux fillettes, les élèves étaient presque tous partis et nous serions presque chez nous (2). »

Maria Jolas a laissé un témoignage irremplaçable sur cette soirée de Noël. Joyce est malade, pris de douleurs intestinales, il doit s'aliter puis, venant à table, il touche à peine au dîner, boit par contre du vin blanc, abondamment, malgré ses problèmes de santé. Puis, pris d'un accès de gaieté, voulant danser, il entraîne son amie sur le petit perron du château et chante une valse : « Allons, allons, nous dit-il encore en me prenant cette fois par la

taille, vous savez bien que c'est le dernier Noël. »

Si Giorgio rentre à Paris, lui et Nora restent à Saint-Gérard. C'est sûr, il suffit de voir les photos de l'enfant alors : beau visage, fin, romantique, loin de tout déclin. Stephen est cette lumière qui le retient ici. Et sans doute Nora espère-t-elle que l'air de la campagne fera du bien à son mari, d'autant que Paris est bombardé par les Allemands.

Les Joyce s'installent à l'Hôtel de la Paix. « Une très gentille chambre, selon M^{me} Duplomb, alors propriétaire. Elle avait plu à l'écrivain, avec ses murs verts, son armoire verte. » La fenêtre donne sur la place de la Mairie, avec ses carioles, ses « boumouns » - « paysans » - en discussion ; et la circulation sur la nationale 7 qui longe la place. Chambre avec lavabo, les toilettes et la salle de bains avec sa baignoire sabot sont au bout du couloir qui dessert une douzaine de chambres, toutes à l'unique étage. L'escalier avec sa grosse rambarde de bois foncé n'a pas changé. Mais l'hôtel aujourd'hui est à vendre.

Les témoins sont toujours vivants. Le souvenir de Joyce serait-il un élixir de vie ? Il ont entre soixante et onze et quatre-vingt-trois ans. Leurs paroles, en s'ajoutant, forment le récit de vingt-quatre heures de la vie de

« l'écrivain ». « L'irlandais », à Saint-Gérard. Comme ces heures évoquent un délire gaélique, riche en rires et en larmes, où l'ivresse et la lucidité se mêlent ! Tous disent qu'un mystère émanait de sa silhouette, élégante, habillée invariablement d'une pèlerine, portant chapeau, une canne à la main.

« Il marchait lentement, en faisant de grands pas. » Simone Maupertuit imite l'écrivain, comme lui, elle tient son buste bien droit, lève haut une jambe et la rabaisse doucement. « C'était un grand homme ! » Elle avait dix-huit ans. Serveuse à l'Hôtel de la Paix, elle

monte son petit déjeuner à l'écrivain. « Il ouvrait en robe de chambre. » Nora ? « Elle était très belle femme, très bien proportionnée pour sa haute taille. » Cette beauté aussi, envoûtante, passe dans ses yeux émerveillés.

Dix heures. Joyce quitte l'Hôtel de la Paix. Invariablement, il prend la rue du Commerce et se rend dans la boutique, à environ cent mètres, du barbier, Marcel Chassagnette, dit « Bouboule », quatre-vingt ans. On songe aux premières pages d'*Ulysse*, alors que Buck Mulligan se rase, face à une glace, un bol, en présence de Ste-

phen. Rappelons que Joyce parlait et écrivait correctement le français. « Il arrivait vers dix heures, dix heures et quart, se souvient M. Chassagnette, pour se faire faire la barbe, mais je devais utiliser son rasoir personnel qu'il apportait avec lui, par mesure d'hygiène. On parlait, mais seulement quand nous étions tous les deux, s'il y avait du monde, comme par exemple le dimanche, c'était seulement bonjour, bonsoir. Ah, comme son petit-fils comptait pour lui ! Il devait se dire : je vais me reporter sur lui. Il m'a parlé deux ou trois fois de son Ulysse : « Il y a dans ce livre des phrases qui ont contrarié l'Irlande, j'ai vu un peu loin. » Il voulait dire qu'il avait vu tout ce qui arrive aujourd'hui, le sexe... » M. Chassagnette s'interrompt. « Non, je ne l'ai pas lu mais c'est un livre énorme à ce qu'il paraît. Lire, on peut toujours lire, mais comprendre... » Le rasage fini, M. Chassagnette lui mouillait une serviette et la lui tendait - « parce que la rue lui manquait » - et Joyce se nettoyait les joues. Puis « Bouboule » lui vaporisait les cheveux, coiffés toujours en arrière.

Selon un rythme quasiment joycien - « les choses vont de même jour après jour... », dit-il dans *Ulysse* - l'écrivain descendait la rue des Quatre-Murailles, en face de la boutique du barbier. « C'était sa grande passion, explique ce dernier, il allait jusqu'à une ferme en bas qu'on appelait « La Gadine ». Elle a disparu au profit d'un terrain de tennis. Joyce interrogea plus d'une fois Bouboule sur un détail : la petite porte découpée dans un des deux battants géants de la grange ; on les ouvre seulement pour faire entrer le matériel ; sinon, un homme passait par cette petite porte. Joyce voulait savoir si celle-ci avait un nom particulier, « comme ça, ça me facilitera pour écrire mon livre ».

Tous les spécialistes de James Joyce se sont cassé la tête pour savoir si le grand écrivain avait en préparation un autre ouvrage, et lequel ? Bouboule est formel : « Il m'avait dit qu'il ferait un livre sur Saint-Gérard, sur ce qu'il avait vu et vécu, pas un grand livre mais un livre qui aurait marqué son passage. Aussi ai-je demandé à des clients, à des paysans, de me dire si la petite porte avait un nom, mais personne n'a su. »

Midi sonne à l'église romane quand Joyce remonte de « La Gadine ». Alors, il déjeune à l'Hôtel du Commerce, seul le plus souvent. Le restaurant, tenu par Sarassat père et fils, est connu alors de toute la France gastronomique. Ses écrivains au champagne, ses râbles de lièvre, ses mille feuilles valent le détour. Joyce ignore ces agapes. Il vient, lui, pour la « gnole » du coin, l'eau de vie de sorbe, qu'on ne fait plus aujourd'hui, boisson que seuls les paysans pouvaient boire et les bêtes ! « Quand elles gonflaient, on leur donnait de cette eau de sorbe pour permettre aux gaz de s'échapper », rapporte René Reviron, aujourd'hui adjoint au maire de Saint-Gérard, qui alors voit l'écrivain boire de cette eau décapante loin des regards réprobateurs de Nora. Sans doute ne voit-il pas que d'autres yeux l'observent, s'étonnent sans rien dire.

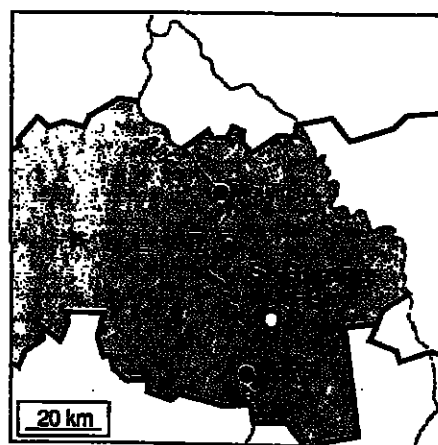
De notre envoyé spécial
Jean-Pierre Barou
Lire la suite page 11

(1) Irlandais, Joyce est, à cause de ses écrits, on le sait, en rupture de ban avec l'Irlande officielle, séparée de l'Angleterre et devenue indépendante en 1921. L'écrivain ira jusqu'à refuser en 1940 le passeport irlandais qu'un ministre lui propose et qui l'aurait aidé pourtant, l'Irlande étant un pays neutre, à quitter plus facilement la France occupée (cf. Richard Ellmann, *Joyce*, Gallimard, 1977).

(2) Concernant le témoignage de Maria Jolas, nous avons bien sûr emprunté à son article, « Joyce en 1939-1940 », la *Mercure de France*, mai-août 1950.



GISELE FREUND



Pique-nique

« *L'été fait chaud ces étés-là, et les plaisirs champêtres étaient à la mode. On faisait pique-nique à Meudon (1).* » Et voilà l'irruption, dans la littérature et la peinture, du pique-nique, indissociable de la partie de campagne. Vieux mot français, faut-il le rappeler, malgré tout le charme de Marilyn Monroe dans *Picnic*, le beau film de J. Logan : Furetière n'exclut pas une racine anglo-saxonne, mais Gilles Ménage, vers 1680, cite pique-nique et précise qu'il s'agit de faire « un repas en payant chacun son écot ». C'est avec George Sand (*Histoire de ma vie*) qu'apparaît la commune acception du repas champêtre pris sur l'herbe et partagé. « *L'herbe prolonge la table sous le ventre palpitant des jeunes filles sages qui se contentent de cerises* », nous dit Noëlle Chatelet, auteur d'un album des scènes de la table, familiales ou insolites (2). C'est aussi la permanente recherche parisienne de l'échappée belle, que représente Maupassant, dont on célèbre le centenaire.

Toute la Maison Tellier, confinée par excellence, part à la recherche de la couleur, de l'air et de l'innocence : « *Parfois un champ tout entier semblait arrosé de sang, tant les coquelicots l'avaient envahi* (3). » C'est le rêve fou, à l'ère industrielle naissante, de retrouver l'intégrité et la candeur originelle de la nature. La partie de campagne est l'expression de la modernité, le précarité

de l'impressionnisme. Couleurs, mots et saveurs se trouvent de nouveau à La Maison Fournaise - « *ce phalanstère des canotiers* (4) » - restaurée et flanquée d'un petit musée, non loin de la Grenouillère, dans l'île des impressionnistes, face à l'église de Chatou. L'ancienne guinguette est devenue un sage restaurant (menu soigné à 130 F et carte, ouvert tous les jours, 78400 Chatou, tél. : 30.71.41.91).

Plus intrigante est la « garden party » de Mlle Boule-de-Suif, en pleine débâcle, celle de décembre 1870, un scénario repris par John Ford dans *La Chevauchée fantastique* ! Dans la voiture, face aux bourgeois hagards, le menu de Boule-de-Suif est pantagruélique : « *Une vaste terrine dans laquelle deux poulets entiers, tout découpés avaient confit sous leur gelée... des pâtés, des fruits, des friandises...* » (p. 39). Une fine bombance, comme si, dans un rêve, le paradis perdu vous était rendu. Mais les réveils sont amers. Deux tours de roue vers Le Havre. C'est Boule de Suif et le repas d'après la faute. Le Prussien est satisfait, repu, et la victime est mise à l'écart et privée de la suite : « *Un de ces vases allongés dont le couvercle porte un lièvre en sautoir pour indiquer qu'un lièvre en pâté git dessous, une charcuterie succulente où de blanches rivières de lard traversaient la chair brune du gibier, mêlées à d'autres viandes, hachées fin...* » (p. 68). » Un rêve de coquelicot peut-il restituer l'in-

nocence de la jeunesse ? Un bon repas, peut-être, le peut. C'est ce que pensaient Maupassant et les naturalistes. Et voilà introduit dans la bonne société, ou récupéré en temps de désastre, l'indéfectible accessoire : le panier de pique-nique, qui peut être somptueux ou populaire, mais indispensable (en osier : 710 F à La Chaise longue, 30, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris, tél. : 42-96-32-14). Un bon pique-nique refuse le laisser-aller du sandwich. Il comporte salade et plats froids composés, salade de museau, de langue écarlate... et même le saucisson !

Flaubert, dans *L'éducation sentimentale*, bréviaire du bien-manger, dote Frédéric et Rosanette d'un panier pour les courses au Champ-de-Mars : « *J'ai des rôtisards, dit Frédéric, et tout ce qu'il faut pour se distraire, ajouta-t-il en soulevant le coffre, où il y avait des provisions de bouche dans un panier* ». Il pleut. Cela finira au Café anglais, avec un menu de rêve : « *Un simple tournedos, des écrevisses, des truffes, une salade d'ananas, des sorbets à la vanille...* » (p. 212).

A la table de Flaubert, on ne s'ennuie jamais. Ce sera celle de Goncourt et de Zola, dont le nez mouvant ne s'agitait que sur deux registres, l'un culinaire, l'autre « affectif » (Goncourt disait). Aux courses, cette fois-ci à Longchamp, Nana régalait son monde au milieu d'un invraisemblable pique-nique : « *On mangeait, on*

buvait plus encore, un peu partout sur l'herbe. C'était un étalage de viandes froides, une débâcle de paniers de champagne qui sortaient des caissons, aux mains des valets de pied (Nana, p. 354). » Le tableau de Renoir, le *Déjeuner des canotiers*, qui a pour cadre la Maison Fournaise, va de pair avec un beau repas, une cuisine d'Une Partie de campagne, qu'a laissé le fils, Jean Renoir, dans nos mémoires, avec Sylvia Bataille : « *Une friture de Saïne, un lapin sauté, une salade et un dessert, articula Madame Dufour d'un air important* ». Ce sont les délicies champêtres du Front populaire. Le film de Renoir date de ce temps. On peut à nouveau faire un repas chez Fournaise, y évoquer la beauté ombreuse des chaires de la jeunesse, des nuques moussues, comme au temps d'Alphonse, ou bien « saucissonner » sur les bords de Seine, muni d'un panier de victuailles répandu sur l'herbe ; c'est le paradis retrouvé.

Jean-Claude Ribant

(1) Lamet, Stendhal, 1842.

(2) A Table ! Noëlle Chatelet. Editions Du May 1992, 112 p. Une centaine de photographies commentées.

(3) La Maison Tellier, Maupassant. Folio, p. 86.

(4) « Monsieur Paul » in Boule de suif. Maupassant. Folio, p. 206.

Savons-nous ce que nous mangeons ?

NOUS sommes ce que nous mangeons, dit un vieux proverbe allemand. Oui, mais voilà, aujourd'hui pouvons-nous savoir ce que nous mangeons ?

Incultes peut-être, nos grand-mères avaient du moins ce mérite : elles savaient acheter ! Elles connaissaient les secrets supérieurs ou perfides des choses de la table, la valeur d'origine d'un produit, son histoire et l'art de le traiter au mieux. Le terroir, lui, ne ment point ! Du moins à cette époque où il était bien préservé et sans reproche.

Aujourd'hui, tout nous vient de partout et de n'importe où. La sauce publicitaire fait passer le poison. Désargenté, on préfère le McDo au petit bistrot provincial, dernier refuge de la « vérité de gueule ». Et, riche, on préfère le chef publicitairement célèbre et l'apparat du service à la recherche de ce qui n'est coûteux que par sa bonne origine et honnêtement préparé.

« On ne mange pas le linge », disait Curnonsky ! De nos jours on dévore les étoiles et les toques, les appellations ridiculement somptueuses et tentatrices, sans chercher dessous le produit base du plat, sa qualité plutôt que son originalité.

Il semble bien que l'on joue de plus en plus (à qui perd gagne pour le restaurateur, mais à qui gagne perd pour le client) avec les appellations contrôlées. Sans doute y a-t-il des contrôles. Dans

son numéro dernier consacré à « La table », *l'Expansion* nous apprend que l'été dernier il y eut 12 524 contrôles dont ont résulté 4 399 procès-verbaux d'avertissement, 970 saisies et 72 fermetures pour faute d'hygiène. C'est bien, mais peut-être pas assez ! Et en tout cas le public les ignore, alors que les noms devraient être publiés à la « une » et partout.

De même que les tomates au cœur de plâtre (acceptées, on l'a vu, par les organismes officiels), il existe nombre de produits disgraciés (des poulets de batterie aux pommes d'importation remplaçant nos admirables pommes régionales, comme les introuvables calvilles). Beaucoup viennent d'ailleurs, comme l'abominable surimi, cette pâte de poissons déstructurés proposée en bâtonnets que l'on nous fait passer pour crabes, langoustes, saint-jacques, etc. Comme de reste la moitié des foies gras vendus pour périgourdins, à en croire les boîtes (ils ont été travaillés au Périgord, c'est vrai, mais sont venus d'on ne sait où). Enfin le surgelé triomphant ! Là encore, on ne peut savoir d'où il vient et la qualité exacte du produit glacé.

Quelques restaurateurs, de plus en plus rares, annoncent sur leur carte : « Ici, nous n'utilisons ni surgelés ni conserves. » Aucun guide n'en fait mention, ce qui serait la moindre des choses : une étoile-drapeau, par exemple ! Et l'on se demande pourquoi les chefs renommés ne proclament point aussi cette « célébration du frais ». Cela va sans dire, pensent-ils peut-être ? Cela irait mieux en le disant ! Et le client serait rassuré, même en apprenant que Michel Guérard signe sauces et plats surgelés chez Findus, par exemple.

Passé encore qu'ils travaillent le sous-vide, ces messieurs... Mais pourquoi ? Ne gagnent-ils pas leur vie ? Il le faut croire. Le même numéro de *l'Expansion* a demandé à Jean-Claude Vrinat (animateur du célèbre *Taillevend*) d'ouvrir ses comptes. Chez lui, le prix du repas est trois fois et demie plus coûteux que la matière première, mais, ne vous y trompez pas, ce n'est pas suffisant pour, sinon gagner sa vie, du moins être correctement rémunéré de ses efforts. Les marges des restaurateurs sont, en quelques années, passées de 8-10 % à 2-3 %. De quoi faire rigoler les pizzéreries qui, eux, gagnent beaucoup plus en exploitant le pseudo-gastro-modernisme de leurs clients. C'est peut-être cela qui encourage tant de jeunes chefs à ouvrir des succursales... Pourquoi pas ? Sauf que cela est jouer sur le nom du chef-patron, qui ne peut pourtant point être au « piano » d'ici et là en même temps. On va au Grand Café Capucine, au Pied de Cochon, chez Charlot, roi des coquillages sachant bien que ce sont là des Neurons des Frères Blanc. Mais ceux-ci n'ont jamais prétendu être cuisiniers. Alors que connaît les qualités de chef d'un Michel Rostand, d'un Guy Savoy, est une invite à aller déguster leur cuisine, et qu'en essayant de « bistrotter » voisins ils jouent de leur célébrité... nous ne mangeons seulement que la traduction de leurs plats.

Qu'ils ne voient point là reproche. Les temps que nous vivons sont durs pour tous. Et nous ne les rendons pas responsables de ces déviations du goût. Peut-être sommes-nous tous responsables... A commencer par les pouvoirs publics, qui n'ont pas su préserver les saints produits de nos terroirs : « *A l'ère de la culture de masse il faut garder la mémoire de la nature* », a dit Alain Senderens.

La Reynière

Camembertissimo

Rond et blanc à l'arrêt, sa vraie nature est la fuite en avant. Le camembert « cavale » sur les plateaux, il roule quand il ne coule pas. Le soir il est « à cœur », le lendemain il s'étale. Il mène la vie d'un produit marchant.

NÉ sous la Révolution, dans le pays d'Auge, le camembert s'était dégoûré sur les marchés de Vimoutiers, de Lisieux et de Caen, où il passait déjà pour « le plus citadin des fromages », avant de fonder hardiment sur Paris. Vers 1850, aux halles, tout nu sur la paille, il offrait le velours de sa peau à l'index des connaisseurs. Il n'était pas encore corré dans des boîtes de peuplier, et se laissait toucher, ce que n'admettaient pas les autres. C'était le plus aimable du terroir : il n'empuantissait pas comme de provinciales épaisses et sa pâte - il ne rougissait un peu qu'en fin de parcours - assurait à la clientèle qu'il y avait peu de bouse dans son lait. A la Belle Époque, immaculé comme la blouse de Pasteur, car on l'avait blanchi au *Penicillium candidum*, il avait conquis le monde des villes. Les campagnes manquaient d'hygiène. L'endémisme, plus pastoral que paysan, évoquait la douce France, ses vaches grasses. Ce bon goût plaisait aux palais polis...

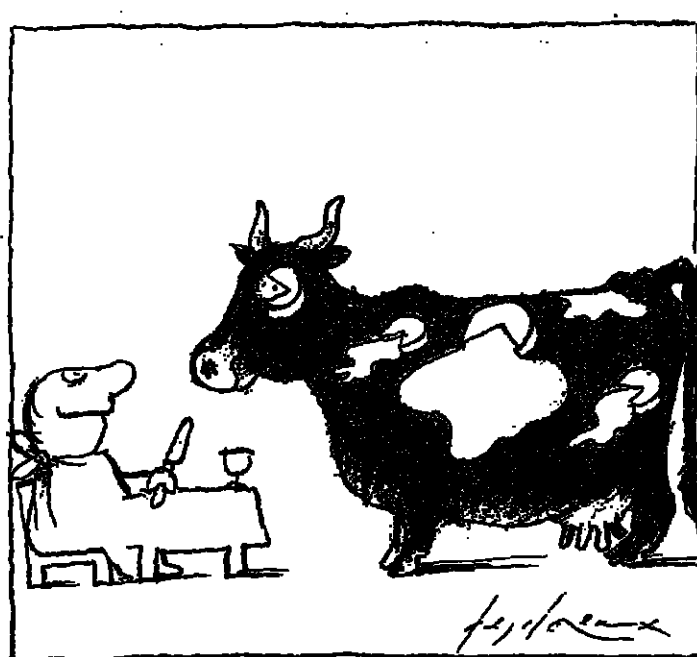
Ainsi, on s'efforçait et devenant de plus en plus français, infidèle - il oubliait son pays d'Auge -, il entra dans le mobilier national, aux côtés du bœuf et du « gros rouge ». Symbole de la République, il suivait volontiers les cantinières dans les fourgons de l'indépendance. Ses étiquettes, images colorées qui décoraient les foyers modestes, collaient à l'histoire du pays : « Le Russophile », « L'Entente Cordiale ». Il explosa après la Première Guerre mondiale. L'état-major, fine gueule, s'en était servi pour remonter le moral des troupes, et les poilus reconnaissants s'étaient souvenus de ce brave qui avait été pour eux, comme le théâtre aux armées ou les maraines de guerre, un doux répit. En 1919, Clemenceau évoquait, devant des anciens de la

cote 504 « cet autre ami des hommes aux heures difficiles ».

Conscient de ses états de service, de sa portion de gloire, le camembert faisait une percée victorieuse. La France entière en réclama. A table, rond comme une médaille, il claquait avant de faire mouvement... quand il n'était pas pris dans des plâtres. Fromage en ambassade, pâte molle en mission, il honorait les banquets tricolores. Alors, ce n'était plus une question de goût, mais de communion. Comme une hostie républicaine... Cependant son succès patriotique, son caractère facile aussi, l'exposaient aux contrefaçons. On vit, dans les années 20, défilier des camemberts bretons, alsaciens, danois, américains. Un fabricant de l'Inde déposa la marque « Le poilu, le camembert du souvenir ».

Les Augeron, qui ne pouvaient maîtriser l'échappée de leur fromage, s'affolèrent. Les fabricants de l'extérieur, horsains des laitages, avaient industrialisé leur production, automatisé, dénaturé l'enfant du pays. Des millions de camemberts s'écoulaient, ils ne reconnaissaient plus leur foyard, leur fils prodigue, leur exploitation rapportait à présent des fortunes à des aventuriers pas même normands. L'ingrat, formé à Paris, avait perdu l'accent. C'était un inodore, un incolore, un snob qui voyageait dans des paniers d'osier, une bonne pâte un peu trop faible, qui se mettait à toutes les tables, se laissant glisser dans les cuisines du Normandie, dans les poches des « clodos », partant même en congés payés... Un traître, s'il n'avait pas été un héros national.

Malgré la concurrence, au pays, l'ingrat faisait encore vivre, et fort bien, la famille, les descendants, petits-fils, cousins, gendres, des fromagers de souche qui, au siècle précédent, avaient enfermé la France. Ces Augeron tentaient de fournir à la demande tyrannique de la nation, mais, respectueux de leur vaches, de leur caillé, de leur hâloirs, ils ne pensaient qu'à l'excellence du produit et au péril industriel. Ils étaient persuadés que le lait de leurs herbages avait un goût ineffable, que leurs secrets de fabrication leur garantiraient une clientèle éternelle, et qu'enfin l'imposture d'un camembert « made in France », autant dire de n'importe où, cesserait un jour. A la République, une et indivisible, ils opposaient, à présent, leur par-



ticularisme local, le girondisme de Charlotte Corday, native de l'Orne, et même des récents d'Antenne Régime. Souvent notables et conservateurs, ils avaient vu la terre à leurs sabots et appelé encore leurs employés leurs « domestiques »...

La petite aristocratie, qui avait tout de même profité des succès roturières de son « roi des fromages », attendait son heure dans ses châteaux achetés à l'âge d'or du calendrier. Elle gardait, pensait-elle, un atout : l'honneur de la pasteurisation, et cherchait toujours pour ses camemberts « au lait cru, moulés à la louche » une reconnaissance officielle. C'était compter sans les zélés serviteurs de l'Etat, qui devaient attendre 1983 pour accorder au camembert normand une appellation d'origine contrôlée : ce fromage s'étant donné à la France et au monde, il n'était pas question de le remettre sous son clocher. Déjà, en 1910, un ministre de l'Agriculture, à l'esprit cocardier, avait effondré les Augeron en leur répondant sans moelleux : « *Le camembert de Normandie n'est pas meilleur que les autres* ».

Pendant sa longue marche vers l'AOC, le « syndicat des fabricants du véritable camembert de Normandie » avait organisé d'innombrables banquets, couvert les murs de publicité pour ses « vrais de vrais », et répandu des histoires

édifiantes : en 1791, une fermière, Marie Harel, sur les conseils d'un prêtre, réfractaire bien entendu, aurait inventé le fromage ; en 1864, Victor Paynel, petit-fils de Marie, en aurait fait goûter à Napoléon III, alléché... Ces récits combattent, à leur façon, l'aventure du transgène, son triomphe populaire. Désormais une fermière et un empereur paraissent les vertus du terroir au passé toujours meilleur.

C'était pourtant au burlin-gueur que les gardiens de la tradition avaient dû leur survie. Après la Première Guerre mondiale les vrais-faux camemberts couraient le monde. Ils avaient franchi l'Atlantique. Les Etats-Unis en fabriquaient des tonnes... Un jour, un médecin qui s'était, disait-il, guéri d'un mal d'estomac en en mangeant sans cesse, entreprit, en 1926, un pèlerinage à Vimoutiers, chef-lieu de canton de l'Orne, sur les traces de Marie Harel. L'Américain encouragea les notables à souscrire pour l'érection d'une statue de la bienfaitrice. C'était pour les fermiers de l'Auge une occasion d'asseoir leur renommée, de confondre les faussaires et de faire triompher la vérité. Deux ans plus tard, le monument était inauguré par Alexandre Millerand et la France apprenait que le fromage national avait un état civil, une mère et un prêtre pour le bénir, un

village où avaient fleuri ses jeunes années : Camembert.

Moulé à la louche, sorti des pis des vaches indigènes, plus corsé, fier comme un hobereau, le « véritable camembert de Normandie » n'avait alors plus rien à craindre de son faux-frère de lait, l'industriel, le fourrier des grandes surfaces. Il ignorait d'ailleurs superbement. Les usines continuaient à fabriquer des produits qu'on achetait sans même ouvrir les boîtes, tandis que les artisans fromagers livraient aux affimeurs délicats, sachant encore sentir et tâter, de vrais fuyants comme aux premiers jours, qui risquaient à tout moment l'effondrement, des impatiens au mieux de leur forme quand on leur ouvrait le cœur. Pour ces maîtres du terroir, l'ancien combattant, l'encanaillé, manquait de classe : il avait été trop populaire pour être honnête.

Depuis, beaucoup de fromageries du pays d'Auge ont fermé. De grands groupes les ont rachetés. Les industriels sont les maîtres du marché. Ils ont su, dans leurs laboratoires, domestiquer leur produit, combattre les imprévus du coulant ou du plâtreux. Leurs camemberts ne s'évalent plus, ils sont sérieux et blancs comme des papes. Quelques galopins courent encore, fabriqués dans de petites unités du pays d'Auge. Ils sont crémeux, moelleux, duveteux, aimables « à cœur », meilleurs sans doute... mais, à tout prendre, pas moins vrais que nos égalitaires, nos vagabonds, nos transformistes, nos « clacos » qui dorment sous les ponts et qui parfois montent chez les duchesses...

Christian Colombani

► Lire : Le Camembert, mythe national, de Pierre Boissard, éd. Calmann-Lévy, 296 p., 110 F.

Gastronomie

La Villa Créole
Un cadre agréable, un service attentif et une cuisine créole d'une rare qualité. Menu 110 F midi, 180 F le soir avec piano. Jusqu'à 23 h 45 - Fsm. midi et dim. 19, r. d'Antin 2 - 47-42-64-82. MARQUE DÉPOSÉE DE LA MAISON CRÉOLE

Le Monde
PUBLICITÉ GASTRONOMIE
Renseignements : 46-62-75-31

Joyce, l'année
de la zone libre

Suite de la page 9

Quatorze heures. Rémi Desfemmes - quatre-vingt-deux ans - l'attend dehors dans son taxi. « Il était un peu raide, compassé, suivait le bord du trottoir avec sa canne. » Il le conduit à La Chapelle. « C'était un fanatisme. Un jour qu'il pleuvait comme vache qui pisse, j'ai crevé. Il n'a pas attendu, il a continué à pied sous la pluie. » Mais que faire d'autre qu'avancer à cette heure, « la plus mauvaise de la journée. Vitalité. Terme, déprimante; déteste cette heure. Me sens comme si j'avais été maché et vomé », marmonne Bloom dont l'usage raconte la journée?

A La Chapelle, une embellie, avec Maria Jolas, les élèves, les professeurs. L'école compte environ soixante-dix enfants de sept à quatorze ans, dont Stephen, bien sûr, et le petit-fils de Manesse. La Chapelle, c'est une gentilhommière au milieu des prés, avec des chevaux, des fermes alentour. L'enseignement que recevaient les écoliers suivait les principes modernes de la méthode Montessori : pas de livres scolaires, aux élèves de les écrire en prenant des notes, de les illustrer eux-mêmes. A leur corps d'épouser les rythmes de danses grecques antiques autour du petit étang.

Qui s'en souvient? Pierrette Amoret, quatre-vingt-huit ans, la châtelaine qui avait proposé à Maria Jolas d'accueillir son école ici, ses propres fils étant inscrits à cette école, à Nemilly.

Joyce, à La Chapelle, était que sa présence dérange et trouvait sa place dans une petite dépendance à quelques mètres du château, dans la salle dite du « billard », où M^{me} Jolas,

comme directrice, résidait et où, sous une fenêtre, près de la cheminée, elle avait encastré une étagère pour mettre ses livres et ceux que Joyce lisait quand il venait là. Il avait son fauteuil. Était-il heureux? A écouter M^{me} Amoret, on pourrait presque le croire. Assise dans le fauteuil, elle rapporte : « Il adorait cette campagne qui lui rappelait l'Irlande. Il écrivait souvent son pays natal, sa lumière, ses fleurs : « Il ne peut s'en consoler », me disait Nora. On parlait chevaux. Nous avions notamment un petit cheval qu'il aimait aller voir tous les jours. Parfois, avec Nora, il attelait la charrette et partait visiter les fermes. Il interrogeait les paysans pour connaître leurs façons de penser, leurs méthodes de travail. Il était à l'aise avec eux. Il aimait l'esprit campagnard et traditionnel. Sinon, lui-même était un être secret, renfermé, à vrai dire soit très renfermé, soit très gai, mais ne parlant jamais de sa personne ni de son œuvre. Il lui arrivait de faire des exposés sur la guerre, la politique. Mais ce qui m'attirait le plus chez lui, c'était sa haute culture spirituelle. Les gens du village voulaient qu'il allait souvent se recueillir le soir au fond de la vieille église. »

Joyce observe autant qu'il peut les enfants, parle avec les professeurs et notamment avec M^{me} Chantelou qui enseignait la littérature. Puis la nuit tombe. Il reste à dîner. La soirée alors se passe dans la salle d'entrée du château, avec sa grande cheminée, de plain-pied avec le parterre où, ce Noël 39, il a valsé avec Maria Jolas. Il se met au piano à queque et son amie, premier prix de chant à Bayreuth, lance sa voix. Et quand Giorgio, le fils, est là - car il revient

à Saint-Gérard - Maria et lui chantent en duo. Soirée où Joyce boit, se livre à la nuit; trop malade pour rentrer, il dort quelquefois sur place, allongé sur la table, ou bien une femme qui vient de Saint-Gérard avec sa carriole ramène les Joyce; il faut aider Nora à porter son époux, la « merveilleuse Nora », dit pour finir M^{me} Amoret.

Samuel Beckett, l'autre grand Irlandais exilé en France, le jeune ami alors, à qui il a dédié des fragments de *Finnegans Wake*, vient à Pâques à Saint-Gérard; les Joyce alors sont à La Chapelle, en l'absence des élèves en vacances. D'autres de ses supporters, Louis Gillet, Paul Léon, passeront aussi par Saint-Gérard que traverse, en cette année 1939, le flot de l'exode. Après Pâques, Joyce s'installe à Vichy, à l'hôtel Beaujolais, 12, rue de Paris, pour une quinzaine de jours. Il

retrouve Valéry Larbaud, hélas paralysé et apasique, qui avait revu la traduction d'*Ulysse* en français par Auguste Morel, en 1929.

Le 16 juin, les Joyce sont de retour, ils trouvent le jour même à se loger dans un petit appartement laissé libre par la locataire, une jeune dame anglaise, mère d'un élève, alors à l'hôpital; quand elle revient, mortellement atteinte, les Joyce s'installent à l'hôtel du Commerce - chambre 1 (3). Cette maladie mourut, le 10 juillet, sous les yeux de Joyce qui s'était offert de remplacer Maria Jolas au chevet de la malade.

Elle-même a quitté La Chapelle depuis le 1^{er} juillet - ses rapports avec les châtelaines, dit-elle, ne sont plus les mêmes - et s'est installée avec ce qui lui reste d'élèves et de professeurs à l'hôtel du Commerce - celui-ci servait déjà de dortoir aux

grands. Le 28 août, c'est le départ définitif de Maria Jolas pour les Etats-Unis où vit son mari.

Les Joyce sont désormais bien seuls. Et, le 15 octobre, ils emménagent au premier étage de la maison Ponthénier, rue du Maréchal-Foch, en face de la marchandise de vin, M^{me} Gilbert, qui se souvient en riant que Anne-Marie Paquet - nièce des Ponthénier - était fort en colère de voir Joyce poser ses pieds sur le bord des fenêtres qui venaient d'être repeintes.

Puis, c'est la nuit du 16 décembre 1940. Il est à peu près une heure du matin quand la porte d'entrée de la maison Ponthénier s'ouvre. Dehors, un chauffeur attend. Aux deux témoins de ce moment. Mais le maire d'aujourd'hui, Xavier Cadoret, un Marocain d'origine, compatis, imagine la scène de ce dernier exil: Nora, son mari, Giorgio, Stephen, avec leurs



Marcel Chassagnette, quatre-vingts ans, le barbier de Joyce à Saint-Gérard-le-Puy.

valises, leurs papiers et la bicyclette de l'enfant - qu'ils devront abandonner à la frontière, faute d'argent pour payer les droits de douane (4)! Leur train pour la Suisse s'arrête à Saint-Germain-des-Fossés, la petite ville voisine, à trois heures du matin.

Joyce a cinquante-neuf ans. Il lui reste un mois à vivre.

De notre envoyé spécial
Jean-Pierre Baron

(3) Sur ce passage à l'hôtel du Commerce, cf. François Talva, « Saint-Gérard-le-Puy, dernière escale en terre française de James Joyce », in *Rayon*.

(4) Cf. Richard Elmann.

► A l'initiative de M^{me} Odile Bernard, une Parisienne passionnée de Joyce et du pays bourbonnais, et avec l'accord de Stephen Joyce, une plaque commémorative a été posée sur « la maison Ponthénier », le 2 février 1986. C'est M^{me} Bernard aussi qui a signé le portrait de Joyce accroché au mur de la salle du conseil municipal de Saint-Gérard. En mai 1987, un square portant le nom de l'écrivain a été inauguré, cette deuxième initiative fit dire à Stephen Joyce, aujourd'hui haut fonctionnaire à l'OCDE, que Saint-Gérard avait « deux longueurs d'avance sur Paris ». Le maire, Xavier Cadoret, veut aller plus loin : créer un musée Joyce à Saint-Gérard, projet pour lequel il espère le soutien de la ville de Vichy, possesseur d'un important fonds Valéry Larbaud dont une part est consacrée à Joyce. Il faut espérer, tant son dévouement est grand à la cause de Joyce, qu'il sera entendu par Claude Malhuret, le maire de Vichy et ancien responsable de Médecins sans frontières. Téléphone de la mairie de Saint-Gérard : 70-99-80-22.

Enfin, en l'absence d'hôtel, on pourra se loger à Saint-Gérard dans les chambres d'hôtes luxueusement bucoliques (quatre épis) de M^{me} Christiane Poulet. Les Payratons (tél. : 70-99-82-44) dont on appréciera aussi les pâtés de pommes de terre et la soupe aux choux.

ESCALES

Pèlerinage
en Dauphiné

Un village de 830 habitants, dans l'Isère : Saint-Antoine-l'Abbaye. On raconte qu'autrefois le seigneur du bourg de La Motte-aux-Bois, blessé dans une bataille, aurait survécu à la suite d'une apparition de saint Antoine l'Egyptien, célébré en Orient pour ses talents de guérisseur. A la suite de quoi, il aurait fait le vœu de ramener en Occident les restes de l'ermite. Ce qu'il fit en 1070. Re baptisé

Saint-Antoine-en-Viennois (on est à 72 km de Vienne), puis Saint-Antoine-l'Abbaye, l'obscur petit bourg et sa modeste église se muèrent alors en une sorte de Lourdes moyenâgeuse. Les pèlerins venaient y vénérer le saint, les malades s'y guérir du « feu saint Antoine », une gangrène qui « brûlait » et mutilait les membres quand elle ne tuait pas ceux qui en étaient atteints. Les bénédictins furent chargés par le pape d'ériger une basilique romane à la gloire du saint homme, tandis que deux rescapés décidaient de consacrer leur vie à soigner les victimes. Ils fondèrent l'ordre des hospitaliers de l'aumône de saint Antoine, construisirent, à côté de l'abbaye bénédictine, un hôpital et un hospice, financés par les aumônes des pèlerins et les donations des grands de ce monde. Ces « antonians », ainsi qu'on les nomma, finirent par supplanter les bénédictins et achevèrent la construction de l'église. De la basilique initiale ne restent que des vestiges enfouis sous terre. Mais au même emplacement, sur la colline dominant la vallée, se dresse une majestueuse abbaye gothique, probablement édifiée au XIII^e siècle. Installé dans l'ancien noviciat de l'abbaye, le Musée départemental de Saint-Antoine propose, pendant l'été, un double voyage. Voyage dans l'univers des sons, d'abord, avec, dans l'église, les 28 août et 18 septembre, à 20 h 30, des concerts de musique sacrée (80 F pour les adultes, 60 F pour les enfants de 10 à 18 ans). Voyage dans l'univers des formes ensuite, avec, dans l'enceinte du musée,

« Objets sacrés et objets secrets », une très belle exposition qui rassemble, en provenance des quatre coins du monde, plus de deux cent cinquante objets liés aux rites de protection contre la maladie et la mort (amulettes, médailles) et aux cérémonies funéraires (instruments de musique, reliquaires). Jusqu'au 17 octobre, tous les jours (sauf mardi), de 11 heures à 20 heures en août (10 F pour les adultes, 5 F pour les enfants à partir de treize ans). Renseignements auprès du Musée départemental de Saint-Antoine, BP 4, Le Monastère, 38160 Saint-Antoine-l'Abbaye, tél. : 76-36-40-68 et 76-36-42-11.

N. L. Lam

Randonnée
en Valais

Six heures du matin. Trois cordées de quatre personnes quittent la cabane des Vignettes, perchée à 3 157 mètres, face au pigne d'Arolla, dans les Alpes du Valais. La nuit a été courte : ronflements et chaleur ambiante ne facilitent guère le sommeil... L'altitude non plus. Le brouillard masque l'a-pic. Maurice, le guide valaisan, avance avec précaution, aidé par Philippe, l'accompagnateur, qui consulte sa boussole : « A droite, Maurice. A droite ! » Progression incertaine dans un paysage cotonneux. Jusqu'à ce qu'on découvre, enfin, la large entaille du glacier d'Otemma. Il faudra éviter plusieurs petites crevasses et marcher six heures sur neige et sentiers pour atteindre, en début d'après-midi, la cabane de Charnion et sa soupe chaude. Ces « alpinistes », flirant allégrement avec les cimes, ont quitté Paris la veille, sans aucune préparation. Pour la plupart, c'est même leur première expérience de la haute montagne. De quoi savourer fièrement le plaisir de progresser sur la glace, sac au dos et piolet en main. Et combler d'aise les organisateurs de cette « randonnée blanche » dont l'objectif est de permettre à tous les amoureux de la marche d'accéder, sans compétence technique particulière mais avec

un bon encadrement, aux somptueux paysages qui récompensent les familiers des sommets les plus élevés. Une expérience que le voyageur Allibert (route de Grenoble, 38530 Chapareillan, tél. : 76-45-22-26, et à Paris, au 39, rue du Chemin-Vert, dans le 11^e arrondissement, tél. : 48-06-16-61) propose dans toute la chaîne des Alpes et, notamment, dans le Valais suisse avec quatre circuits d'une semaine dont la célèbre course Chamonix-Zermatt, du massif du Mont-Blanc à celui du Cervin par la « haute route » (7 jours, 3 780 F, dernier départ le 3 septembre) ou le Zermatt-Saas Fee qui collectionne sur son parcours la plus forte concentration de « 4 000 mètres » des Alpes. De quoi alimenter les rêves de tous les randonneurs.

Occasion, également, de goûter aux charmes de ce canton réputé pour ses vins (« fendant » pour les blancs, « dôle » pour les rouges), sa raclette et ses beaux villages de montagne à l'image d'Evoleine, au-dessus de Sion. Sans oublier une fréquentation touristique « humaine », un accueil chaleureux et une large gamme d'activités sportives. Une bonne adresse pour s'informer : l'Office de tourisme suisse, 11 bis, rue Scribe, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45, Minitel 3615 Suisse. Parmi les pistes à explorer, Verbier. Accessible depuis Martigny, la station du Val de Bagnes, organisatrice des récents championnats du monde de parapente, est également bien adaptée à la pratique du VTT (200 km de sentiers en partie balisés) et propose, depuis 1991, un golf de dix-huit trous (par 71), face à un panorama magnifique. Moins connu que les descentes de rivières françaises aux parcours encaissés plus spectaculaires, le raft « sauvage » sur le Rhône, en amont de Sion (seule partie du fleuve à ne pas être endiguée), mérite, lui aussi, de retenir l'attention.

Quant aux amateurs de paysages saisissants, ils ne devraient pas regretter une escapade, depuis Sion, au site de Derbornence (lire *Derbornence*, de C. F. Ramuz, les Cahiers rouges, Grasset), un lieu

dévasté deux fois, au XVIII^e siècle, par un éboulement des Diablerets. En s'écroulant, la montagne a formé un lac dont les abords sont, désormais, soigneusement préservés. Seuls quelques rares Valaisans ont pu construire leur chalet entre les blocs de rocher gigantesques. Dans un Eden retrouvé, ils font un peu, aujourd'hui, figure de rescapés de l'après-désastre.

J.-P. D.

Le « monstre »
de l'Ulster

Situé à Newcastle, au sud de Belfast, le parcours du Royal County Down est, sans aucun doute, l'un des links (golf tracé dans les dunes, en bord de mer) les plus réputés d'une île que les adeptes de la petite balle blanche considèrent à juste titre, comme « le » paradis d'un sport pratiqué par des esthètes un peu masochistes. Une notoriété qui dépasse largement les frontières de l'Irlande, ce terrain étant régulièrement classé, par les connaisseurs, parmi les cinq premiers du hit-parade européen et les vingt plus beaux golfs de la planète. Ici, il est vrai, la nature a gardé tous ses droits et le *green keeper* (l'homme chargé de l'entretien du parcours) respecte scrupuleusement l'état des lieux : buissons d'ajoncs et de genêts dévalant les dunes pour venir flirter avec les fairways, vagues d'oyats et de bruyères constituant autant d'obstacles apparemment infranchissables, lèvres des bunkers hérissées d'herbes hautes que personne n'a jamais eu l'idée de couper. Pareils à d'étroits corridors verts, les fairways se fauillent entre bosses et monticules, seuls reliefs d'un terrain que nul n'a jamais osé chahuter artificiellement. Seuls ceux qui auront affronté cette symphonie de pièges et de chausse-trappes (rouges digérant aussitôt les balles qui s'y égarant, nous « blind » dont le premier coup se négocie effectivement à l'aveuglette, « par 5 » longs comme un marathon et « par 3 » hors de portée) pourront pénétrer, la tête haute, dans le bar des visiteurs et y commander un

whisky chaud, spécialité locale apte à réchauffer l'étranger saoulé par quatre heures de vent déboulant des montagnes voisines de Mourne. Temple d'un golf pur et dur, ce parcours est, à sa façon, un « monstre » qu'une vingtaine de Français seulement osent venir défier chaque année. Un joyau, aussi, choisi, avec quatre autres parcours situés au nord et au sud, pour accueillir, en juin 1994, les finalistes du 3^e Trophée de l'Irlande organisé dans l'Hexagone (par l'Office de tourisme irlandais et Aer Lingus) à l'intention des amateurs français et dont les deux dernières épreuves de qualification se dérouleront les 21 et 22 août à Desauville (31-88-20-53) et le 21 septembre à Chantilly (44-57-04-43). Renseignements auprès de l'Office de tourisme irlandais, 33, rue de Miromesnil, 75008 Paris, tél. : 47-42-03-36, et d'Avrilande (47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, 47-42-10-64) qui propose également d'autres circuits golfeques en Irlande, fin septembre-début octobre.

Ph. L.T.

TÉLEX

A la recherche de Toulouse-Lautrec avec une soirée exceptionnelle organisée au château du Bosc, une bâtisse du XV^e siècle située à Camjars (à 4,5 km de Naulleau-Gare) sur la N.88, entre Rodez et Albi. Le 21 août, dans la cour pavée, la soprano Véronique Fourcaud-Hellène, arrière-petite nièce du peintre, et la pianiste Mariko Terashi interpréteront les « tubes » des années 1900, dont les fameuses chansons d'Yvette Guilbert. Des visites permettront également de parcourir les salons dix-huitième, la chambre de l'artiste, l'escalier médiéval, le petit musée familial. Réservations au château (65-69-20-83) et aux offices du tourisme d'Albi (63-54-22-30) et de Rodez (65-68-02-27).

Saint-Petersbourg à Dijon avec l'exposition de quarante chefs-d'œuvre flamands et hollandais du Musée de l'Ermitage au Musée des beaux-arts, jusqu'au 27 septembre. A cette occasion, l'office de tourisme local propose, jusqu'au 31 août, un forfait hôtelier exceptionnel et limité (de 350 F à 550 F par personne pour deux nuits en chambre double avec petit déjeuner) comprenant une entrée à l'exposition, une visite de la ville et une bouteille de bourgogne. Renseignements auprès de l'office, place Darcy, BP 1298, 21022 Dijon Cedex, tél. : 80-43-42-12.

Evasion

Htes-ALPES

SAINT-VERAN (parc rég. du Queyras) 2 040 m, site classé du XVIII^e siècle. Été-hiver, plus haute comm. d'Europe 2 hôtels 2 étoiles - Logis de France Piscine, tennis, billard, saill. repos Meublé, chambres studios, chambres 1/2 pens., pens. complète, séj. libres

HÔTEL LE VILLARD
Tél. : 92-45-82-08
et HÔTEL LE BEAUREGARD
Tél. : 92-45-82-62, Fax : 92-45-80-10

Été frisson,
senteurs passion
36.15 ALLOA

PARIS

SORBONNE
HÔTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques.
Chambres avec bains, w-c.
Tél. direct, TV couleur, de 300 F à 450 F
Tél. : 43-54-92-55 - Fax : 46-34-24-30.

Le Monde
PUBLICITÉ ÉVASION
Renseignements :
46-62-73-22

Bridge

n° 1547

CHAMPIONNAT DU MONDE JUNIOR

La réussite de ce chelem joué au précédent championnat du monde junior en Amérique, près de Detroit, a permis aux Américains de remporter le titre alors que les Canadiens avaient une nette avance onze donnes avant la fin!

♠ AV	♠ 8654
♥ D	♥ 1062
♦ V85	♦ R1097
♣ ADV10832	♣ 64

♠ RD1092	♠ AVS
♥ AV93	♥ DV94
♦ AD6	♦ V1076
♣ 9	♣ 83

Ann. : O. don. ? E-O vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
X...	X...	X...	Katz
passé	1 ♠	passé	1 ♠
passé	3 ♠	passé	3 ♠
passé	3 ♠	passé	4 SA
passé	5 ♠	passé	5 SA
passé	6 ♠	passé	passé...

Michael Roberts (Ouest) ayant entamé le 2 de Carreau pour le 8 et le 9, comment Martha Katz, en Sud, a-t-elle gagné le PETIT CHELEM A PIQUE contre toute défense?

Réponse :

Martha a trouvé une solution toute simple : après avoir pris la première levée avec la Dame de Carreau, elle a joué le 3 de Carreau, livrant ainsi en pâture Judith aux Canadiens! Ensuite, il n'y a plus eu de problème quand Ouest, après avoir fait le Roi de Cœur, a contre-attaqué Trèfle. En effet, la déclarante, qui n'avait plus besoin de l'impasse à Trèfle, mit l'As, puis, après avoir réalisé l'As de Carreau et As Valet de Cœur (pour la défausse d'un Carreau), elle termina en double coupe et fit ainsi au total deux Cœurs (AV), deux Carreaux (AD), un Trèfle, deux coupes du mort (le 9 de Cœur et le 6 de Carreau) et cinq atouts de la main. Bravo!

A l'autre table les Canadiens avaient atterri à SIX TRÈFLES joués par Nord. Le chelem semble sur table, mais le brillant Jeff Ferro a entamé « vicieusement » le 9 de Carreau! Convaincu que l'impasse au Roi échouerait, Hampson mit l'As, puis il prit la main par l'As de Pique pour jouer

la Dame de Cœur et faire l'impasse au Roi de Cœur. Son plan (discutable) était sans doute de défausser un Carreau sur un Cœur, puis un autre sur le troisième Pique, mais il perdit ainsi le Roi de Cœur, le Roi de Carreau et l'imprenable Roi de Trèfle!

ÉTONNANT STRATAGÈME

Chaque année, un jury de journalistes internationaux est chargé de choisir la meilleure défense de l'année en attribuant des notes aux sept donnes sélectionnées. Voici celle qui a reçu un oscar. Le flanc de l'Américain Mike Passell a permis de battre un contrat « sur table » grâce à un stratagème qui est peut-être unique dans l'histoire du bridge.

♠ RD94	♠ AVS
♥ R763	♥ DV94
♦ D852	♦ V1076
♣ R	♣ 83

Les annonces Sud donneur, E-O vulnérables, ont été les mêmes aux deux tables :

Sud	Ouest	Nord	Est
1 SA	passé	2 ♠	passé
2 ♠	passé	3 SA	passé
passé	passé	passé	passé

Ouest a entamé la Dame de Trèfle. Après avoir fait le Roi de Trèfle sec, le déclarant a pris la main avec le Roi de Carreau pour jouer le 3 de Pique et fournir la Dame. Comment Passell a-t-il joué pour faire chuter TROIS SANS ATOUT?

Note sur les enchères
Une fois que Sud a ouvert de « 1 SA », il est normal d'utiliser le Stayman et de conclure à 3 SA quand l'ouvreur n'a pas de majeure.

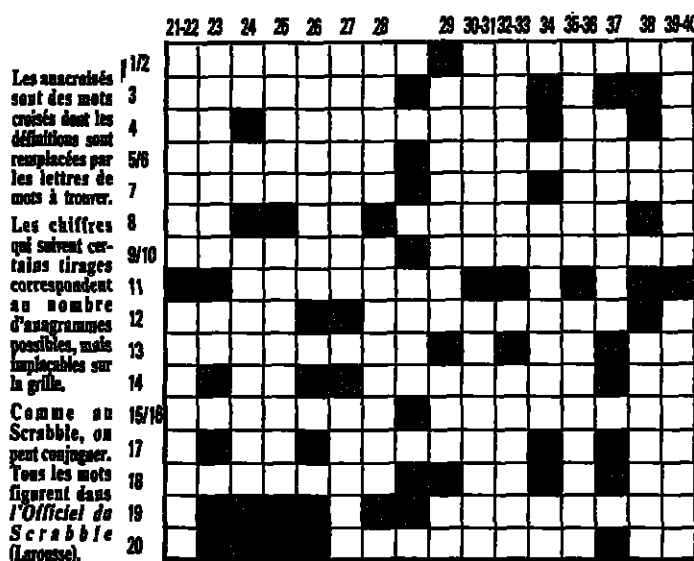
La seule critique possible est l'ouverture de « 1 SA ». En effet, la main est certainement assez forte, mais, si le contrat doit se jouer à Sans Atout, il vaudrait mieux que Nord soit le déclarant car il peut avoir des fourchettes et doit alors recevoir l'entame.

Philippe Brugnion



Anacroisés (R)

n° 778



HORIZONTALEMENT

1. ACEEHLTV. - 2. CEEHNOP.
3. AEILOSS. - 4. EILORRTU.
5. EEPFRU. - 6. EEPSTT (+1).
7. EENRST (+1).
8. ENORSTU (+5). - 9. EERSTTT.
10. AEGILNS.
11. EEEGN. - 12. DEIORSSU.
13. AEEHNT (+3).
14. CEEIRRV (+1).
15. ADEGLL. - 16. HINNOSS.
17. AEEERS. - 18. EIRRTU (+2).
19. AEEIMNT (+2).
20. AEEELRS.

VERTICALEMENT

21. CIMOPRS. - 22. DDEISST.
23. EENHNT (+1).
24. ABEILRT. - 25. EEEGLLOS.
26. ABELOTTU. - 27. AAEELRTU.
28. CEEENNO.
29. EILORRS. - 30. EEPSTT (+1).
31. EEEHNT.
32. AEEHNT (+2). - 33. EEESSU (+1).
34. AEESSU (+1).
35. EEEILOR. - 36. AEEHNTU.
37. EENHNT. - 38. DEEMNO.
39. EEPSTT. - 40. AEESSU.

SOLUTION DU N° 777

1. AERATION. - 2. IRRITAT. - 3. TRI-DACNE. - 4. CENDRAIT. - 5. DECENTRA. - 6. TAPERA. - 7. TAPERA. - 8. TAPERA. - 9. TAPERA. - 10. TAPERA. - 11. TAPERA. - 12. TAPERA. - 13. TAPERA. - 14. TAPERA. - 15. TAPERA. - 16. TAPERA. - 17. TAPERA. - 18. TAPERA. - 19. TAPERA. - 20. TAPERA. - 21. TAPERA. - 22. TAPERA. - 23. TAPERA. - 24. TAPERA. - 25. TAPERA. - 26. TAPERA. - 27. TAPERA. - 28. TAPERA. - 29. TAPERA. - 30. TAPERA. - 31. TAPERA. - 32. TAPERA. - 33. TAPERA. - 34. TAPERA. - 35. TAPERA. - 36. TAPERA. - 37. TAPERA. - 38. TAPERA. - 39. TAPERA. - 40. TAPERA.

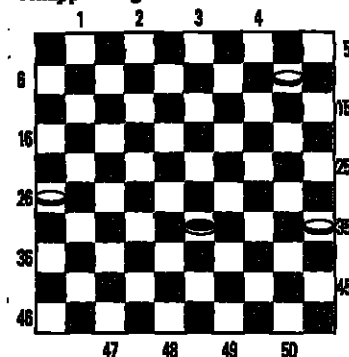
Michel Charlemagne et Michel Duguet

Dames

n° 462

LE COIN DU DÉBUTANT

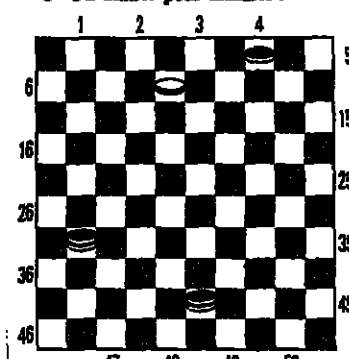
• Où dâmer pour le gain?
Un final classique, mais combien de nouveaux amateurs laisseraient échapper le gain!



Les Blancs jouent et gagnent. Les Blancs ne peuvent s'opposer au passage du pion noir à dame, mais seulement limiter son choix à deux cases pour réaliser cette promotion. Ensuite la dame blanche se solidifie avec les deux pions blancs pour placer les Noirs en situation de mat.

- Solution : 10-4 [et non 10-5 car (33-39), etc., -, les Blancs manquant d'un temps intermédiaire] (33-39, A) 4-22! (39-43) 22-28 [voilà le temps intermédiaire] et si
a) (43-48) 28-37, +.
b) (43-49) 28-44, +.
A) (33-38) 4-10! (38-43 forcé) 10-28, etc., comme ci-dessus.

• Où dâmer pour annuler?



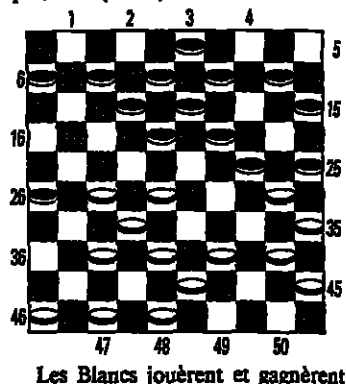
Si les Blancs dâment à la case 3, les Noirs enferment la dame blanche : (31-26) 3-25 (43-48) 25-14 (4-9) 14-3 (48-25), N+ par enfermé diagonale.

Donc les Blancs doivent dâmer à la case 2 pour annuler.

L'UNIVERS MAGIQUE

Un grand monsieur du jeu de dames : l'ancien maître international Marcel Bonnard, ancien champion de France, ancien rival (redouté) des maîtres soviétiques, néerlandais, fondateurs, dans les années 30 et 40, de l'école lyonnaise. Au damier lyon-

nais, Marcel Bonnard vient de tenter la faute, en jouant (diagramme ci-dessus), 34-30!! Les Noirs répondent par le coup positionnellement le plus fort (20-25).

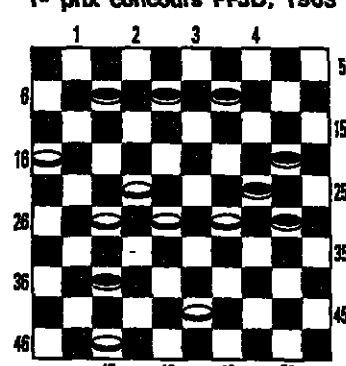


Les Blancs jouent et gagnent comme suit : 27-22! (25-34, a) 40-20 (15-24, b) 22-17! (12-21) 28-23 (18-29) 37-31 (26-28) 39-33 (28-39) 43-35! +.
a) (18-27) 32-21 puis 38-32, etc., les Blancs dâment à 5.
b) (18-27), même suite.

SOLUTION DU PROBLÈME I. WEISS 1900

Blancs : dame à 15, pions à 7 et 27. Noirs : pions à 26 et à 44, 15-33!! (44-49, a) 7-21 (49-21, forcé) 2-16! Les Noirs sont mat car suivraient soit 33-17, soit 33-38.
a) (44-50) 33-6 (50-45) 6-1 (45-50) 1-45, +.

PROBLÈME H.M. ROOS (Eindhoven)

1^{er} prix concours FFJD, 1963

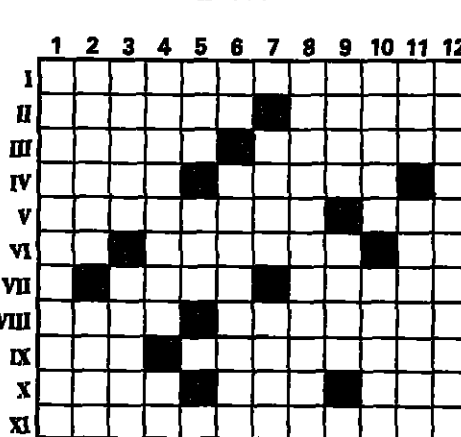
Les Blancs jouent et gagnent.

SOLUTION dans la prochaine chronique. Dans les deux prochaines chroniques seront proposés les deuxième et troisième prix de ce concours (catégorie « Miniatures »). Les amateurs du problème pourront ainsi s'offrir les préférences dans l'esthétique par rapport aux décisions d'un jury composé de maîtres de la spécialité.

Jean Chaze

Mots croisés

n° 777



HORIZONTALEMENT

1. Créature d'un (d'une ?) moderne Pygmalion. - II. Pour les bonnes pâtes. Converse. - III. Fleuve. Indiposé. - IV. Un parmi cinq. On l'a bien reçu. - V. Fatigué on venait au. Direction. - VI. Article. Sur le champ ou en dehors. Plait au palais. - VII. Se domestique. Pleure la nuit. - VIII. A coup sûr solidaire. Mettre dans les tranches. - IX. Fleuve. Intact. - X. Lieu de passage. On peut y mettre dans le bon sens. Possessif. - XI. Parfois coquin.

VERTICALEMENT

1. Pieux masochistes. - 2. A retrouvé sa noblesse. Peintre. - 3. Il peut être choisi ou commis. Ses tours sont redoutables. - 4. A ses sports. Se respectent. - 5. Pour l'apéro. Ne promet rien d'agréable ou, parfois... - 6. Préposition. Battait tout le monde à la course. - 7. Concupit Ismaël. Prend son temps pour se sustenter. - 8. Amuse ou séduit. - 9. Fleuve.

Donna la préférence. - 10. Traces. Fin d'élimination. - 11. Rivière. Servira à table. - 12. Laisseront place nette.

SOLUTION DU N° 776

Horizontalement

1. Chauves-souris. - II. Rustine. Bruie. - III. OMS. Somptueux. - IV. Quasar. Rus. Lu. - V. Usé. Mais. Tea. - VI. Schéma. Ré. - VII. Moins. Endurci. - VIII. Oracron. Guet. - IX. Rea. Sud. Ebène. - X. Tétradactyles.

Verticalement

1. Croque-mort. - 2. Humus. Oré. - 3. Assassinateur. - 4. Ut. Scie. - 5. Visa. Hère. - 6. Enorme. Ond. - 7. Sem. Amenda. - 8. Prient. - 9. Obtus. Et. - 10. Urus. Rugby. - 11. Rue. Teruel. - 12. Inuit. Cène. - 13. Sexualité.

François Dorlet

Echecs

n° 1550

NOVOSSIBIRSK 1993

Blancs : A. Beliavsky.

Noirs : W. Akopian.

Gambit - D. Défense slave.

1. ♘d4
2. ♘f3
3. ♘c3
4. ♘c3
5. ♘d4
6. ♘d4
7. ♘d4
8. ♘d4
9. ♘d4
10. ♘d4
11. ♘d4
12. ♘d4
13. ♘d4
14. ♘d4
15. ♘d4
16. ♘d4
17. ♘d4
18. ♘d4
19. ♘d4
20. ♘d4
21. ♘d4

NOTES

a) Dans cette variante hollandaise de la Défense slave, les Noirs ont le choix entre 8... 0-0, 8... a5 et 8... Cb-d7.

b) Taimanov recommande la suite 9... Db3, a5; 10. Ca2, Fd7; 11. Ch4, Fg4; 12. F3, Cd5 (ou 12... Fh5; 13. g4, Fg6; 14. Cxg6, h5g6; 15. Cc3, Dd7; 16. T72); 13. Fg4, Fxh4; 14. 64, Cb6; 15. Fd3 avec avantage aux Blancs. 9. Ch4 est également souvent joué; par exemple, 9... Fg4, 10. F3, Fh5 (si 10... Cd5; 11. Fxg4, Dxb4; 12. Df3, Dd7; 13. a5); 11. g4, Cd5 (si 11... Fg6; 12. 64); 12. Cg2, Fg6; 13. Ca2, Fd7; 14. 64, Cd5-b6; 15. Fb3, a5; 16. Cc3 (Tukmakov-Ehlvest, 1986).

Après 9... Dd2 les Noirs doivent éviter la suite 10. 64, Fxg3; 11. Exd5.

c) Après 9... Cc4 suit 10. Fd3! un dangereux gambit. Cxg3; 11. bxc3, Fxg3; 12. Tb1 ou aussi 10... Fxg3; 11. bxc3, 0-0; 13. Fd3, Td8; 14. Cd2; 12. Fxg3, Exf3; 13. d5, cxd5; 14. Db3, Da5; 15. Dxb7, Tb8; 16. Dc6. Quant à la continuation 9... Fg4, elle donne aux Blancs un jeu agréable après 10. Td1, Dd7; 11. 64, d5; 12. d5, Td8; 13. dxc6, bxc6; 14. h3 (Spasov-Schamkovic, Amsterdam, 1979).

d) Un gambit discuté qui donne souvent aux Blancs d'excellentes perspectives d'attaque. Après 10. Fd3, Fxd3; 11. Dxd3, 0-0; 12. Td1, c5! les Noirs obtiennent une rapide égalité.

e) Et non 11... Fxh4 à cause de 12. Cg5, Ff5; 13. Fa3.

f) L'idée de base du gambit : au prix d'un pion, les Noirs ne peuvent plus roquer du côté-R.

g) Si 12... Cxg3; 13. Db2, Cd5 (ou 13... Cxg4; 14. Db3, Cb6; 15. Fxh6!); 14. Dxb7 avec avantage aux Blancs. Si 12... Cb6; 13. Fb3, Cxg3; 14. Db2, Cc4-d5; 15. a5, Cd7; 16. Fxd5, cxd5; 17. Tf-c1 ou 17. Dxb7 et les difficultés des Noirs sont énormes. A considérer la suite 12... Da5; 13. Fb4, Dc7 menaçant 14... c5.

h) La suite normale depuis la partie Kottanav-Smyslov de Moscou (1946) consiste en 13. Tf-c1, 0-0-0; 14. a5, Th-eh et l'on a longtemps estimé que l'attaque des Blancs valait bien un pion; aujourd'hui, quelques experts comme Tukmakov et Flear

préfèrent la position des Noirs. Aussi a-t-on cherché d'autres possibilités que 13. Tf-c1, trop analysé, comme par exemple 13. Cd2. Ici Beliavsky tente la nouveauté 13. Tf-e1.

i) On peut-être, 13... Cd6 et si 14. Fxh6, 0-0!

j) Si 15... Dxa5?; 16. Txe4!, Fxh4; 17. Fd6!

k) Menace 17. Txe4!, Fxh4; 18. Fd6!

l) Forcé. Si 16... Rb8?; 17. Txe4!, Fxh4; 18. Fd6!

m) Et non 17... cxd4 ni 17... Exd4 qui ouvriraient la colonne g aux Blancs.

n) Regagnant un pion!

o) Contrôlant à nouveau la case c4.

p) Ouvrant au F-R la diagonale h1-a8.

q) Empêchant 28... Fd5 à cause de 29. c4!

r) Si 30... Txc3?; 31. Txd7.

s) Menaçant 33. Td7.

t) Si 33... Dxa5; 34. Td7.

u) Menace 35. Dxa6 mat.

v) Si 36... Cfs; 37. Td7, Fg8; 38. Txb7!, Txb7; 39. Td8 mat. Le retrait du C en g8 n'est pas brillant mais empêche l'entrée de la Td1 en e7.

w) Menace encore mat. Quel harcèlement!

x) Menace 40. c6.

y) Si 42... Cxa7; 43. Txb7+, Rg8; 44. bxc7, Ta2; 45. Tb8+, Rg7; 46. Txf8.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1549

L. MITROFANOV (1956)

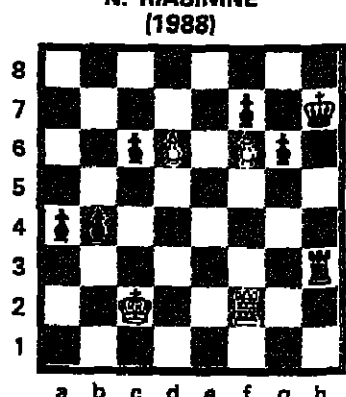
(Blancs : Rc5, Td2, Fd8, Ca1, Pk3. Noirs : Rf2, Td1, Fd2 et b8.)

1. Fh4+, Rf1; 2. Fxh6, Fx7+;
3. Rb4, Fxh6 et maintenant le gale des Blancs n'est plus évident;
4. Td7!, Rxe1; 5. Cc2+, Rf2;
6. Tf7+, Ff3; 7. Rb5!! zugzwang incroyable et les Blancs gagnent. Le Ff3 est cloué.

Si 7... Rg2; 8. Td7! et si 7... Fc1-d2-g5-h6; 8. Cc3! gagnant le Ff3.

ÉTUDE N° 1550

N. RIABININE (1988)



Blancs (4) : Rc2, Tf2, Pd6 et f6.

Noirs (7) : Rh7, Th3, Pa4, b4, c6, f7, g6.

Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

CULTURE

ARTS

DUFY à Vence

Peinture et décoration

Une exposition très homogène et souvent surprenante

On disait Dufy décorateur, Honfleur nous l'avait montré céramiste et créateur de tissus (*Le Monde* du 17 avril 1993), Vence (Alpes-Maritimes) nous rappelle aujourd'hui tout cela, et qu'il fut peintre aussi. Connaissant l'attrait qu'exerçaient sur le Normand la cité des Baous et plus généralement la lumière du Midi, on pouvait craindre une exposition regroupant les paysages méditerranéens exécutés par l'artiste tout au long de sa prolifique carrière. Il n'en est rien, et, même si une vue de Saint-Jeannet de ci, un *Atelier à Vence* de là rappellent les séjours de Dufy dans leur ville, les responsables vençois ont fort heureusement mis l'accent sur les relations constantes entre ses travaux décoratifs et ses toiles et la migration des motifs des uns vers les autres.

Même s'il eut le bon goût de choisir le thème des « Savants » pour

décorer la singerie du Jardin des plantes à Paris, Dufy ne fut que rarement tenté par des sujets sophistiqués et ce sont les mêmes modèles qui passent d'une technique à l'autre. Les fleurs par exemple, qui agrémentent les trois cents cartons d'invitation expédiés pour la fête de la Mille et deuxième nuit, donnée par le couturier Paul Poiret en 1912. Poiret fut un des mécènes de Dufy, et lui proposa de transposer sur tissu les techniques de gravure sur bois qu'il avait utilisées pour illustrer le *Bes-tilaire* d'Apollinaire : l'exposition montre ainsi une robe de 1925, un peu chargée. On y découvre aussi de surprenantes gouaches blanches sur fond noir — études pour Blanchini-Ferrier, les soyeux lyonnais pour lesquels Dufy travailla de 1912 à 1928 — et d'étonnantes *Formes en zigzag rouges et bleues sur fond blanc*, et *Formes syncopées rouges, bleues,*

vertes et jaunes de 1918-1919. Enfin, Dufy rencontre en 1923 le Catalan Artigas, et de leur collaboration vont surgir des vases, des jardins d'appartement et surtout de simples carreaux de céramique, dont le petit format n'autorise pas la multiplication des détails, souvent gênants dans le reste de son œuvre. Simplifiés, les motifs venus du tissu et transposés sur la céramique sont parmi le meilleur de Dufy : le « carreau à la naine » de 1924, une toute petite chose de 14 centimètres de côté, vaudrait à lui seul la visite.

HARRY BELLET

► Dufy, le peintre décorateur, château de Villeneuve, Fondation Emile-Hugues, place du Frère, 06140 Vence. Tél. : (06) 93-56-78-75. Jusqu'au 30 octobre. Cateclogus (éditions Anthèse), 160 pages, 120 illustrations couleurs. Broché 200 F.



Carreau à la naine (1924), de Raoul Dufy : une toute petite chose qui mérite la visite.

ESPACE LIBÉRÉ
à Mousans-Sartoux

Une fête pour l'esprit

Une nouvelle dimension de l'art concret

Passé le porche du château de Mousans, il faut s'arrêter quelques instants : d'abord parce que la cour triangulaire est belle, avec ses murs couverts de vigne, ensuite parce qu'un peu de patience permet d'entendre des mots venus de nulle part, égrenés toutes les 30 secondes. L'art donne de la voix, avec cette œuvre de Robert Barry, et nous sommes prévenus d'embellir : la forteresse de Mousans-Sartoux (Alpes-Maritimes), fief de l'art concret, est envahie cet été par de drôles d'oiseaux.

Ainsi Roman Signer, qui a canonné le hall d'entrée : après avoir tracé au sol une série de points de repère, il y a installé un appareillage détonnant destiné à projeter des boules de plastiline au plafond : les traces d'impact sont bien visibles, mais le recul de l'engin leur a fait perdre le bel ordonnancement que promettait le marquage au sol. Beaucoup d'humour, légèrement décalé.

Recentrage, au sens propre, avec les belles interventions de Michel Verjux : deux projections lumineuses soulignent les arcatures d'une des salles, et une autre, verticale, éclipse au contraire la croisée d'arêtes du plafond de la tour de l'escalier. C'est avec ce travail que le titre de l'exposition, « Espace libéré », commence à prendre sens : les responsables de l'endroit ont laissé les artistes prendre leurs salles d'assaut, et Verjux n'a pas hésité à modifier son plan de bataille initial pour l'adapter au lieu.

Violence et subtilité

Ceux qui ont pris pied à l'étagé ont déjà installé leurs quartiers : Dan Flavin, habitué des lieux avec *To Caroline*, une œuvre aux couleurs pastel appartenant à la collection Sybil Albers-Barrier ; Adrian Schiess, qui allonge au sol, posé sur des tasseaux, six travaux récents, de grands panneaux laqués de rouge, de vert, de bleu et de rose, cette couleur de bonbonnière à laquelle sacrifient plusieurs autres participants. Attention ! nous n'avons pourtant pas affaire à une blquette : lorsque Olivier Mosset utilise le rose pour un tapis (« un morceau de moquette de luxe pour golden boys », dit l'artiste) et une étoile au mur, il dote cette couleur d'une virulence bien inhabituelle. Violente aussi, l'œuvre de Christophe Haerle, un tube suspendu en l'air, fixé à deux angles d'une salle par des obliques noires. Elle est massive, pesante, mais il faut s'en approcher pour constater que ce qui paraît être en acier est en caoutchouc néoprène, et que le tube est un rouleau de ces fines feuilles de plastique d'emballage, le tout normalement très léger et tremblant au moindre choc. Même subtilité chez Alan Charlton qui, dans une pièce que l'on croirait faite pour lui, a accroché face à face deux polyptyques, l'un à l'horizontale, l'autre à la verticale. La lumière joue avec le gris d'une manière suave et surprenante. Non loin, Ernst Caramelle pousse une tyrolienne tonitrueuse avec une peinture murale qui démontre une rare intelligence de l'espace, réjouit le spectateur et confirme la maîtrise et la complexité d'un peintre capable, dans ses grands formats, de jongleries éblouissantes.

Enfin, un fil de laine noire, fin et fragile, construit un triangle irrégulier dans une salle coupée par un mur de refend. Cela n'est rien, une toute petite chose fixée par trois clous. C'est pourtant monumental, extraordinairement présent, et peut-être l'œuvre la plus impressionnante de l'exposition : la barrière fragile éditée par Fred Sandback était capable d'arrêter près de 300 personnes le soir du vernissage, qui n'osaient enjambrer ce bout de laine : on ne libère jamais aussi bien l'espace que lorsqu'on le clôture.

H. B.

► « Espace libéré », Espace de l'art concret, Château de Mousans, 06370 Mousans-Sartoux. Tél. : 93-75-71-50. Jusqu'au 21 novembre.

CINÉMA

Le prochain Fellini : sa maladie

Encore prisonnier de la chambre 313 de l'hôpital de Rimini pour une dizaine de jours et soumis à des séances de rééducation, après l'attaque qui l'a frappé le 3 août, Federico Fellini a réuni une véritable conférence de presse autour de son lit. Avec son talent intact de brouiller les pistes et de raconter avec force détails le film qu'il généralise il ne fera pas, au profit d'un autre qu'il ne raconte pas, Fellini a en fait donné, avec beaucoup d'humour et de pudeur, de ses nouvelles.

Où, il allait faire un film de sa maladie, c'est le seul moyen de lui trouver un sens, de lui donner une excuse, une justification. Il ferait entrer dans cette histoire « un metteur en scène qui a dépassé les soixante-dix ans et ne s'attendait pas à un coup de frein

aussi brusque. Sa femme. Beaucoup de vieux amis et quelques nouveaux. Une belle ronde de médecins et d'infirmières ». Sur-tout, apparemment, l'une d'elles, d'origine romaine, Dorina, « dont la beauté et la grâce céleste » lui ont fait craindre brièvement d'être passé de l'autre côté. A-t-il, à un moment donné, eu peur ? Oui, quand son ami d'enfance Titta, « matriculiste convaincu et blasé », lui a dit : « Sale-tu Federico que j'ai pris pour toi ? » A Riccione, près de Rimini, une grande fête saluera la sortie de l'hôpital du maestro. Le Comité pour Fellini, créé dès l'annonce de la maladie du considérable enfant du pays, a prévu d'organiser une rétrospective de tous ses films et une exposition de ses dessins.

WEEK-END D'UN CHINEUR

Sur un marché de Provence

Privé de son climat et ses richesses, la Provence a donné naissance à un style régional savoureux et très diversifié. A Nîmes, samedi 14 août après-midi, une vente de succession propose une importante série de mobilier provençal de qualité. En vedette, un buffet à glissants arlésiens à motifs de coquilles ajourées est estimé environ à 30 000 francs. Unique en son genre, ce type de buffet a un corps supérieur en forme de gradin dont les portes coulissent latéralement au lieu de s'ouvrir. Non moins originales, les panetiers à barreaux tournés surmontés de leurs « panaches » sont généralement suspendus au-dessus du pétrin. Malgré leurs petites dimensions, elles se vendent à partir de 15 000 francs aux enchères. De conception classique, armoires et commodes sont aussi très recherchées et leurs prix varient suivant le beauté du décor sculpté. On trouvera ici une petite commode rimée à décor révolutionnaire à 30 000 francs et des armoires à partir de 40 000 francs. Également typiquement provençal, une suite de trois boîtes arlésiennes à farine, à sel et à couteaux complète ce panorama. Il s'agit de meubles miniatures sculptés avec un soin tout particulier, dont la rareté et l'élégance justifient des prix plutôt élevés pour de telles curiosités, entre 2 000 et 3 000 francs.

Dans la même région, les amateurs de brocante se donnent rendez-vous à L'Isle-sur-la-Sorgue (Vaucluse) où plus de cinq cents marchands débattent leurs trouvailles pendant tout le week-end.

CATHERINE BEDEL

► Nîmes, 9 heures et 15 heures. 21, rue de l'Agau. Tél. : 66-67-52-74.

Ici et là

• Samedi 14 août

Antibes, 20 heures : tableaux modernes ; Coutances, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Deauville, 20 h 30 : tableaux, mobilier, objets d'art ; La Tour d'Aigues (Vaucluse) 10 h 30 : entier mobilier d'un domaine ; Les Andelys, 14 h 30 : livres, vieux papiers ; Monaco, 17 heures et 21 heures : mobilier, objets d'art, argenterie ; Nîmes, 9 heures et 15 heures : tableaux, mobilier, objets d'art ; Saint-Jean-de-Luz, 14 h 30 : argenterie, bijoux, Extrême-Orient ; Saint-Valéry-en-Caux (Seine-Maritime), 14 h 30 : mobilier, objets d'art.

• Dimanche 15 août

Avranches (Manche), 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Deauville, 17 h 30 : bijoux ; Dieppe, 14 h 15 : mobilier, objets d'art ; Honfleur, 15 heures : tableaux modernes ; Les Andelys, 14 h 30 : bijoux, arts de la table, mobilier ; Montreuil (Pas-de-Calais), 14 h 30 : mobilier, tableaux.

Foires et salons

Monts-Carlo, L'Isle-sur-la-Sorgue, Orange (Vaucluse), Barjès (Gard), Mougins (brocante automobile), Valbonne (Alpes-Maritimes), Pleumeur-Bodou (Côtes-d'Armor), Arcachon, Saint-Malo, La Baule, Guérande (Loire-Atlantique) et Verneuil-sur-Avre (Eure).

MUSIQUES

LE COURONNEMENT DE POPPÉE au Grosses Festspielhaus de Salzburg

Harnoncourt au grand large

Peut-on jouer Monteverdi sur une scène trop vaste pour Verdi ?

SALZBOURG

de notre envoyée spéciale

La seule étoile, ici, est morte depuis deux cent deux ans. Sans Mozart, il n'y aurait pas Salzburg et, dans les rues de Salzburg, il n'y en a que pour Mozart. Les marionnettes jouent le *Rondo à la turque* face à la statue du musicien. Les touristes, en foule compacte, portent son paraphe sur leur tee-shirt. On quitte la place Mozart pour se réfugier place Papageno, les cafés s'appellent *Glöckenspiel* (instrument magique de la *Filite enchantée*) ou *Tamino*. L'entrée au restaurant *Symphonie* se fait au son de l'air de la Reine de la nuit, transposé pour trompette. On s'endort après avoir croqué le *Mozartkugel* traditionnel, chocolat fourré que l'on trouve posé sur son oreiller dans les hôtels. « Poussez-vous m'indiquer la maison de Mozart ? » La question est posée en français, en italien, et en quelques langues non identifiables par des couples accompagnés d'un nombre considérable d'enfants. Venir à Salzburg, c'est quelque chose comme la pièce de monnaie que l'on lance dans les fontaines sacrées. L'acte de piété fait, incidemment, marcher le commerce.

Pas de festival sans Mozart, donc. Et l'on sent bien que le festivalier moyen (homme d'affaires européen, japonais, sud-américain) se contenterait d'un programme qui proposerait, avec des intervalles différents, chaque année, les grands opéras de la maturité, l'intégrale des symphonies, des concertos et de la musique de chambre, les sérénades pour l'apéritif, les messes le dimanche matin.

Depuis Toscanini, l'opéra mozartien est ici une affaire de chefs, de voix, d'orchestres, et pas de mise en scène. Le programme 1993 s'en ressent. Le théâtre, dont on espère qu'il ramènera un nouveau public (80 000 spectateurs déjà recensés cet été contre 34 000 l'an dernier) est, à Salzburg, une nouvelle priorité qui détourne les créateurs du lyrique. Luc Bondy et Karl-Ernst Herrmann, mozartiens de choc amenés l'an passé par le nouveau directeur artistique Gérard Mortier, se consacraient cette année à la pièce de Botho Strauss, *Das Gleicheviertel* (*Le Monde* du 29 juillet). Bondy aurait pu remonter *Così fan tutte*. Mais *Così* se retrouve cet été entre les mains d'un metteur en scène sans renommée. *La Filite enchantée* est reprise dans la vieille production de Johannes Schauf. Quant à *Lucio Silla*, emprunté aux festivités de janvier, il n'est pas ressorti à Salzburg comme un « grand Mozart » et ne sera donné que trois fois. La production réunit pourtant l'équipe la plus prometteuse : direction Cambréling, mise en scène Peter Musbach (artisan inspiré du *Parfide de la Mennais*), scénographie du peintre Robert Longo, distribution à l'avenant.

Alors, quand Gérard Mortier demande à Nikolaus Harnoncourt de diriger un nouveau *Couronnement de Poppée*, les critiques affluent du monde entier : mais le public est circonspect. Toutes les places de la grande salle du *Festspielhaus* n'ont été vendues qu'à partir de la sixième représentation. Après l'entracte, mercredi 11 août, quelques rangs se retrouvent clairs. Monteverdi sur instruments

anciens dans l'ancien royaume de Carajan ? Le virus du baroque n'a pas encore frappé aux bords de la Saalach.

Frappera-t-il jamais ? Une grosse erreur de proportion a été commise d'emblée. On ne peut pas jouer Monteverdi sur une scène plus large que celle de la Bastille. On ne peut pas gonfler le tragi-comique du *Couronnement* aux dimensions de l'épopée. On ne doit pas briser les attaches délicates de l'opéra naissant en l'exposant aux mêmes combats qu'*Aida*. Une cinquantaine de musiciens dans la fosse, c'est un choix (avec René Jacobs, à Montpellier, ils étaient une douzaine, mais les effectifs, déjà au dix-septième siècle, s'adaptaient à chaque établissement et à chaque public). Une esthétique anachronique, décalée, au second degré, soit. Mais un décor de pépinière fauché ! Colonnades et statues obligées, costumes de carnaval brésilien, petit bois de peupliers, et le Sénat romain reconstitué par le décorateur Rolf Glittenberg avec de faux pions sur les gradins ! Les déesses du prologue jouent les retardataires et font semblant de chercher leur place en minaudant. Amalthea, nourrice de Poppée, distribue aux spectateurs sa carte de visite avec promesse de les pistonner auprès de l'impératrice triomphante. Mercure fait signer son arrêt de mort à Sénèque comme on signe les suppléments dans les hôtels. Le dieu Amour et ses trois copains ont volé les couleurs de la pub Kodak. Surélévées, entourées d'un praticable, les musiciens du Concentus Musicus et Harnoncourt lui-même se tiennent sagement acquiescent, se prêtent au jeu. C'est ce qui faisait Abbado et la Philharmonie de Vienne dans le *Voyage à Reims*. On en a ri dans Rossini, on en pleurerait dans Monteverdi.

Distribution : le non-choix

Distribuer le *Couronnement de Poppée* procède forcément d'un compromis : à l'époque, les héros mythologiques, surtout lorsqu'ils étaient amoureux, étaient incarnés par des castrats ; les rôles féminins comiques, les nourrices notamment, étaient confiés à des contraltos ou à des ténors bouffes travestis. En 1974, dans un premier enregistrement en CDV, il rendit le rôle à un homme, le ténor mozartien Eric Tappy. Dans ce cas, la partie est transposée une octave au-dessous.

Aujourd'hui, il faut choisir. Belcantistes ou spécialistes ? Campé une fois de plus sur des positions inattendues, Harnoncourt s'est fait, à Salzburg, le champion du non-choix. Kurt Moll (Sénèque) est une basse wagnérienne qui a beaucoup donné et tonne gaillardement. Marjana Lipovsek (Octavie) chante Moussorgski et Verdi en poitrinant, la voix reste lourde dans Monteverdi. Les aigus sensibles du contre-ténor Jochen Kowalski (Othon) ne passent pas le troisième rang. Amalthea de corps de garde, Hans Jürgen Lazar n'a rien d'ambulant. Le dieu Amour et ses comparses

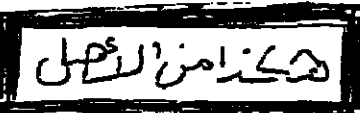
sont des enfants : ils forcent la voix. Scot Weir, Chérubin avant l'heure, est un Valet lourdement grivois. Andrea Rost, Drusilla jolte comme un cœur, a dans Mozart une carrière toute tracée. Tout ce monde orne ment au petit bonheur, assène des notes « battues » à pleins poumons en simulacres d'orgasmes dévastateurs — la technique est faite pour des voix légères et doit suggérer une émotion tout intérieure. Les *Ahi* en principe déchirants d'Octavie déchu sont des râles.

Passons au couple doublement fatal des amants. La Poppée de Sylvia McNair est, d'une voix blanche, presque trop claire, sans arrière-pensées. L'incarnation même de la beauté. Corps sculptural, visage parfait : la miss Monde du chant international. Philip Langridge vient d'incarner Pelléas à Amsterdam. C'est un ténor barytonnant qui a la noblesse dans le sang. Le metteur en scène Jürgen Flimm l'a métamorphosé en Néron insupportable, hip-pie antique aux cheveux longs qui trépigie et mange ses doigts. L'incendiaire de Rome, le fon dange-reux qui assassina Poppée encainte à coups de pied dans le ventre : les poncifs, les erreurs historiques de nos versions latines reviennent sous forme d'images caricaturales et vulgaires. Néron battait Drusilla à terre, traitait Sénèque comme un vieux débile, glorifiant grassement les petites emmes faciles avec Lucius, neveu du philosophe stoïcien suicidé la scène précédente... Ni Suétone ni Tacite n'avaient mérité cela. Hymne à la jeunesse, au plaisir fragile, pied-de-nez à tous les pouvoirs, conjugal ou politique, le livret de Busenello est autrement provocateur que cette mise en scène salace, finalement puritaine.

Les cordes du Concentus Musicus ont, pendant ce temps, des phrases soyeux, des ardeurs impériales, des frotements coquins, des dissonances assassines. La berceuse d'Amalthea, l'enlacement du duo final sont des splendeurs. Chaque timbre instrumental dit l'allégresse ou le deuil, frappe au cœur. Le travail d'Harnoncourt sur cet opéra impossible (Monteverdi n'a noté que les parties chantées et les accords du continuo) n'a rien d'une réanimation. C'est la vie même. On aurait pu trouver l'homme d'images qui égale en invention la réalisation musicale. Salzburg accueille durant tout le festival une exposition des derniers travaux de Jim Dine. Ce scénariste américain a passé deux ans à la Glyptothèque, le musée des antiquités de Munich. Il en a ramené une série de toiles qui transforment le marbre en chair et refragment insidieusement les sculptures amputées de la période hellénistique pour abolir le temps et suggérer une mythologie au présent. Monteverdi, Harnoncourt, Jim Dine : le générique aurait été digne du nouveau Salzburg de Gérard Mortier.

ANNE REY

► Dernière représentation du *Couronnement de Poppée* : le 18 août, 19 heures. *Lucio Silla* : les 25, 28 et 30 août, 19 h 30. *Kleines Festspielhaus* de Salzburg (Autriche). Tél. : 19-43-862-84-45-01. Exposition Jim Dine, The Glyptothek Drawing, Galerie Thaddaeus Ropac, Kalgasse 40, jusqu'au 31 août, tél. : 19-43-862-84-15-61.



ÉCONOMIE

L'entretien télévisé

BILLET

Pauvre
Banque de France

La tourmente récente du marché des changes européen laisse des cicatrices douloureuses. La crise a entièrement vidé les réserves de la Banque de France, la contraignant à s'endetter lourdement auprès d'autres banques centrales. Il faudra plusieurs semaines, voire plusieurs mois, pour que la France reconstitue ses avoirs en devises. Et les pertes seront lourdes, probablement supérieures à 5 milliards de francs.

Jamais, jusqu'à présent, la France n'avait engagé de telles sommes pour défendre le cours de sa monnaie. La crise de septembre, au terme de laquelle la parité franc-mark avait finalement été préservée, avait déjà mis en jeu 160 milliards de francs. Mais l'automne 1992 n'était qu'un heureux avant-goût de l'été 1993, puisque les spéculateurs en avaient alors été pour leurs frais et que la Banque de France avait récupéré ses devises en réalisant un bénéfice. Fin juillet, ce sont plus de 300 milliards de francs qui ont été jetés dans la bataille pour tenter de sauver le franc.

L'analyse du bilan hebdomadaire de la Banque de France publié jeudi 12 août révèle, en effet, qu'à la date du 6 août les réserves de changes étaient négatives de 185 milliards de francs, alors qu'elles étaient tombées à zéro le 29 juillet, et s'élevaient à 150 milliards début juillet. Dans la seule journée noire du vendredi 30 juillet, la Banque de France avait emprunté 150 milliards de francs environ pour défendre le cours de 3,4305, plancher d'alors du franc à l'égard du mark.

Les réserves de change des États sont généralement des secrets absolus et les tableaux complexes qui sont publiés n'en donnent qu'une vision imparfaite. Une chose est sûre : la Banque de France traverse aujourd'hui une passe délicate. Au lieu de rembourser ses dettes très vite, au risque d'enregistrer une perte importante (l'écart entre 3,40-3,43 francs et le cours actuel de 3,50 francs environ), elle préfère les conserver en portefeuille – quitte à rémunérer les établissements étrangers – dans l'espoir d'une appréciation prochaine de la monnaie française. Paris privilégierait ainsi la façon de faire de Rome, qui n'a toujours pas remboursé les dettes contractées à l'occasion de la crise de la lire en septembre. À l'inverse, Londres avait recherché une dévaluation compétitive de la livre et une baisse rapide des taux d'intérêt : la Banque d'Angleterre, sachant qu'elle était perdante de toute manière, puisque la livre allait encore reculer, avait remboursé ses emprunts au plus vite. La stratégie française telle que l'a rappelée, jeudi, Edouard Balladur – politique économique inchangée, baisse prudente des taux – peut se révéler payante et faire revenir les devises à un cours relativement favorable. Vendredi matin, les marchés ne l'entendaient pas de cette oreille, et vendaient du franc.

FRANÇOISE LAZARE

« Il n'est nullement dans mes intentions de changer de politique économique »

affirme M. Balladur

Le premier ministre était, jeudi 12 août, l'invité du journal de 20 heures de France 2. S'exprimant depuis son chalet de Chamonix, Edouard Balladur a assuré que, s'il allait donner dès la fin du mois une nouvelle impulsion à l'action du gouvernement, il n'entendait pas modifier la ligne politique qu'il avait fixée dès son installation à l'hôtel Matignon. Voici les principaux extraits de ses déclarations.

■ **Impôt sur le revenu** : « J'espère que nous pourrions faire en sorte que s'amorce une réforme de l'impôt sur le revenu, qui aurait pour objet de le diminuer progressivement pour essayer d'alléger les charges qui pèsent sur les ménages. (...) Je prendrai [ces mesures] dès mon retour pour préparer le budget. (...) Il s'agit de réduire le nombre des tranches. Il y a à peu près la moitié des Français qui paient l'impôt sur le revenu, c'est donc une mesure qui devrait essentiellement permettre aux classes moyennes et aux salariés moyens de voir leurs charges allégées. »

■ **Chômage** : « On peut espérer [le] stabiliser en 1994 et amorcer la baisse du chômage. (...) Je vais dès mardi prochain tenir une réunion avec tous les ministres concernés sur la loi quinquennale sur l'emploi, pour faire en sorte que l'on amorce une série de réformes qui feront que notre pays connaîtra moins de chômage dans les années qui viennent. Ce ne sera pas d'un effet immédiat. (...) Nous ne pouvons pas nous permettre d'avoir pendant des années et des années plus de dix pour cent des Français au chômage. Nous ne pouvons pas nous résigner à une société qui fabrique des marginaux, qui fabrique des délaissés, qui

fabrique des hommes et des femmes qu'on met à l'écart pour des années souvent et qui sont laissés parfois au désespoir. »

■ **Calendrier gouvernemental** : « Le lundi 23 août les ministres se réuniront pour passer une journée ensemble, et évoquer tous les problèmes de l'actualité, toutes les décisions qu'il faut prendre, pour donner une sorte de nouveau départ, une nouvelle étape à l'action du gouvernement. (...) Le 24, je tiendrai une conférence de presse avec les ministres d'État pour présenter l'action du gouvernement dans les mois qui viennent. Il y aura le conseil des ministres autour du président de la République, le 25. Le 26, je me rendrai en Allemagne; je rencontrerai le chancelier Kohl avec lequel j'aurai naturellement l'occasion de parler à la fois des problèmes monétaires (...), de parler du GATT et de parler de l'avenir de l'Europe. Et c'est le 6 septembre que je réunirai l'ensemble des organisations syndicales, pour toute une journée, pour leur soumettre, en quelque sorte, le projet de loi sur l'emploi, pour recueillir leurs observations car je pense qu'il faut tenir le plus grand compte des avis des principaux intéressés. »

■ **L'intérêt de la France**
■ **L'intérêt de l'Europe**

■ **La politique économique** : « Certains me disent : "Vous avez tort de mettre l'accent sur le chômage, parce que de toutes façons on n'y peut rien. Alors parlez davantage de sécurité, de justice, de lutte contre l'immigration clandestine, d'aménagement du territoire." Ce sont des sujets très importants, que nous avons traités. (...) Je ne peux le faire [améliorer la situation de l'emploi] qu'en maintenant la même politique économique. Il n'est nullement dans mes intentions de changer de politique économique. Nous n'aurons pas moins de chômage

parce que nous aurions plus d'inflation, plus de déficit. C'est tout le contraire (...). »

■ **Le SMIC** : « On dit beaucoup qu'une des causes du chômage en France, c'est l'excès de la réglementation, l'excès des charges (...). C'est une des raisons d'ailleurs pour laquelle, dans toutes les réformes que nous avons faites, nous avons allégé le poids des cotisations familiales pesant sur les bas salaires (...). Seulement je ne voudrais pas que, sous prétexte que nous connaissons une crise économique, l'on détruise la protection sociale dont jouissent les plus modestes (...), car nous risquerions d'avoir toujours la crise et en plus d'avoir diminué la protection des plus faibles et de ceux qui en ont le plus besoin. Dans la période que nous vivons, ce dont on a besoin, les plus modestes, ce n'est pas de moins de protection, c'est de davantage de protection. »

■ **La crise monétaire** : « Je constate que les choses se sont bien passées pendant trois mois après notre arrivée au pouvoir (...). [La crise monétaire] n'était pas due à une inquiétude concernant la France, mais du à un désir d'affaiblir le système monétaire européen. (...) Si l'on veut assurer au monde un minimum de prospérité, on ne peut pas accepter que des milliards et des milliards changent en un quart de seconde d'orientation et menacent la prospérité d'un pays. (...) Ce sont les excès de la liberté, je suis libéral, mais j'ai toujours dit que la liberté devait être ordonnée, c'est-à-dire soumise à des règles, et qu'elle devait être partagée, c'est-à-dire que tous devaient en bénéficier. Ce monde dans lequel personne ne maîtrise les phénomènes financiers est un monde dangereux pour la prospérité et pour la justice, et qui, à la limite, conduirait à menacer la liberté économique. Je crois qu'il y a un problème urgent (...). Il faut réformer notre système monétaire et

financier et de crédit dans le monde (...). C'est une sorte de devoir économique et moral qui pèse sur les grandes nations civilisées. »

■ **L'Europe** : « L'Europe traverse une période difficile (...). Elle a dû (...) Je trouve absurde d'opposer l'intérêt de la France et l'intérêt de l'Europe. Les deux sont liés. Nous, Français, nous devons préserver notre nation (...). Mais en même temps la France a intérêt à vivre dans une Europe qui soit une Europe bien organisée (...). Il faut pour l'union économique et monétaire laisser les choses se décanter (...). 1999 c'est dans six ans, alors essayons de résoudre les problèmes des mois et des années qui viennent. (...) C'est une erreur que de vouloir bâtir une union monétaire quand on a des politiques économiques divergentes, ce qui est le cas. Donc il faut que nous commençons (...) par développer une convergence, un rapprochement dans les politiques économiques. »

Interrogé sur l'annonce par le Monde d'une baisse concertée en Allemagne et en France de l'impôt sur le revenu, M. Balladur répond : « Je n'en ai pas entendu parler. (...) Pour l'instant nous devons passer à la deuxième phase de l'union monétaire telle qu'elle est prévue. »

■ **En dehors de toute campagne électorale**

■ **La baisse des taux d'intérêt** : « Ce qui compte d'abord et avant tout, c'est de lutter contre l'inflation, c'est de lutter contre les déficits budgétaires, c'est d'assurer la croissance et d'assurer la stabilité, et la baisse des taux d'intérêt nous sera donnée par surcroît. »

■ **L'élection présidentielle** : Comme il lui est demandé si M. Chirac est toujours le candidat « naturel » du RPR à l'élection présidentielle, M. Balladur répond en rappelant qu'il a demandé à ses

ministres de se tenir « en dehors de toute campagne électorale présidentielle jusqu'aux trois derniers mois, et qu'il ne va donc pas leur donner « le mauvais exemple ». « Je n'en parlerai pas, dit-il, je me tiendrai en dehors de la compétition présidentielle jusqu'à la fin de 1994. » En réponse à une question, il précise qu'il ne pense pas pour lui-même à l'élection présidentielle.

■ **Chef de la majorité** : « Je suis à coup sûr, étant premier ministre, le responsable de la majorité parlementaire (...). Mais pour autant il y a des partis, et je ne considère pas que je sois le responsable direct des partis en tant que partis. »

■ **L'élection européenne** : « Nous gouvernons ensemble. Il y a une politique européenne qui est la politique du gouvernement, qui est donc la politique de tous les partis qui le soutiennent. Comment expliquer, me demandez-vous, que l'on se divise pour présenter plusieurs listes à l'élection européenne avec des surenchères inévitables. Je pense donc qu'il est de l'intérêt général que les partis de la majorité se sentent une seule liste, sur la base d'un projet commun dont je souhaiterais qu'ils se mettent à débattre ensemble rapidement. Qui va conduire cette liste ? J'ai toujours dit (...) que je ne souhaitais pas que ce soit moi qui la conduise. J'ai dit simplement une fois, cela a été mal interprété, que je ne m'y refusais pas si c'était la seule solution, mais que je ne croyais pas que c'était la seule. Je répète que je suis persuadé qu'il y a d'autres solutions (...), qu'il y a toute une série de personnalités (...) qui seraient parfaitement compétentes pour le faire et pour le bien faire. » Le premier ministre a ajouté qu'il pensait à quelqu'un précisement, mais a refusé de dire à qui.

Refondre le barème des impôts
applicable aux classes moyennes

L'impôt sur le revenu va être modifié. En confirmant cette information, jeudi soir, M. Balladur a précisé que les changements apportés seront contenus dans le projet de loi de finances pour 1994 en préparation et qui sera soumis au conseil des ministres du 15 ou du 22 septembre. Juste avant d'être rendu public, la réforme s'appliquera dès le début de l'année prochaine et portera sur les revenus perçus en 1993.

Sans doute vaudrait-il mieux parler de refonte du barème plutôt que de réforme. Il ne s'agit pas, en effet, de transformer de fond en comble l'impôt sur le revenu français et de le reconstruire sur un modèle comparable aux systèmes étrangers, nombreux à être prélevés à la source. Les études qui avaient été faites à ce sujet en 1990 – notamment celle du conseil des impôts, – alors que Michel Rocard, premier ministre, militait pour une transformation profonde de notre impôt sur le revenu, avaient montré les extrêmes difficultés d'une grande réforme, le système français étant fortement personnalisé, du fait notamment de l'existence du quotient familial.

Les modifications qui vont être apportées à l'impôt sur le revenu concerneront surtout le barème, dont le nombre de tranches sera ramené à neuf ou dix contre treize actuellement. C'est d'une certaine façon ce que promettait le projet de loi de finances pour la France qui parlait de « réformer l'impôt sur le revenu afin d'en alléger la progressivité, au bénéfice notamment des classes moyennes ». L'annonce faite par M. Balladur est conforme au texte RPR-UDF du 10 février, encore qu'à l'époque M. Juppé souhaitait un barème à six tranches seulement.

Le barème actuel, applicable

aux revenus encaissés en 1992, comporte treize taux allant de 0 % (jusqu'à 38 440 francs de revenu imposable pour deux parts) à 56,8 % (fraction du revenu encaissé en 1992 dépassant 522 580 francs pour deux parts). Le barème allégué serait un peu plus hétéroclite puisqu'il comporterait moins de tranches, mais plus régulières dans la mesure où il serait, pourrait-on dire, « reprofilié » en faveur des classes moyennes. En revanche le taux le plus élevé de 56,8 % ne sera pas réduit.

Le prix
du « reprofilage »

Quand on a dit cela, on n'a pas tout dit puisque la question importante est de savoir combien M. Balladur pourra débours. Les calculs qui avaient été faits jusqu'à présent montraient qu'un bon « reprofilage », celui qui bénéficierait à presque tout le monde, coûterait une vingtaine de milliards de francs. On n'en est sûrement pas là dans la mesure où l'État manque de recettes fiscales : les derniers pointages sont inquiétants, qui montrent que, par rapport à la loi de finances rectificative pourtant fraîchement votée (mi-juin), les recettes fiscales seront inférieures de 15 milliards de francs à ce qui avait été prévu. Le coût de la refonte est parti en fumée.

Certes, les privatisations (une quarantaine de milliards de francs l'année prochaine) seront mises à contribution et le seront d'autant plus que le gouvernement va tenter de relancer l'activité en favorisant la consommation par une baisse – concertée avec Bonn – de l'impôt sur le revenu. Cet aspect des choses n'a été qu'effleuré, jeudi, par M. Balladur, qui pouvait difficilement révéler la teneur de ses entretiens avec le chancelier avant que ceux-ci aient eu lieu.

Mais les deux hommes, ayant une exacte mesure de la gravité de la crise que traversent leurs deux pays et bien décidés à faire quelque chose.

Ce « quelque chose » ne peut être que d'ordre budgétaire, dans la mesure où il apparaît complètement vain de compter sur une baisse massive et rapide des taux allemands. D'autant plus vain que la Bundesbank se sent maintenant encore plus libre de ses décisions depuis que les marges de fluctuation des monnaies ont été élargies et que le franc n'a plus besoin de son aide. D'une certaine façon, M. Kohl, qui doit se résigner à laisser la Bundesbank gérer ses taux, va utiliser l'arme dont il dispose : les impôts.

Le problème pour les deux dirigeants sera de calibrer la mesure en évitant deux écueils : une baisse de l'impôt sur le revenu trop peu importante pour rendre confiance aux ménages et les inciter à augmenter leurs dépenses ; des mesures trop coûteuses par rapport à l'état pitoyable des finances publiques des deux pays, mesures qui pourraient alors donner l'impression d'un manque de sérieux dans la gestion des affaires publiques.

Le parallélisme des décisions donnerait plus d'impact auprès de l'opinion publique et pourrait donc réduire le coût de la mesure pour une même efficacité. Un parallélisme qui concrétiserait le souhait formulé par M. Balladur d'une concertation des politiques économiques en Europe. Une concertation qui a fait presque complètement défaut jusqu'ici et est certainement à l'origine des désordres monétaires que nous venons de connaître.

ALAIN VERNHOLLES

Les spéculateurs ont bon dos

Il est courant en France de désigner un coupable étranger pour expliquer ses maux nationaux. L'Allemagne, quand la conjoncture se dégrade, l'Asie du sud-est, quand le chômage augmente. Les spéculateurs, quand le franc flanche. M. Balladur ne s'est pas privé jeudi, de montrer du doigt ces derniers. Il est vrai que les marchés des changes brassent, selon la très sérieuse Banque des règlements internationaux (la Banque centrale des banques centrales), près de mille milliards de dollars environ chaque jour. Un montant qui peut s'élever dans une journée d'intenses transactions, pendant une crise du SME par exemple. Ces sommes paraissent énormes surtout, comme l'a rappelé le journaliste Paul Amar, pour les Français qui en sont réduits à se priver de vacances. Mais voir en elles de pures machines à spéculer, à casser les systèmes monétaires pour engranger des bénéfices gigantesques en toute impunité serait une erreur. Il est bien sûr impossible d'expliquer à la télévision tous les tenants et aboutissants de la spéculation, phénomène tellement complexe que les spécialistes eux-mêmes ont parfois du mal à l'appréhender. Mais plusieurs choses sont sûres.

D'une part, les sommes qui se présentent sur les marchés des changes ne sont pas de simples jetons de casino : elles sont en grande partie le pendant du commerce international, de l'épargne des pays, de la liquidité des banques. Une entreprise qui exporte aura besoin de convertir ses devises en francs ou l'inverse, un fonds de retraite aura intérêt à placer les fonds collectés pour le meilleur profit des cotisants, une banque aura à cœur de valoriser les dépôts. Les banques centrales elles-mêmes réalisent des bénéfices sur les marchés des changes. Il est vrai que le développement rapide des marchés financiers ces dernières années a favorisé le développement de purs produits de spéculation, très dérangeants en période de crise, comme les « hedge funds », les fonds de performance dont l'homme d'affaires

américano-hongrois George Soros est devenu en quelques mois le représentant le plus célèbre. Un rapport récent réalisé par les principales banques centrales les qualifie de « très agressifs et visibles », mais soulignait leur rôle limité.

Prévoir
pour mieux gérer

Ensuite, « Spéculer » signifie en latin « regarder plus loin ». Spéculer, ce n'est pas simplement parier sur la chute de telle ou telle monnaie, mais c'est prévoir l'évolution des changes, afin de gérer le mieux possible ses avoirs. Quoi de plus frustrant pour un responsable de trésorerie en devises que de se faire traiter de vil spéculateur, alors que, s'il n'intervenait pas, son patron pourrait l'accuser de mettre en péril les finances de l'entreprise !

Enfin, et surtout, la « spéculation » est le pendant naturel de l'ouverture des marchés financiers, voulue par les gouvernements de droite comme de gauche depuis le milieu des années 80. Aujourd'hui, les étrangers détiennent environ 710 milliards de francs de titres français, dont la moitié d'emprunts d'État. La confiance des étrangers (les non-résidents) dans le marché français permet une gestion moderne et souple de la trésorerie de l'État.

Les images choquantes du milliardaire George Soros nageant dans sa piscine sous les caméras de TF1, ni les propos d'Edouard Balladur affirmant que les grands mouvements de spéculation « menacent la prospérité d'un pays » ne doivent masquer la réalité. La spéculation a certes des excès, mais elle constitue un phénomène naturel dans une économie mondialisée de plus en plus ouverte. La plupart des pays étrangers en sont convaincus. Et le phénomène n'est pas incompatible avec la recherche d'alliances monétaires entre États membres d'une même communauté économique.

F. L.

Le Monde

PUBLICITÉ
FINANCIÈRERenseignements :
46-62-72-67

ÉCONOMIE

du premier ministre

La constance et les circonstances

par Erik Izraeliewicz

S'il est un reproche que nul ne peut adresser à Edouard Balladur, c'est bien celui de l'inconstance. « Il pleut » : tel était le seul commentaire, lapidaire, qu'il accordait à la presse en pleine crise monétaire, vendredi 30 juillet à Matignon. Effectivement, il pleuvait. « Il fait beau », a-t-il expliqué en substance, depuis la terrasse de son chalet, à Chamonix, jeudi sur France 2. Et le soleil éclairait réellement les sommets alpins.

Calmé et serein face aux difficultés, le premier ministre, en vacances à mi-temps, donne ainsi l'impression, rassurante, de maîtriser les événements. La crise du SME : il n'y en a point. Celle du SME : c'est la faute aux spéculateurs. L'explication est un peu courte. Mais elle permet à M. Balladur d'en conclure qu'il ne saurait, dans ces conditions, être question pour lui d'un quelconque changement de cap en matière économique et sociale.

Cherchant à dédramatiser la situation après l'explosion du SME et le flottement de l'euro, M. Balladur a centré son propos sur les vrais problèmes immédiats des Français : le chômage et les impôts. L'un et l'autre devraient amener leur dénouement d'ici 1994, a-t-il annoncé, poursuivant dans la veine qui lui a jusqu'à présent si bien réussi auprès de l'opinion publique : celle de la modestie et de la détermination. Le ton adopté pour la défense de la protection sociale ou celle de l'euro n'était pas sans rappeler parfois celui de François Mitterrand. C'est aussi à Pierre Bérégovoy que faisait penser le premier ministre lorsqu'il a dénoncé « les spéculateurs », seuls responsables ou presque, à ses yeux, de la crise du SME. Il ressemblait aussi à son prédécesseur à Matignon lorsqu'il a renouvelé sa volonté intangible de « maintenir la même politique économique » et de « lutter d'abord et avant tout contre l'inflation, la dépression, et les déficits publics ».

« La crise est due à un désir d'affaiblir le SME », celui des spéculateurs qui « disposent de moyens considérables... ». « Il faudra qu'on y mette bon ordre » en réformant le système monétaire international, « un devoir économique et moral » pour mettre « la prospérité des pays à l'abri des mouvements spéculatifs ». A son tour donc, Edouard Balladur s'en prend à la spéculation et invoque, à mots à peine couverts la thèse du complot anglo-saxon, déjà mise en avant lors des crises précédentes du SME. L'argument est vrai.

Du fait de leur philosophie et de leurs intérêts, les opérateurs anglosaxons ont toujours été opposés à une quelconque organisation des marchés, au SME donc. Cette dénonciation des seuls spéculateurs peut cependant surprendre de la part de l'ancien ministre de l'économie (lire l'encadré page 14). M. Balladur sait l'utilité de la spéculation dans le fonctionnement des marchés. Il fut l'un des dirigeants français à avoir le plus activement contribué à ouvrir l'économie française au grand large et à l'avoir ainsi exposée à la spéculation internationale. Il a aussi joué un rôle actif lorsqu'il s'est agi de faire appel aux investisseurs étrangers pour financer la dette de l'Etat. Après les avoir courtisés, il est difficile ensuite de les accuser de vouloir l'écroulement du SME.

Silence sur la responsabilité des Allemands

Le premier ministre a implicitement reconnu une autre raison à la crise monétaire : les dysfonctionnements du SME. Il a eu raison de rappeler que « c'est une erreur de vouloir bâtir une union monétaire quand les politiques économiques — des différents pays membres — sont aussi divergentes ». Mais il a passé sous silence, voire nié, les autres causes. Il a ainsi été extrêmement discret sur la responsabilité des Allemands. A aucun moment, il n'a dénoncé le comportement de la Bundesbank, ni la politique du gouvernement fédéral dans sa gestion de la réunification. Il est vrai que Paris et Bonn tentent une difficile réconciliation après la crise. Ce sera l'objet de la rencontre de M. Kohl et M. Balladur, le 26 août.

Mais surtout, Edouard Balladur a refusé de voir dans la situation sociale et politique intérieure l'une des raisons de la tempête, allant jusqu'à affirmer qu'il n'y avait pas de crise du franc. Il est pourtant évident que le niveau du chômage comme la constance de sa politique économique par certains de ses amis politiques ont aussi beaucoup contribué aux événements monétaires récents.

Ainsi analysée, la crise ne doit pas conduire à un changement de politique économique. Elle sera surmontée par une profonde réforme du système monétaire international, affirme le premier ministre. Remettre de l'ordre dans les marchés internationaux des capitaux est une excellente idée. Favorable à une « libération ordonnée et partagée », Edouard Balladur avait déjà avancé une telle perspective alors qu'il était aux

finances. Il l'avait développée dans nos colonnes (*Le Monde* du 20 janvier 1988). C'est une proposition à laquelle adhèrent pratiquement tous les principaux dirigeants français — dont François Mitterrand.

Mais c'est malheureusement un projet qui n'a aucune chance d'aboutir, du moins dans un horizon prévisible, car il ne trouve que peu d'échos favorables dans les autres grands pays industriels. Il reste la politique économique intérieure. « Je n'ai pas l'intention d'en faire une autre », a-t-il martelé en direction de ses amis politiques qui l'incitent aujourd'hui à utiliser plus activement les marges de manœuvre retrouvées après l'explosion du SME en redonnant quelque oxygène à l'économie française par une baisse rapide des taux d'intérêt à court terme. La lutte contre l'inflation — « quelle inflation ? », ne manquant pas de l'interroger ses amis, — et les déficits, reste sa priorité. « La baisse des taux d'intérêt sera donnée par surcroît », a-t-il expliqué. Il indique ainsi sa volonté de suivre les marchés financiers plutôt que de les brusquer.

A l'issue de son intervention télévisée, il se confirme que le premier ministre est en train d'annoncer, sans le dire, une inflation dans sa politique économique. Attachée à la « stabilité monétaire », il n'en a pas moins accepté pour la réalité des affaires une dévaluation momentanée du franc — de 3 % environ depuis une dizaine de jours. C'est un petit stimulant à l'exportation. Sur le plan budgétaire, l'emprunt Balladur avait déjà contribué à aggraver la dette publique. La baisse des impôts annoncée sera un nouvel assouplissement. La constance n'exclut pas l'art de « s'adapter aux circonstances ».

« Jean Glavany (PS) : « une grande démagogie ». — Jean Glavany, porte-parole du PS, a estimé, vendredi 13 août, sur RMC, que l'annonce par Edouard Balladur d'une prochaine baisse de l'impôt sur le revenu était « d'une grande démagogie ». « Tous les gouvernements du monde sont capables de dire qu'ils vont baisser les impôts », a souligné le député des Hauts-Pyrénées. « C'est toujours d'une grande démagogie, et c'est ce qu'il y a de plus facile à faire dans la vie politique ». Selon lui, le Premier ministre ne pourra pas, comme il l'a affirmé jeudi soir, maintenir les équilibres budgétaires et baisser les impôts sans « baisser encore plus la dépense budgétaire ».

Un silence propice aux rumeurs

M. Balladur veut bien écouter les avis des uns et des autres. Il n'entend pas, pour autant, se laisser influencer. Quel que soit le cours des choses, il ne modifiera pas la ligne qu'il a fixée lorsque le choix des électeurs, et le président de la République, l'ont installé à l'hôtel Matignon. Ce qui est vrai pour la politique économique l'est également pour la politique tout court : il avait dit qu'il ne souhaitait pas que la campagne de la présidentielle s'ouvre avant les derniers jours de 1994 ; il maintient cette volonté. Envers et contre tout. Tant pis pour Jacques Chirac, auquel le premier ministre omet de reconnaître publiquement la qualité de candidat « naturel » du RPR à l'Elysée.

Appliquer la consigne

Certes, le chef du gouvernement peut fort légitimement arguer qu'il ne peut qu'appliquer scrupuleusement la consigne donnée à ses ministres au lendemain même de leur nomination : interdiction de parler de ce à quoi ils ne font que penser, la reconnaissance de la présidence de la République par la droite. Pourtant un mot, même allusif, aurait été pour Edouard Balladur la meilleure manière de mettre fin aux spéculations et aux rumeurs, dont il fait mine de s'amuser, qui prêtent au président de son parti des sentiments inamicaux à son endroit.

Le silence paraît ainsi être la ligne politique du premier ministre. Car, pour les élections européennes, M. Balladur a aussi continué à entretenir l'ambiguïté : je ne tiens pas à conduire la liste unique de la majorité, que je souhaite, mais... Pour éviter ce « sacrifice », il a toutefois sa petite idée : il a trouvé la personnalité (curieux lapsus, il a dit qu'elle appartenait à l'opposition) qui pourrait mieux lui mener cette liste. Mais il a refusé de donner son nom et même de préciser si elle appartenait au RPR ou à l'UDF. Décidément, M. Balladur paraît prendre un malin plaisir à laisser courir les rumeurs.

Th. B.

La fatalité et les acquis

par Alain Lebaube

Attendre le premier ministre, proche des cines, au propre comme au figuré, quand il feint de ne rien attendre, c'est une erreur. Il n'y aurait qu'une alternative à la politique actuelle de lutte contre le chômage, et aucune autre. Surtout, n'en pas parler, puisque, « au fond », on n'y peut rien. Philippe Séguin, et quelques autres avec lui, doivent être surpris — le mot est faible — de bénéficier d'aussi peu d'écoute...

Certes, la situation « inquiète » Edouard Balladur, mais, personnellement, après quatre mois d'exercice du pouvoir, il ne la ressent pas « comme un échec », selon cette logique sélective. Après tout, les dangers qui menacent sur le front de l'emploi proviennent « de décisions prises antérieurement » par les entreprises et, on le notera au passage, même pas de choix qui seraient imputables aux précédents socialistes. Avec des accents similaires à ceux de Michel Rocard, il invoque d'ailleurs une « curiosité malheureuse » qui conduirait la France à produire moins d'emplois que d'autres pays avec une activité économique donnée.

Dès lors, tout ce qui se passe serait tristement conforme aux prévisions et M. Balladur n'aurait jamais caché la vérité aux Français. L'aggravation actuelle était inscrite dans les faits. Au mieux, 1994 permettrait une stabilisation et peut-être ensuite une « décade ». L'amélioration, elle, interviendrait dans les prochaines années. Il ne faut pas attendre des merveilles de l'action entreprise, quand bien même celle-ci « sera efficace, j'en suis certain », a tranquillement assuré le premier ministre.

Les notes discordantes ayant été évacuées par un silenceux mépris, raison de plus pour redire, depuis Chamonix, plaine entourée de versants raides, selon Paul Amar, qu'il n'y aurait « pas de changement de politique », ni recours à l'inflation, ni facilités dues au déficit budgétaire. Après les menues attentes par l'opinion, qui les comprend, et qui concernaient les retraites, la protection sociale « dans son ensemble », puis la Sécurité sociale — « et qui suffiront » —, le travail gouvernemental se poursuit autour de « deux grandes affaires » : la préparation du budget et la future loi quinquennale sur l'emploi. Question de calendrier, tout simplement.

On aura donc appris que les ministres se retrouveront le 23 août

pour donner un deuxième départ à l'action du gouvernement et qu'une conférence de presse se tiendra le lendemain pour présenter les grandes orientations de cette nouvelle phase, valable pour les mois qui viennent. Ce qui n'était jamais que la confirmation, précisée, d'un programme annoncé. Comme à son arrivée en l'hôtel Matignon, le premier ministre recevra donc en conséquence toutes les organisations syndicales, le 6 septembre, pour leur soumettre le projet de loi et prendre le plus grand compte de leurs avis.

L'indexation du SMIC

Pour le reste, peu de choses auront finalement percé de cet oraculaire savoyard. Ou, plutôt, on aura pu observer une manière qui consiste à refuser la résignation sans annoncer la méthode. Mais tout en se montrant préoccupé du sort, cette fois nommé, des « marginaux » et des « délaissés », qu'on ne peut pas laisser ainsi « des années et des années ».

C'est sans doute pour cette raison que, fermement, M. Balladur s'est engagé à ne pas prendre « la responsabilité » de détruire la protection sociale, à laquelle tient tant le président de la République quand il parle d'acquis, ou de porter atteinte à la protection sociale des plus démunis à un moment où ceux-ci en ont particulièrement besoin. Comme si des frontières ou des tabous ne devaient pas être franchis « sous prétexte » de crise qui pourrait entraîner trop loin... Mais ce qui lui a également permis d'éviter de reprendre publiquement à son compte la proposition du rapport Météo (*Le Monde* du 5 août) selon laquelle le SMIC ne devrait plus être indexé sur les salaires mais sur les prix. Une astuce technique qui, sans modifier l'affichage social, permettrait, comme dans le cas du calcul des retraites, d'abaisser mécaniquement le coût sans vraiment se renier.

Si, depuis 1968, date de sa substitution au SMIG (salaire minimum interprofessionnel garanti), le SMIC (salaire minimum interprofessionnel de croissance) avait été établi avec cette règle, il s'élèverait aujourd'hui à 2 500 francs mensuels. On comprend que, en Savoie, M. Balladur ait été aussi taisant sur le sujet.

Les conséquences de la faillite du voyageur Camino

La « galère » de seize touristes français aux Etats-Unis

Un brin d'excitation les habite, ces seize passagers qui enregistrent leurs bagages, le 23 juillet, à 13 h 20, dans l'aérogare d'Orly-Sud, pour le vol de Delta Airlines à destination de Salt-Lake-City (Utah), aux Etats-Unis. Il y a là des vieux routiers, des enseignants et des retraités ; le plus jeune a dix-neuf ans et le plus âgé, quatre-vingt-deux. Beaucoup d'entre eux ont déjà bourlingué à leur entière satisfaction sous les couleurs du voyageur Camino, qui organise leur circuit de 5 700 kilomètres de Salt-Lake-City à Salt-Lake-City via Denver, Durango et Santa-Fe, à travers les beaux parcs naturels du Wyoming et de l'Arizona. A eux les grands espaces pour 20 960 francs !

L'avion se pose sans encombre sur l'aéroport de la capitale de l'Utah, et le groupe se rassemble dans l'hôtel Little America avec son accompagnateur, Pierre, pour la rituelle attribution de la clé des chambres. L'attente est longue, mais les voyageurs leur ont appris la patience : nos touristes ne s'en émeuvent donc pas jusqu'à ce que Pierre revienne, blême, du comptoir : l'agence Camino a déposé son bilan à 16 h 30, heure de Paris (*le Monde* du 27 juillet) ; l'hôtel donnera une clé à ceux qui paieront leur chambre. Survient un groupe de la même agence, qui achève le tour que commencent nos héros : « Voilà trois jours que nous payons de notre poche toutes les prestations auxquelles nous avions droit », racontent-ils. Ce qui convainc les arrivants de

donner une empreinte de leur carte de crédit pour ne pas se retrouver à la rue.

Pendant la nuit, le guide entre en contact téléphonique — le premier d'une innombrable série, — à Paris, avec Camino qui l'emploie et avec l'agence Carcort-Tourmond qui est chargée d'assurer la bonne fin des voyages en cours par l'Association professionnelle de voyage (APS), garantissant les engagements de l'agence déconfitée. La mécanique, qui va permettre à 1 400 clients d'effectuer malgré tout le « voyage en rêve majeur » vendu par le voyageur, se met en place : Carcort promet de payer les hôtels, les restaurants, les cars, les visites — après accord préalable, — en créditant immédiatement les comptes des fournisseurs, voire le compte personnel de l'accompagnateur qui paiera avec sa Carte bleue !

Pannes à répétition

Ce système D semble tourner vaillamment. Les sebes se trouvent dans l'obligation de payer leur petit déjeuner, allez savoir pourquoi, mais pas leur chambre : ils patientent des heures pour le tour de ville qu'ils n'effectuèrent pas, mais un car finit par arriver et le circuit commence : Jackson Hole, Grand Teton, le parc de Yellowstone, Cody... Pendant trois jours, les voyageurs peuvent se consacrer à la découverte de cette spectaculaire et photogénique Amérique.

Quelque part entre Rapid-City et Cheyenne, le car s'immobilise faute de carburant et le tour bascule dans l'aventure sursalissante. Cette première panne dure six bonnes heures parce que le chauffeur n'arrive pas à ramerorner la pompe du moteur Diesel et que le dépanneur se perd en cherchant le car. Lorsque le véhicule redémarre et s'arrête à 23 heures à la première station-service pour faire le plein, le chauffeur annonce qu'il a épuisé son temps réglementaire de conduite et qu'il ne va pas plus loin et, en tout cas, pas à l'hôtel réservé à 300 kilomètres. Pierre trouve un motel qu'il aurait adoré Hitchcock pour tourner *Psychose*. A partir de ce jour, le groupe consacrera son temps à gagner l'hébergement prévu pour la nuit, mais au prix d'heures d'attentes fastidieuses et sans réaliser toutes les visites prévues.

Le lendemain, le chauffeur, qui distingue mal les feux rouges au point d'en brûler plusieurs à Denver, menace d'abandonner ses clients sur le bord de la route si Pierre persiste à vouloir appeler les patrons de son entreprise de car pour leur dire qu'ils sont tombés en panne d'essence, faute professionnelle s'il en est. Le car tombe en panne, la défection du ventilateur du turbo provoquant une surchauffe sur les routes de montagne. L'accompagnateur demande un nouveau car et un nouveau chauffeur. La société de car promet un nouveau chauffeur, mais une simple réparation du véhicule.

Au petit matin et au bout d'une demi-heure de route, c'est derechef la panne. Le transporteur propriétaire du car défectueux leur loue un véhicule de remplacement qui réalise l'étape, mais en nocturne. Un autre car est convoqué durant la nuit depuis le Montana par une équipe de deux chauffeurs qui se débrouillent pour casser le pare-brise. Problèmes à l'hôtel Holiday Inn de Durango, le temps que le directeur comprenne que la carte de Pierre lui assure le paiement des chambres. Oh, les heures de négociations pour pouvoir dormir et manger !

Désenvoûter le car

Le lendemain, nouvelle panne et, à Taos — où ils ne mangent que des sandwiches en raison d'une panne de gaz régionale, — Pierre est trop heureux de pouvoir louer une épave maintenue en vie par du chatterton et des sandows. La suspension pneumatique rend d'ailleurs l'âme le long du Rio Grande. Informé de la série de calamités endurées par les voyageurs, le chauffeur du jour juge qu'ils sont envoutés et décide une séance de sorcellerie thérapeutique à laquelle le prédestiné son arbre généalogique plein de conquistadors. Il exhibe une médaille miraculeuse venue des caravelles de l'ancien temps, persuade ses clients de se donner la main autour du bus malade et entonne un hymne à San Francisco. Deux autobus de secours prennent le relais ; l'un d'eux —

celui qui conduit le chauffeur-sorcier — défile à son tour. Nos braves ne pensent plus qu'à faire des provisions dans les magasins d'alimentation pour rompre, par un yaourt ou un fruit frais, la monotonie des « Bagdad Café » auxquels ils sont voués.

Sit-in dans le hall

Le 3 août, jour de la liquidation de Camino, à Paris, le premier car a rejoint Santa-Fe avec un sympathique chauffeur d'origine espagnole. Il a été contrôlé dans la journée par la police et interdit provisoirement de route : les pneus sont lisses et le pare-brise est définitivement brisé. Direction le garage pour un scanner. Quatrième car de location pour la journée.

A Chinle, en plein pays navajo, retour du car d'origine, qui ne fera plus. En revanche, les de ne plus être payé par l'agence Camino depuis trois ou quatre groupes, l'odieux patron du Ramada Inn de Moab (Utah) téléphone à ses collègues de la ville pour les dissuader d'accueillir le groupe épuisé, qui finit par trouver un havre. Le retour tant espéré à l'hôtel de Salt-Lake-City tourne à la révolte, la direction hésitant à les accueillir. Les seize victimes décident de s'asseoir à même le sol, dans le hall de l'établissement, jusqu'à ce qu'un lit leur soit assuré. Leur hôte finit par les accepter.

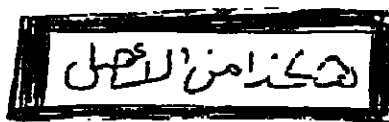
Ils ne visiteront pas la ville sainte des Mormons. Ils n'achèteront

aucun souvenir. Ils prendront leur avion, le 6 août, pressés de retrouver normalité et fraternité de ce côté-ci de l'Atlantique. Et pour se constituer en collectif de défense afin d'obtenir réparation des heures passées sur le bord des routes, des visites prolongées dans les stations-service, des hébergements dans deux hôtels de petite catégorie et des repas dans les McDo et les Pizza Huts.

Ils ont retenu quelques leçons qui ne valent peut-être pas le prix payé, mais qui ne sont pas sans valeur. Au pays du « welcome », on est le bienvenu si l'on a de l'argent ou du répondant. Sinon, on n'y est pas grand-chose et, quoique ayant payé plus de 20 000 francs son voyage, on est traité comme un va-nu-pieds. Hors des normes et des procédures point de salut en Amérique.

Deuxième enseignement : ce sont les petits et les pauvres de ce pays, les chauffeurs routiers, les conducteurs, les postistes, qui sont les plus compasants aux malheurs de l'étranger. Troisième, et à rebours de ce que prétend dans un communiqué l'APS, qui a fait ce qu'elle pouvait, tout n'est pas « resté conforme aux souhaits et aux rêves » des voyageurs grâce à ses bons offices, et, si l'accompagnateur n'avait pas été compétent et omniprésent, le voyage aurait tourné au cauchemar. Heureux qui s'adresse à un voyageur solide et sans reproche !

ALAIN FAUJAS



ÉCONOMIE

+ 8,4 % de hausse en trois semaines

La Bourse de Paris saisie par la fièvre anglo-saxonne

Record d'activité, nouveaux sommets historiques : en l'espace de trois semaines, la Bourse de Paris s'est enflammée, profitant des turbulences monétaires. A l'origine de cet engouement, les investisseurs britanniques et américains qui, forts de leur expérience sur leurs marchés respectifs, misent sur les effets bénéfiques d'une détente monétaire et sur les bienfaits d'une sortie de la récession.

La surprise a été totale. Aux premiers jours de l'été, les boursiers s'attendaient à traverser une période estivale calme. Personne ne voyait la place sombrer dans la léthargie et encore moins s'enflammer. « Les chasses sérieuses commenceront à la rentrée », entendait-on dans les salles de bourse. Et de citer pêle-mêle, pour septembre, les privatisations, la publication des résultats semestriels des entreprises que tout le monde s'accorde déjà à qualifier de « mauvais », voire « décevants », confirmant l'ampleur de la récession, sans oublier les risques de tensions sociales si le chômage augmente.

L'évolution du franc demeurait au centre des discussions, car de sa tenue dépend une baisse des taux indispensable pour relancer l'activité. Aucun gourou n'avait cependant prévu la tourmente monétaire des derniers jours de juillet, pas plus que son impact stimulant pour le marché des actions. En l'espace de trois semaines, l'indice CAC 40, qui mesure l'évolution de la Bourse à partir d'un échantillon constitué des quarante plus importantes sociétés françaises cotées, a progressé de 8,4 %, soit autant qu'en sept mois. De plus, cet indice a franchi de nouveaux sommets, dépassant enfin son « plus haut historique » d'avril 1990. Le tout sur des marchés extrêmement actifs où les volumes ont atteint des niveaux records. Preuve, selon un gestionnaire, qu'une lame de fond porte ce mouvement.

Les Français en retard

Les Anglo-Saxons sont pour l'essentiel à l'origine de cette déferlante. Les mêmes investisseurs que les tempêtes monétaires de septembre et décembre 1992 avaient poussés à quitter massivement la place française, entraînant une

chute des cours, ont profité d'une nouvelle turbulence pour revenir. A ne rien y comprendre, sauf à admettre qu'entre-temps leurs raisonnements ont changé.

Les boursiers britanniques n'ont guère à se plaindre de la sortie de la livre du SME. Depuis cette rupture en septembre 1992, les valeurs ont gagné plus de 30 %, et de nouveaux records sont régulièrement affichés. Une manière pour eux de justifier la « dévaluation compétitive » et d'anticiper une reprise en passe d'être confirmée un jour. La détente des taux d'intérêt participe largement à ce mouvement.

Aux Etats-Unis, depuis trois ans, Wall Street ne cesse de monter. Paradoxalement, durant cette période, sa progression annuelle la plus forte a été enregistrée en 1991 (20,5 %), en pleine récession. Convaincus que l'économie américaine avait alors touché le fond, les investisseurs ont acheté des titres, misant sur les effets bénéfiques pour les entreprises des assouplissements monétaires concomitants. Ces auditions ont commencé aujourd'hui à apparaître dans certains secteurs industriels.

Pour les Britanniques et les Américains, ces différentes conditions qui ont relancé leurs marchés respectifs sont réunies en France. La Bourse de Paris est devenue pour eux un véritable centre d'essai permettant de vérifier leurs expériences précédentes et d'engranger en cas de succès des profits. Restait à trouver le moment opportun. Ce fut à la fin du mois de juillet, dès les premières nouvelles du franc. C'est peu dire leur satisfaction quand les marges de fluctuation dans le SME ont été élargies le 2 août, permettant d'envisager une baisse des taux. Reste à prouver qu'une relance de l'activité grâce à de l'argent moins cher sortira de la récession les entreprises.

Déroutés puis fascinés par l'ampleur du mouvement, les gestionnaires français ont réagi avec retard. « Ça faisait tellement longtemps qu'on espérait un tel changement. Un peu comme dans l'histoire de la chèvre de M. Seguin. A force de crier à la reprise, on n'y a pas cru... »

Les gérants n'entendent pas pour

autant rester sur le côté « à regarder passer la hausse ». Et les voilà qui achètent. Pourtant, tous avouent que le niveau atteint par les actions, au vu de leurs résultats 1993, est très élevé. Le PER (prix encaissant ratio), c'est-à-dire le rapport du cours sur le bénéfice par action, oscille entre 22 et 24 selon les calculs, alors qu'il oscille généralement entre 12 et 18.

« Potentiel de hausse »

« Techniquement, au vu des estimations, le marché est suracheté, reconnaît un gérant, mais ce n'est pas grave. » Plus question de se limiter à cette année éphémère, la Bourse est là pour anticiper les mois à venir et espérer le départ d'un nouveau cycle. Si l'activité reprend, la remontée des résultats sera d'autant plus importante que les entreprises se sont restructurées. Au vu des premières estimations, les PER 1994 et 1995 sont aux alentours de 18 et 15, ce qui rend le niveau actuel des cours certes élevé, mais pas démesurément haut.

« Il reste un potentiel de hausse », affirment nombre d'analystes, et chacun de parier sur la durée du mouvement. Quelques jours, plusieurs semaines, des mois ? Le retour récent, encore modeste, des acheteurs japonais sur un marché parisien qu'ils avaient fui depuis plusieurs années est perçu comme un signe d'encouragement. Seule ombre au tableau, « le consensus général », car l'unanimité précède généralement une inversion de tendance et augmente le risque de « commettre des excès ». S'ils ont raté l'arrivée des investisseurs étrangers, les boursiers français n'entendent pas se faire surprendre par leur départ. Car de l'ampleur de leur désengagement dépend bien souvent celui du reflux. Pas tout de suite, espèrent les analystes pour qui, après des mois de faibles activités, c'est « tellement agréable d'être sous les feux des projecteurs ».

DOMINIQUE GALLOIS

En dépit des interventions de la Banque du Japon

Le yen progresse très fortement sur les marchés des changes

Depuis plusieurs séances, le yen vole de record en record. Vendredi 13 août, le cours de la monnaie japonaise atteignait un nouveau sommet historique face au dollar, la monnaie américaine s'échangeant à moins de 102 yens, pour clore à 102,40, un cours jamais observé depuis 1945. A Paris, 100 yens valaient 5,83 francs, contre 5 francs environ fin mai, et 4,40 francs au début de l'année.

La progression du yen s'est accélérée depuis l'annonce, mercredi, d'une nouvelle augmentation de

l'excédent commercial en juillet. La Banque centrale du Japon tente de contenir cette hausse, qui risque de pénaliser les exportations de l'archipel au moment où la conjoncture économique est morose. Ses interventions sur le marché des changes n'ont cependant pas, jusqu'à présent, réussi à freiner l'ascension de la monnaie japonaise. Jeudi, le nouveau premier ministre, Morihiro Hosokawa, a déclaré qu'une action concertée des principaux pays industriels pourrait être nécessaire.

TRANSPORTS

Pour tourner l'opposition de Pékin

Air Charter, filiale d'Air France desservira Taïwan à partir du 12 septembre

de notre correspondant

La France et Taïwan ont signé, mardi 10 août, à Taïpeï, un accord non officiel en vue d'ouvrir des liaisons aériennes entre Paris et Taïpeï, malgré l'absence de relations diplomatiques entre les deux pays. L'accord a été conclu, par Air Charter, filiale d'Air France, et par l'Association des lignes aériennes de Taïpeï, dont le président est, au même temps, le patron de China Airlines, la compagnie d'Etat. L'utilisation des filiales, déjà employée par l'Allemagne et la

Grande-Bretagne notamment pour desservir Taïpeï, permet de tourner l'opposition de la Chine populaire à la venue dans l'île d'avions arborant le pavillon d'une compagnie d'Etat desservant Pékin. Encore qu'il existe des exceptions à la règle, les Etats-Unis et plusieurs pays du Sud-Est asiatique comme la Thaïlande notamment. L'ouverture de liaisons aériennes directes entre Paris et Taïpeï avait fait l'objet de consultations entre Paris et Pékin.

Air Charter inaugurera son vol cargo bihebdomadaire Paris-Taïpeï, le 12 septembre, et un vol de passagers, le 5 novembre. Il est prévu que ce vol soit prolongé vers Nouméa, afin de promouvoir la Nouvelle-Calédonie comme une destination touristique sur le marché taïwanais. En sens inverse, le ministère taïwanais des transports doit encore décider à laquelle des compagnies de l'île sera attribuée la liaison avec Paris : China Airlines (hypothèse à laquelle Pékin s'opposerait), sa filiale Mandarin Airlines, ou la compagnie privée Eva Airways.

F. D.

La justice approuve le plan de restructuration de TWA. — Après dix-huit mois passés sous la protection de la loi sur les faillites, la compagnie Trans World Airlines (TWA) a vu son plan de restructuration approuvé le 11 août par la justice américaine, ce qui devrait lui permettre de ne plus avoir à respecter le chapitre 11 sur les faillites au cours des prochaines semaines. Ce plan, qui élimine 5,2 milliards de dollars de dettes, prévoit le rachat de TWA par ses employés et ses créanciers. Le feu vert du juge du tribunal des faillites donne une nouvelle chance à TWA, alors que de nombreux analystes américains prévoyaient pour la compagnie aérienne une fin identique à celle de PanAm et d'Eastern liquidées pour satisfaire les demandes des créanciers.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lacroix, gérant
directeur de la publication
Bernard Lacroix
directeur de la rédaction
Jacques Guille
directeur de la gestion
Maurice Lacroix
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoint au directeur de la rédaction)
Thierry Fournier
Bernard Lacroix
Jacques-François Simon

Directeur général
(des relations internationales)
Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1989)
Jacques Fournier (1989-1992)
André Lacroix (1992-1993)
André Fontaine (1993-1994)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-00-25-26
Télécopieur : 40-00-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEAU-MÉRY
94006 VILLEJUIF-SEINE-CEDEX
Tél. : (1) 40-00-25-25
Télécopieur : 40-00-30-10



MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 13 août ↓ Prudence

Les propos du premier ministre ayant quelque peu déçu les milieux financiers, la Bourse de Paris se replait caennement vendredi, sous le poids des prises de bénéfices.

En recul de 1 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure et demie plus tard une perte de 1,11 %. En début d'après-midi, le recul n'était plus que de 0,75 % à 2 125 points. Le volume des échanges restait élevé, avec un montant de 830 millions pour le marché à règlement mensuel. Lors de son interview télévisée jeudi soir, Edouard Balladur a confirmé qu'il n'avait pas l'intention de changer de politique. De plus, il s'en est pris aux spéculateurs.

Pour les analystes, le gouvernement ne se presse donc pas pour baisser les taux d'intérêt, « notamment sous la contrainte des marchés ». Ce sentiment provoquait un

affaiblissement du franc français vendredi matin et un net recul du MATIF. Les actions suivaient le même chemin, subissant d'importantes prises de bénéfices à la veille d'un long week-end, le 16 août étant chômé sur les marchés parisiens.

Pour les opérateurs, le mouvement de fond n'est toutefois pas remis en cause car la dégradation de la situation économique (montée constante du chômage, panne de la consommation...) conduira à une baisse significative des taux avant la fin de l'année. Ils s'attendent à des taux à 4-5 %.

L'annonce d'une réforme du barème des impôts ne suscite pas de réactions particulières, les analystes soulignant que les effets de cette modification ne se feront sentir qu'en 1995.

NEW-YORK, 12 août ↓ Légère baisse

Après une hausse initiale, Wall Street a cédé du terrain sous la pression de prises de bénéfices. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a perdu 14,26 points (0,4 %) à 3 568,08 points. L'activité a été très soutenue avec quelque 278 millions de titres échangés. Les valeurs en hausse ont été moins nombreuses que celles en baisse : 842 contre 1 076, alors que 700 actions sont restées inchangées.

La Bourse new-yorkaise a bénéficié en début de séance d'une baisse des taux d'intérêt sur le marché obligataire, après la publication d'une diminution de l'indice des prix de gros et d'une faible hausse des ventes de détail en juillet. Les indicateurs, confirmant une inflation matrilie et une reprise économique américaine, ont entraîné une chute des prix de l'or, valeur refuge par excellence. Dans le sillage de la baisse du métal jaune, les actions du secteur minier se sont dégradées. Les titres des sociétés de haute technologie, qui ont particulièrement progressé ces derniers temps, se sont également repliés.

LONDRES, 12 août = Consolidation

Les valeurs ont été freinées dans leur progression, suite à la publication, jeudi 12 août, de chiffres décevants sur le chômage et la production industrielle britannique. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en hausse de 0,1 % à 3 009,1 points, alors qu'il avait atteint un nouveau record absolu de 3 022,4 points dans la matinée.

Le chômage a augmenté d'environ 200 personnes en juillet après cinq mois consécutifs de baisse, alors que les analystes attendaient une baisse de 5 000 emplois. La production industrielle hors énergie a baissé de 2,1 % en juin par rapport à mai, alors que les analystes attendaient une baisse de seulement 0,8 %.

Les titres liés à la consommation ont continué de bénéficier des espoirs de

baisse des taux d'intérêt. Le secteur bancaire était également en hausse. Standard Chartered a gagné 51 pence à 849, en raison du quasi-réglement de son bénéfice semestriel, et de la disparition des craintes d'augmentation de son capital.

VALEURS	Cours du 11 août	Cours du 12 août
Adelphi	22 1/2	22 1/8
ATI	83 1/4	82 1/2
Bell	38	37 3/8
Chemical Bank	24 3/4	24 1/4
De Post de Hongrie	47 1/8	46 3/4
Environ	81 1/4	80 1/8
Environ	84 3/8	84 1/2
Ford	62 3/4	62 3/8
General Electric	88 3/4	88 1/8
General Motors	48 1/2	48 1/4
Goldcorp	41	40 3/4
IBM	42 3/8	41 3/4
ITT	51 1/2	51
Mobil Oil	73 7/8	73 1/4
Pfizer	58 5/8	57 7/8
Schering	61 7/8	62 1/4
Tesco	62 1/4	62
UAL Corp. en Angleterre	143 1/2	144 1/2
Union Carbide	18 1/8	18 1/4
United Tech.	59	58 1/2
Westinghouse	15 3/4	15 1/2
Yama Corp.	74 1/4	73 7/8

TOKYO, 13 août ↓ Repli minime

La Bourse de Tokyo a clôturé en repli vendredi 13 août, le Nikkei admettant un recul de 0,1 %, à 20 745,17 points après un gain de 32,71 points la veille, les investisseurs craignant que l'appréciation du yen ne pénalise les sociétés japonaises fortement exportatrices. Le volume d'échanges a diminué à environ 480 millions d'actions contre 505,3 millions à la séance précédente.

Les investisseurs attendent d'éventuelles mesures du premier ministre Hirohito pour enrayer la poussée du yen. La fermeté de la devise japonaise, qui laisse espérer une prochaine baisse des taux, a incité de nombreux investisseurs étrangers à se porter acheteurs.

« La cote a progressé pendant quatre séances consécutives, et le sentiment demeure haussier malgré le recul d'aujourd'hui », estimait un intervenant. Sur le marché des changes, le dollar a continué de se déprécier clôturant à 102,40 yens.

VALEURS	Cours du 12 août	Cours du 13 août
Aijinomoto	1 390	1 380
Banque	1 300	1 310
Coca	1 360	1 370
Fuji Bank	2 520	2 480
Honda Motor	2 770	2 730
Hitachi	1 370	1 370
Mitsubishi Heavy	708	713
Sany Corp.	4 370	4 380
Toshiba Motors	1 610	1 600

CHANGES

Dollar : 6,025 F ↑

Vendredi 13 août au matin, à Paris, le dollar se raffermait légèrement à 6,025 francs contre 6,02450 francs la veille au cours indicatif de la Banque de France. L'inverse, le billet vert poursuivait sa baisse vendredi 13 août sur le marché des changes de Tokyo en clôturant à un nouveau plancher de 102,40 yens, en recul de 0,97 yen par rapport à la clôture de jeudi.

FRANCEFORT 12 août 13 août
Dollar (en DM) 1,740 1,733
Tokyo 12 août 13 août
Dollar (en yen) 183,37 182,40

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (13 août) 9 1/4 - 9 3/8 %
New-York (12 août) 2 13/16 %

BOURSES

(SBF, base 100 : 31-12-81)
Indice général CAC 584,4 589,7
(SBF, base 1000 : 31-12-87)
Indice CAC 40 2167,39 2161,87

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industrielles 3 583,35 3 569,09
11 août 12 août

LONDRES (indice Financial Times)

100 valeurs 3 006,19 3 009,10
30 valeurs 2 379,10 2 369,20
Mines d'or 277,40 281,10
Fonds d'Etat 101,53 101,71

FRANCEFORT

11 août 12 août
Dax 1 865,90 1 904

TOKYO

12 août 13 août
Nikkei Dow Jones 20 745,17 20 745,17
Indice général 1 686,18 1 663,08

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demande	Offre	Demande	Offre
\$ E-U	6,020	6,045	6,165	6,125
Yen (100)	6,020	6,045	6,165	6,125
DM	6,114	6,169	6,169	6,169
Deutsche Mark	3,520	3,510	3,510	3,548
Franc suisse	3,509	3,517	3,517	4,011
Lire italienne (1000)	3,726	3,727	3,714	3,716
Lire sterling	8,854	8,851	8,909	8,919
Peseta (100)	4,270	4,251	4,200	4,232

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demande	Offre	Demande	Offre	Demande	Offre
\$ E-U	3	3 1/8	3 1/8	3 1/4	3 5/16	3 7/16
Yen (100)	3 1/16	3 3/16	3 1/16	3 1/8	2 7/8	3
Deutsche Mark	8 7/16	8 9/16	8 7/16	8 1/2	6 13/16	7 1/16
Franc suisse	6 5/8	6 3/4	6 7/16	6 9/16	6 3/16	6 7/16
Lire italienne (1000)	4 11/16	4 13/16	4 9/16	4 11/16	4 1/2	4 5/8
Lire sterling	9 1/2	9 3/4	9 1/8	9 3/8	8 3/4	9
Peseta (100)	5 7/8	6	5 3/4	5 7/8	5 5/8	5 3/4
Franc français	10 1/2	11 1/2	10 5/16	11 5/16	9 3/4	10 1/2
Franc français	9 1/8	9 5/8	8	8 7/16	6 13/16	7 5/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 13 AOUT

Liquidation : 24 août
Taux de report : 12,00

Cours relevés à 13 h 30
CAC 40 : -0,61 % (2148,61)

Réglement mensuel														
(1)	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	% + -										
Quotides (1)					VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	% + -	Quotides (1)					
5	EDF-GDF 75...	5500	—	—	Danant	4110	4150	+0,97	10	Hochtit	585	571	-1,42	
10	B.N.P. (T.P.)	1095	1095	—	10	Dassault-Aéronaut.	668	678	+1,52	15	I.B.M. (I.)	257	255	-0,77
15	Cr. Lyonnais (T.P.)	1045	1045	—	20	Dassault-Géol.	322	328	+1,88	20	L.C.I.	82	80,90	-1,37
20	Alphab. (T.P.)	2127	2128	-0,05	25	De Beers (I.)	1734	1738	+0,23	25	Leclercq	551	551	—
25	Alphab. (T.P.)	1052	1100	+4,55	30	Degussa	507	508	+0,20	30	Leclercq	551	551	—
30	Saint-Gobain (T.P.)	985	991	+0,61	35	Dev. J.N. de Cal.	38,50	38,40	-0,26	35	Maschinen	73,95	80	+7,40
35	Accor 1	951	964	+1,40	40	Dev. R. Sud-Est	80	83	—	40	McDonald's I.	219,50	215	-1,82
40	Accor 2	951	964	+1,40	45	DYN (Dallier Ind.)	308	313,50	+1,79	45	Mercator	180,10	179,50	-0,33
45	Accor 3	951	964	+1,40	50	DYN (Dallier Ind.)	308	313,50	+1,79	50	Mercator	180,10	179,50	-0,33
50	Accor 4	951	964	+1,40	55	DYN (Dallier Ind.)	308	313,50	+1,79	55	Mercator	180,10	179,50	-0,33
55	Accor 5	951	964	+1,40	60	DYN (Dallier Ind.)	308	313,50	+1,79	60	Mercator	180,10	179,50	-0,33
60	Accor 6	951	964	+1,40	65	DYN (Dallier Ind.)	308	313,50	+1,79	65	Mercator	180,10	179,50	-0,33
65	Accor 7	951	964	+1,40	70	DYN (Dallier Ind.)	308	313,50	+1,79	70	Mercator	180,10	179,50	-0,33
70	Accor 8	951	964	+1,40	75	DYN (Dallier Ind.)	308	313,50	+1,79	75	Mercator	180,10	179,50	-0,33
75	Accor 9	951	964	+1,40	80	DYN (Dallier Ind.)	308	313,50	+1,79	80	Mercator	180,10	179,50	-0,33
80	Accor 10	951	964	+1,40	85	DYN (Dallier Ind.)	308	313,50	+1,79	85	Mercator	180,10	179,50	-0,33
85	Accor 11	951	964	+1,40	90	DYN (Dallier Ind.)	308	313,50	+1,79	90	Mercator	180,10	179,50	-0,33
90	Accor 12	951	964	+1,40	95	DYN (Dallier Ind.)	308	313,50	+1,79	95	Mercator	180,10	179,50	-0,33
95	Accor 13	951	964	+1,40	100	DYN (Dallier Ind.)	308	313,50	+1,79	100	Mercator	180,10	179,50	-0,33
100	Accor 14	951	964	+1,40	105	DYN (Dallier Ind.)	308	313,50	+1,79	105	Mercator	180,10	179,50	-0,33
105	Accor 15	951	964	+1,40	110	DYN (Dallier Ind.)	308	313,50	+1,79	110	Mercator	180,10	179,50	-0,33
110	Accor 16	951	964	+1,40	115	DYN (Dallier Ind.)	308	313,50	+1,79	115	Mercator	180,10	179,50	-0,33
115	Accor 17	951	964	+1,40	120	DYN (Dallier Ind.)	308	313,50	+1,79	120	Mercator	180,10	179,50	-0,33
120	Accor 18	951	964	+1,40	125	DYN (Dallier Ind.)	308	313,50	+1,79	125	Mercator	180,10	179,50	-0,33
125	Accor 19	951	964	+1,40	130	DYN (Dallier Ind.)	308	313,50	+1,79	130	Mercator	180,10	179,50	-0,33
130	Accor 20	951	964	+1,40	135	DYN (Dallier Ind.)	308	313,50	+1,79	135	Mercator	180,10	179,50	-0,33
135	Accor 21	951	964	+1,40	140	DYN (Dallier Ind.)	308	313,50	+1,79	140	Mercator	180,10	179,50	-0,33
140	Accor 22													

Comptant (sélection)

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
	% du max.	% du coupon		Cours prior.	Dernier cours		Cours prior.	Dernier cours		Cours prior.	Dernier cours
Obligations											
Emis. 10/15/97	10,148	—	Est. Marq. Paris	3800	3800	Étrangères					
CNA 9% 4/92 CB	—	2,438	Edwards Beghin Cl	823	823	Robeco Corp.	477	—	33,25	36,70	—
EDF 6% 9/21 CB	11,458	2,869	Holdings (Soc. Ind.)	369	367	Horowitz Mgmt.	530	510	—	—	—
Emis. 206 12/14/93 CB	101,011	0,480	F.I.P.P.	151	—	Alcan Min.	124	—	5,75	—	—
101,36	10,36	0,827	Foncière (Cie)	612	603	American Bank	178,10	—	355	351	—
—	—	—	Foncière (Cie)	400	—	Alford	110	—	44,40	45	—
—	—	—	Foncière (Cie)	400	—	América Mitas	110	—	367,70	365,10	—
—	—	—	Foncière (Cie)	1988	1985	Barco Pap. Espanol	632	635	182	185	—
—	—	—	Foncière (Cie)	1988	1985	Banking Reg. Inter	30000	37000	300	355,10	—
—	—	—	Foncière (Cie)	578	582	Chrysler Corp.	288	288,10	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	359	359	C.I.S. SPA	160	330	5,25	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	400	—	Commerzbank AG	351,80	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	400	—	Dow Chemical Co. 1	351,80	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	1480	1480	Fin. Ind.	25	25	296	38	—
—	—	—	Foncière (Cie)	578	582	S.B.L. (Brux. Lanks)	48,50	48,10	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	400	—	Glaxo Holdings Plc	250,10	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	400	—	Goodyear T & R Co.	293	—	5,25	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	1020	1020	Hormel Inc.	73,50	71	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	2376	2376	Johannesburg Cons.	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	165	139	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	25,30	25,30	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	240	241	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	47,20	47,20	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	132	132	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	172	172	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	911	911	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	1280	1280	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	361	361	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	186	186	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	200	200	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	802	800	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	171	171	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	210	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	198,10	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	349	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	531	524	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	757	757	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	85	85	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	314	314	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	340	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	851	861	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	962,50	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	207	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	2068	2000	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	2068	2000	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	1520	1500	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	460	455,50	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	1700	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	18	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	18	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	265,50	266,50	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	185	188	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	689	689	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	153	150	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	Foncière (Cie)	—	—	—	—	—			

Sicav (sélection) **12 août**[illegible]

Second marché (sélection)

[illegible]

Marché libre de l'or	LA BOURSE SUR MIN
----------------------	-------------------

Cours indicatifs	Cours préc.	Cours 12/08	Cours des billets		Monnaies et devises	Cours préc.	Cours 12/08
			achat	vente			
Etats Unis (1 usd)	6,6245	6,6250	5,75	6,25	Dr fin (125 en barrel)	73800	73590
Ecu	6,6890	6,7075			Dr fin (en argent)	73800	73590
Allemagne (100 dm)	351,4800	350,9100	340	350	Napoleon (200)	428	411
Belgique (100 f)	18,5170	18,4380	15,90	16,90	Fr fin (100 f)	389	376
Pay-Bas (100 fl)	311,3700	310	301		Placa Suisse (20 f)	412	414
Italie (1000 lire)	3,7255	3,7190	3,45	3,95	Placa Latine (20 f)	417	414
Danemark (100 kr.)	86,4100	85,8800	81	90	Souverain	531	532
Finlande (100 mk)	6,2070	6,2145	7,85	8,80	Placa 20 dollars	2555	2550
Gru-Bretagne (1 £)	6,8710	6,8670	6,45	6,95	Placa 10 dollars	1215	1215,50
Suisse (100 francs)	2,1310	2,1310	2,09	3,09	Placa 5 dollars	725	740
Grèce (100 dr)	355,4400	355,2700	381	401	Placa 50 pesos	2700	2705
Israël (100 lsr.)	74,9100	73,3200	70	79	Placa 10 livres	450	438
Norvège (100 kr)	80,7500	80,6000	76	85			
Autriche (100 scs)	49,5500	49,5800	48,30	51,30			
Espagne (100 pes)	4,2285	4,2475	4,05	4,55			
Portugal (100 esc)	4,4300	4,4300	3,05	3,85			
Canada (1 \$ can.)	4,8425	4,8254	4,35	4,80			
Japan (100 yens)	5,5054	5,5054	5,03	5,53			

36-15

TAPEZ LE MONDE

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

☎ 46-62-72-67

RÈGLEMENT MENSUEL (1)

Lundi : Pourcentage de variation 31/12

Mardi : Montant du coupon

Mercredi : Date paiement dernier coupon

Jeudi : Compensation

Vendredi : Quotient de négociation

Matif (Marché à terme international de France)
12 août 1993

NOTIONNEL 10 % Nombre de contrats estimés : 182052				CAC 40 A TERME Volume : 18114			
Cours	Mars 94	Sept. 93	Déc. 93	Cours	Août 93	Sept. 93	Oct. 93
Dernier.....	125,20	122,80	122,40	Dernier.....	2177	2185,50	2201,50
Précédent...	125,02	122,64	122,20	Précédent...	2182	2194	2205,50

RÈGLEMENT MENSUEL (1)

Portugal (100 esc)	3,4200	3,4300	3,05	3,85	Lundi : Pourcentage de variation 31/12	Mardi : Montant du coupon
Canada (1 \$ can)	4,8425	4,8450	4,35	4,80	Mercredi : Date paiement dernier coupon	Jeudi : Compensation
Japon (100 yens)	5,8040	5,8354	5,83	5,93	Vendredi : Quotient de négociation	

SYMBOLE

B = Bordeaux L = Lille
 Ly = Lyon M = Marseille
 Ny = Nancy Ns = Nantes

1 ou 2 = catégorie de cotation - sans indication catégorie 3 - * valeur éligible au PEA
 ■ coupon détaché - ● droit détaché - ◇ cours du jour - ◆ cours précédent
 o = offert - d = demandé - ↓ offre réduite - ↑ demande réduite - # contrat d'animation

LA VIE DE CHATEAU (Fr.) : Saint-Lam

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

L'as-tu-vu ?

On les a vus ensemble sur une photo. L'ont-ils vus, et surtout quand ? La question intéresse les policiers. Mais l'insistance avec laquelle ils la posent à son entourage semble indisposer Jacques Mellick, ancien ministre et nouveau témoin dans l'affaire de l'OM. L'écu de Béthune voudrait qu'on s'attaque à lui, ou à Bernard Tapie, mais pas à ses subordonnés. Dans tous les journaux, on le vit sortir de la mairie sous les applaudissements du personnel.

On n'applaudit pas Edouard Balladur en villégiature. On lui serre la main, au détour d'un chemin de Chamonix, en gilet rayé. On sent bien que toute privauté serait déplacée. Pour recevoir France 2 sur la terrasse de son chalet, il avait remis une veste et une cravate. Les fleurs qui « sont très jolies en montagne » mettaient une note de couleur. Les mots aussi étaient choisis, tout au plus hésite-t-il entre les verbes « jouer » et « bénéficier », à propos de protection sociale.

Avec sa voix égale et un art proprement stupéfiant de la note, il est difficile d'accuser le premier ministre d'être un bonimenteur, un « vendeur de cravates à la sauvette » comme Michel Polac qualifie ceux des animateurs de télévision qui sont « venus faire du fric depuis le règne de Bouygues ».

A-t-il le trac avant de passer à l'antenne, Edouard Balladur, comme ces présentateurs auxquels Jérôme Bourdon et Pierre Tchernia consacraient le cin-

quième volet de « Notre télévision » sur France 2 ? On l'imagine mal avouant, comme Frédéric Mitterrand : « J'avais envie qu'on me voie et qu'on m'entende ». Encore moins regretter avec PPDA de ne pouvoir « draguer » les caméramen, qui sont « généralement des hommes ». Quant à transpirer sous les aisselles, comme Christophe Decheval, non, vraiment, rien de sensuel dans son dialogue en direct avec Paul Amar, et, « je vous en prie », point trop de confidences personnelles.

L'émission de Bourdon et Tchernia montrait habilement, sans dénigrer, mais sans cajoler, l'évolution des genres, les circonvolutions des gens, dans ce « pays des m'as-tu-vu, où l'on promène son ego bien haut sous les projecteurs ». Debout, Jean Nohain, assis, Bernard Pivot, silencieuse, Denise Glaser, modeste, Michel Drucker, qui sait faire partie des « gens qui font passer les plats ». Et d'autres, bien moins modestes, moins assis, moins debout, moins silencieux...

Tout en le sachant éphémère, plusieurs avouaient la douceur de la notoriété, l'ivresse et l'intérêt d'être connu. A Chamonix, un touriste étranger interrogé par France 2 croyait l'avoir croisé, « le premier ministre de France, Mitterrand ». Il ne suffit pas d'être vu, il faut aussi être reconnu.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 13 août

TF 1

- 20.40 Feuilleton : Les Grandes Mariées. De Jean Sagols (6^e épisode).
- 22.25 Feuilleton : A nous deux, Manhattan ! De Douglas Hickox et Richard Michaels (2^e épisode).
- 0.10 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.

FRANCE 2

- 20.45 Série : Taggart. Une galerie d'art, d'Alan Mac Millan.
- 22.05 La Troisième Nuit des étoiles filantes. Présentée par Claude Sérillon et Hubert Reeves, avec le concours de Marie-Odile Monchicourt, Patrick Hesters, Daniel Kunth, Olivier Las Vergnas, Philippe Durnaz. En direct du Théâtre de la Plaine Luna à Gournay-sur-Aronne (Aisne), de la station de radio-astrophysique de Nancy et de l'Observatoire de Picardie-France à Hyères. En simultané sur France-Inter. Quatre heures à la découverte du ciel.

FRANCE 3

- 20.40 Magazine : Thalassa. Des voiliers pour la pêche l'huile, qui portent des noms de femmes.
- 21.40 Magazine : Faut pas rêver. Espagne : El Rocio, les gardiens de la Vierge ; France : à la rencontre de la calligraphie arabe ; Equateur : les cantanaires de Vicaumbamba, la vallée sacrée.
- 22.25 Journal et Météo.
- 22.50 Feuilleton : Le Cousin américain. De Giacomo Battisto (1^{er} épisode).
- 23.50 Musique : Portée de nuit. Etudes n° 10 et 11, de Villa-Lobos, par Turlio Santos, guitare.

CANAL PLUS

- 20.35 Téléfilm : La Guerre de Mary Lindell. De Larry Elikann, avec Judy Davis.
- 22.10 Documentaire : Orques, tendresse et fureur. De Nicolas Noxon.
- 22.50 Flash d'informations.
- 23.00 Cinéma : La Chanteuse et le Milliardaire. ■ Film américain de Jerry Rees (1980).
- 0.50 Sport : Golf. 2^e journée de l'US PGA.

ARTE

- 20.40 Magazine : Transit. De Daniel Leconte. Reportages : La Fie de Dieu chez Made-

leine, de Michel Dumont ; Montagne Sainte-Victoire, de Bertrand Coo et Jean-François Renoux ; Ondes libres en Adriatique, de Michel Rivière et Frédéric Vassort. ■ Film des livres de l'été par Michel Polac.

- 21.35 Festival : Le Théâtre du monde à Munich. Les meilleurs moments du Festival 1993.
- 23.10 Documentaire : Léger accrocage à Da-Nang. De Hans-Dieter Grabe. Un film qui montre sans fard les victimes de la guerre. Ce documentaire qui a récolté plusieurs récompenses, dont le prix Adolphe-Frémont (argent), a contribué à une prise de conscience du public allemand de la guerre du Vietnam.

- 23.55 Documentaire : Vivre en Inde. De Jürgen Schneider (rediff.).

- M 6
- 20.45 Téléfilm : Mortelle ressemblance. De Jeff Blackner.
- 22.25 Série : Mission impossible. Le Conseil.
- 23.55 Magazine : Emotions.
- 0.20 Magazine : Les Enquêtes de Capital. Présenté par Emmanuel Chain. OPA sur Beyrouth City.

- FRANCE-CULTURE
- 20.50 Les Rencontres de Pétrarque. Qu'allons-nous transmettre à nos enfants ? 5. Quelles peurs et quels espoirs ? débat animé par Alain Finkelkraut.
- 22.40 Musique : Nocturne. Cinq opus à la une. La vie et l'œuvre d'Henri Christiné (rediff.).
- 0.05 Du jour au lendemain. Avec Angèle Kramer-Marletti (Nietzsche et la rhétorique, rediff.).
- 0.50 Musique : Coda.

- FRANCE-MUSIQUE
- 19.30 Concert (donné le 11 mars à la Salle Pleyel) : Concerto pour piano et orchestre n° 4 en sol majeur op. 58, de Beethoven ; Symphonie n° 9 en ut majeur D 944, de Schubert, par l'Orchestre de Paris, dir. : Kurt Sanderling ; sol. : Jean-Bernard Pommier, piano.
- 21.30 Concert (en direct du Festival de La Roque-d'Anthéron) : Sonatas n° 22 en la majeur D 959 et n° 23 en si bémol majeur D 980, de Schubert, par Michel Delbecq, piano.
- 0.35 Bleu nuit. Dominique Pifarély Quartet, au Mans, en avril 1990.

TF 1

- 13.15 Magazine : Reportages. Ces dames du presbytère.
- 13.50 Jeu : Millionnaire.
- 14.10 Divertissement : Ciné gags (et à 17.35).
- 14.15 La Une est à vous. Avec la série : Agence tous risques.
- 17.40 Magazine : Trente millions d'artistes.
- 18.10 Série : Chips.
- 19.00 Série : Beverly Hills.
- 19.50 Tirage du Loto (et à 20.40).
- 20.00 Journal, Essais de formule 1, Tiersé et Météo.
- 20.45 Variétés : Succès fous de l'été. Emission présentée par Christian Morin, Patrick Roy et Philippe Riso.
- 22.25 Téléfilm : Anglaise sur la ville. De Robert Collins.
- 0.05 Magazine : Spécial sport. Athlétisme : championnats du monde, à Stuttgart ; Football : Grand Prix de Hongrie, à Hungaroring ; Formule foot : championnat de France.

FRANCE 2

- 13.25 ► Documentaire : Kilomètre zéro, jusqu'au bout de la route. 2. Les Lucioles noires, de Martine Laroche-Joubert.
- 14.10 Magazine : Animalia. Au royaume des plantes.
- 15.00 Série : Flic à tout faire.
- 15.25 Tiersé, en direct de Deauville.
- 15.40 Série : Stryker.
- 17.15 Sport : Athlétisme. Championnats du monde, à Stuttgart : qualifications pour le 100 mètres messieurs, le 800 mètres messieurs, le 3 000 mètres dames, le 5 000 mètres dames ; Marathon messieurs.
- 20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
- 20.50 Jeu : Tout de suite ou jamais. Présenté par Marc Toesca. Avec Love Moor, Didier Guistin, Christine Harlem, Jean-Claude Lustyk, Nathalie Fuzellier, Alain Duloux.
- 22.20 Divertissement : Le Super-héros 2. De Monique Cara, Alain Valentin et Agnès Vincent. Les stars de la météo.

FRANCE 3

- 11.58 Météo des plages.
- 12.00 Jeu : Millionnaire.
- 12.23 Météo.
- 12.25 Jeu : Le Juste Prix.
- 12.50 Magazine : A vrai dire.
- 12.53 Météo, Trafic infos et Journal.
- 13.20 Magazine : Formule 1 à la Une. Grand Prix de Hongrie, à Hungaroring, en direct.
- 16.05 Série : Starsky et Hutch.
- 16.50 Série : Tarzan.
- 17.15 Disney Parade.
- 18.20 Des millions de copains. Avec la série : Chips.
- 18.10 Série : Duo d'enfer.
- 20.00 Journal.
- 20.30 Sport : Athlétisme. Championnats du monde, à Stuttgart : les épreuves de la journée et la finale du 100 mètres messieurs.
- 20.40 Tiersé et Météo.
- 20.50 Magazine : Sierra torride. ■ Film américain de Don Siegel (1970).
- 22.50 Magazine : Cinéma : Le Temps du destin. ■ Film américain de Gregory Nave (1987).
- 0.50 Sport : Athlétisme. Championnats du monde, à Stuttgart : résumé des épreuves de la journée.

FRANCE 2

- 12.00 Magazine : Sport spécial. « Le rire médecin » à l'Institut Gustave-Roussy, à Villejuif ; En lutte contre la Mafia à Capri d'Orlando (rediff.).
- 12.59 Journal et Météo.
- 13.20 Série : Nestor Burma.
- 14.40 Série : ENG.
- 15.30 Variétés : Les Estivales de la Chance aux chansons.
- 16.40 Documentaire : COFD. Les images aériennes.
- 17.35 Sport : Athlétisme. Championnats du monde, à Stuttgart : Finale marteau messieurs ; qualifications des 100 mètres messieurs et dames ; qualifications du 400 mètres messieurs.
- 18.55 Magazine : Stade 2. Athlétisme (championnats du monde, à Stuttgart) : finale du saut en longueur dames, 20 kilomètres marche messieurs, finale du poids dames ; Résultats de la semaine.

Samedi 14 août

- 23.20 Journal et Météo.
- 23.35 Emission religieuse (rediff.).
- 0.35 Série : Médecins de nuit.

FRANCE 3

- 13.55 Magazine : Couleur pays. Programme présenté par France 3 Méditerranée. L'élection de la reine d'Arles : La mer : mémoire des navigateurs solitaires ; Plongée : activité aux mille facettes, les bêtises : Les chevaliers de la Tintine.
- 17.35 Série : Matlock.
- 18.25 Jeu : Questions pour un champion. Animé par Julien Lepers.
- 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
- 20.05 Divertissement : Yacapa. Présenté par Pascal Brunner. Finale. Invités : Linda Williams, Henri Guey, Florence Klein, Roger Pierre, Francis Lalanne.
- 20.40 Téléfilm : Sortie interdite. De Daniel Moosman.
- 22.10 Journal et Météo.
- 22.35 Magazine : Pégase. Présenté par Bernard Chabbert. Histoire de 7 (le Boeing-737 et le futur 777) : Les autogénes.
- 23.25 Documentaire : L'Esprit d'Hollywood. Portrait de Vivian Leigh, de Gene Feldman et Suzette Winter (v.o.).

CANAL PLUS

- 13.30 Téléfilm : L'Affaire Kate Willis. De Lou Antonio.
- 15.00 Documentaire : Les Allumés... Allah Kabon, Dieu est grand, de Laurent Duré.
- 15.25 Surprises.
- 15.35 Téléfilm : Un enfant dans la nuit. De Mike Robe.
- 17.05 Sport : Snooker. 2^e Challenge européen Canal Plus.
- 18.00 Canaille peluche (et à 19.15).
- En clair jusqu'à 20.30
- 18.30 Série animée : Batman.
- 18.55 Série animée : Fish Police.
- 19.30 Flash d'informations.
- 19.35 Le Top.

- 20.30 Téléfilm : Au train où va la vie. De Jim Lee.
- 21.55 Flash d'informations.
- 22.00 Documentaire : La Harley Davidson, une star américaine. De Joel T. Smith.
- 23.00 Magazine : Jour de foot. Championnat de France.
- 23.45 Cinéma : Waxwork 2 - Lost in Time. ■ Film américain d'Anthony Hickox (1990).
- 1.25 Sport : Golf. 3^e journée de l'US PGA.

ARTE

- Sur le câble jusqu'à 19.00
- 17.00 Magazine : Transit. De Daniel Leconte (rediff.).
- 17.55 Documentaire : L'Univers des plantes. De Tony Edwards (rediff.).
- 19.00 Magazine : Via Regio. La Galicie, l'euro-région des Carpates.
- 19.30 Documentaire : Histoire parallèle. Actualités américaines et allemandes de la semaine du 14 août 1943.
- 20.20 Chronique : Le Dessous des cartes. L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).
- 20.30 8 1/2 Journal.
- 20.40 Documentaire : Desert Wind, le train des Rocheuses. De Jürgen Schneider.
- 22.05 Téléfilm : Trois jours en Grèce. De Jean-Daniel Pollet, texte de Jean Thibaut.
- 23.30 Musique : Montreux Jazz Festival. Joe Cockar, Joan Armatrading, Sarafina Kids, Take 6, Randy Crawford, Ringo Starr.
- 0.00 Série : Monty Python's Flying Circus (rediff.).

M 6

- 13.50 Série : Supercopier.
- 14.45 Série : Département S.
- 15.30 Série : Amicalement vôtre.
- 16.25 Documentaire : La Saga du sport. Il était une fois l'Amérique. De Chris Ovenshaw.
- 16.50 Musique : Flashback. Spécial duos.
- 17.20 Magazine : Culture rock. Le saga de Bryan Ferry.
- 17.50 Série : Le Saint.

- 18.35 Magazine : Turbo. Présenté par Dominique Chappet. Spécial BMW.
- 19.05 Série : Drôles de dames.
- 19.54 Six minutes d'informations. Météo.
- 20.00 Série : Loin de ce monde.
- 20.35 Divertissement : Tranche de rire. Jean Yanne, Fernand Raynaud, Roger Pierre et Jean-Marc Thibault.
- 20.50 Téléfilm : Reporters dans l'enfer. De Peter Flak.
- 23.45 Série : Soko, brigade des stup.
- 0.40 Six minutes première heure.

FRANCE-CULTURE

- 18.35 Dramatique. La Maison d'os, de Roland Dubillard (rediff.) ; à 21.15, Le Bourreau, de Robert Pinget (rediff.).
- 22.00 Mauvais genre. Les musées. 5. Tierspichore - La danse.
- 22.35 Musique : Nocturne. Jazz à la belle étoile. Harbie Hancock, pianiste.
- 0.05 Clair de nuit. Rencontre avec M^{me} Maklouche, pour une vie entre Alger et Lyon... (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE

- 20.15 Concert (en direct de la cathédrale de Meisodorf, pour le Festival de Schleswig-Holstein) : Œuvres chorales de Sandström, Edlund, Lidholm, Hilborg, Fandorocki, Schutz, Martin, Schoenberg, par le Chœur Eric Ericson, dir. : Eric Ericson.
- 23.00 Concert (donné le 10 août lors du Festival Pablo-Casals de Prades) : Introduction et allegro, de Ravel ; « Ligne » quintette avec clarinette, de Debussy ; Sonate pour violon et piano en la majeur, de Franck ; Danzas pour harpes et cordes, de Debussy ; Concert pour violon, piano et quatuor à cordes, de Chausson, par le Quatuor Chilingirian ; Frédéric Cambréling, harpe ; Robert Arken, flûte ; Michel Lethiec, clarinette ; Marc Marder, contrebasse ; Maurice Hasson, Gérard Poulet, violons ; Christian Ivaldi, Michel Béroff, pianos.
- 0.35 Bleu nuit. Par Franz Prillortz. Joachim Kühn, au Festival de jazz de Paris, le 5 novembre 1988.

Dimanche 15 août

- 20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
- 20.50 Cinéma : Un espion de trop. ■■ Film américain de Don Siegel (1977).
- 22.35 Cinéma : L'Idole d'Acapulco. ■■ Film américain de Richard Thorpe (1963).
- 0.10 Journal et Météo.

FRANCE 3

- 11.58 Flash d'informations.
- 12.03 Magazine : Estivales. Voyage du Rhône à l'Italie à travers la Provence, 7. La Ligurie et Gènes.
- 12.45 Journal.
- 13.00 Téléfilm : Le Poney rouge. De Robert Tottan.
- 14.40 Documentaire : Des gailles et des hommes. D'Alison Argo.
- 15.20 Magazine : Sports 3 dimanche. A 15.25, Tiersé, en direct de Deauville ; A 15.40, Cyclisme : Vincanton Classic, en direct de Leeds (Grande-Bretagne) ; A 17.05, Voie : course en solitaire du Fagor, 2^e étape, La Corogne-Dournevez.
- 17.35 Dessin animé : Les Simpson.
- 18.00 Série : Hôtel de police. Le Beau-père, de Jean-Pierre Pré vost.
- 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.30, le journal de la région.
- 20.10 Sport : Athlétisme. Championnats du monde, à Stuttgart : demi-finales du 800 mètres messieurs et du 800 mètres dames ; Finale du 100 mètres messieurs.
- 21.05 Spectacle : Le Cirque du soleil. Le cirque réinventé.
- 22.05 Journal et Météo.
- 22.25 Magazine : Le Diven. Invitée : Jeanne Bourn.
- 22.50 Cinéma : La Fille et le Général. ■ Film italien de Pasquale Festa Campanile (1966) (v.o.).

CANAL PLUS

- En clair jusqu'à 13.30
- 12.30 Flash d'informations.
- 12.35 Le Journal du cinéma du mercredi.
- 13.05 A la recherche de la plus belle fille du monde.
- 13.30 Décade pas Bunny.

- 14.25 Animaux superstars. Gorilles.
- 14.30 Documentaire : L'Odyssée des eulakanes. De Mark Deebie et Victoria Stone.
- 14.50 Surprises.
- 15.00 Téléfilm : L'homme qui racontait des histoires. De Reiner Boldt.
- 16.30 Magazine : L'œil du cyclone. Souvenirs d'ambassade.
- 17.00 Documentaire : La Harley Davidson, une star américaine. De Joel T. Smith.
- 18.00 Cinéma : Le Dimanche de préférence. ■ Film italo-franco-belge de Giuseppe Tornatore. Giuseppe Tornatore, Giuseppe Tornatore, Marco Tullio Giordana et Francesco Barilli (1990).
- En clair jusqu'à 20.30
- 19.35 Flash d'informations.
- 19.40 Ça cartoon.
- 20.15 Sport : Football. A 20.30, Marseille-PSG, en direct.
- 22.30 Flash d'informations.
- 22.35 Corrida. Corrida de la feria de San Isidro, à Madrid, du 2 juin 1993.
- 23.50 Magazine : L'Equipe du dimanche. Eléments de la Coupe du monde de football : Colombie-Argentine, Uruguay-Bresil, Paraguay-Pérou, Bolivie-Equateur.
- 1.55 Sport : Golf.

ARTE

- Sur le câble jusqu'à 19.00
- 17.00 Téléfilm : Trois jours en Grèce. De Jean-Daniel Pollet (rediff.).
- 18.25 Documentaire : Portraits. D'Alain Cavalier.
- 18.35 Documentaire : Le train. De Thomas Mauch et Christian Wagner (rediff.).
- 19.00 Série : American Supermarket. Les affaires sont les affaires (rediff.).
- 19.35 Magazine : Mégamix. Hermès Pascoal, la Nouvelle-Calédonie, Michel Radolfi, Eugène Mons.
- 20.30 8 1/2 Journal.
- 20.40 ► Soirée thématique : Le Ring de Wagner par Boulez et Chéreau. Soirée proposée par la ZDF (1^{re} partie).

- 20.41 Documentaire : Eclats de voix. Bayreuth 1976. De Jean-Luc Léon.
- 21.40 Opéra : L'Or du Rhin. De Richard Wagner. Mise en scène de Patrice Chéreau.

M 6

- 11.50 Série : Mariés, deux enfants.
- 12.20 Série : Ma sorcière bien-aimée.
- 12.55 Série : Equalizer.
- 13.50 Série : Cosmos 1999.
- 14.50 Magazine : E = M 6. Sommes-nous seuls dans l'univers ?
- 16.10 Magazine : Fréquentar.
- 17.05 Série : Airport unité spéciale.
- 18.00 Série : Clair de lune.
- 19.00 Série : Bookers.
- 19.54 Six minutes d'informations. Météo.
- 20.00 Série : Loin de ce monde.
- 20.35 Sport 6.
- 20.45 Cinéma : Sénéchal le magnifique. ■ Film français de Jean Boyer (1957).
- 22.20 Magazine : Culture pub.
- 22.55 Cinéma : Catherine chérie. ■ Film hispano-allemand de Hubert Frank (1982).
- 0.30 Six minutes première heure.

FRANCE-CULTURE

- 18.35 Arrêt sur image. De François Bédin.
- 19.00 Le Bon Plaisir de... Pierre Soulas (rediff.).
- 22.00 Mauvais genre. Les musées. 6. Erato - L'érosisme.
- 22.35 Musique : Nocturne. XIII^e Festival international de piano de La Roque-d'Anthéron.
- 0.05 Clair de nuit (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE

- 19.30 Concert (donné le 11 juin en l'église d'Auvers-sur-Oise) : Vespéro della Beata Vergine, de Monteverdi, par l'Académie Ensemble vocal régional de Champagne-Ardenne et le Concert brisé.
- 23.00 Portrait. Olivier Messiaen.
- 0.35 Emission de la Communauté des radios publiques de langue française.

كلام لعل

Une révélation de « la Tribune de Genève »

La Croix-Rouge suisse a distribué jusqu'en avril 1986 des produits sanguins potentiellement contaminés

La Croix-Rouge suisse (CRS) vient d'être mise en cause, à la suite de révélations de la Tribune de Genève, dans son édition des 7-8 août, pour le laxisme dont elle a fait preuve à une époque où toutes les préparations sanguines pour hémodialyses étaient déjà soumises aux tests de dépistage du sida.

BERNE

de notre correspondant

Les responsables de la Croix-Rouge suisse ont reconnu avoir découvert que 5 800 lots de plasma non testés avaient été livrés jusqu'en avril 1986, alors que leurs prédécesseurs n'ignoraient pas, depuis une dizaine de mois, les dangers représentés par ces produits. Ils ont également admis que près d'un million de ces lots étaient susceptibles d'avoir été contaminés par le virus du sida.

Ces révélations faites par la Tribune de Genève, dans son édition datée des 7-8 août, ont suscité stupeur et indignation parmi les victimes et les spécialistes. « Cela dépasse l'entendement », a déclaré le docteur Philippe de Moersloose, médecin responsable de l'unité d'hémodialyse de l'hôpital cantonal. Si l'on pouvait effectivement avoir des doutes jusqu'à fin 1985, cela n'était plus possible dès 1986. Faire courir des risques potentiellement mortels, ne serait-ce qu'à une seule

personne, n'est pas admissible. Le docteur de Moersloose estime que l'un de ses patients au moins pourrait avoir été contaminé par les derniers concentrés non testés de la Croix-Rouge.

Les nouveaux responsables de la CRS attribuent cette « panne tragique » à « l'inconscience, voire l'incompétence » de leurs prédécesseurs. Le vice-président de la CRS, M. Pierre Sprumont, affirme que ceux-ci n'étaient pas conscients que les lots incriminés pouvaient être contaminés. « A l'époque, a-t-il indiqué, on avait encore l'impression que le sang suisse était plus pur et moins contaminé que celui d'autres pays. C'était une sorte de conviction. D'ailleurs, c'est en partie confirmé : seuls 2 % des personnes contaminées en Suisse l'ont été par voie sanguine, contre 5 à 9 % dans les autres pays ».

La crainte d'une rupture de stock

Autre explication avancée : la crainte d'une rupture de stocks qui aurait mis en danger la vie de certains hémodialysés. La fabrication de préparations sanguines prend environ une dizaine de mois. Or, en janvier 1986, il ne restait que 200 lots de plasma pour répondre aux besoins des 400 hémodialysés recensés en Suisse, ce qui aurait conduit la CRS à recourir entre-temps à des produits non testés.

Pourtant, depuis deux ans au moins, plusieurs firmes proposaient

sur le marché européen des concentrés beaucoup plus sûrs que les préparations traditionnelles. En juin 1984 par exemple, l'Office intercantonal des médicaments avait enregistré des produits sanguins de la société allemande Behring.

Mais il a fallu attendre dix mois pour que l'Office fédéral de la santé donne son feu vert à leur remboursement par les assurances. Quelles sont les raisons de ces lenteurs ? Andreas Morell, le directeur du laboratoire central de la CRS, conteste que des considérations économiques aient pu jouer un rôle dans ce retard, tandis que Behring se défend d'avoir mis du temps à livrer des commandes, comme certains l'en ont accusé.

Pour la presse helvétique, ces graves manquements ne sont pas sans rappeler l'affaire du sang contaminé en France. « Quelle différence », s'interroge le *Nouvel Observateur*, entre le docteur Garretta et ses amis à qui on a reconnu la circonstance moralement aggravante d'avoir envisagé comme possible et accepté pour autrui le risque de mort, et nos bons experts suisses qui ont préféré liquider leurs stocks mortels plutôt que d'envisager toute autre solution ? ».

JEAN-CLAUDE BUHRER

Soixante militaires israéliens libérés après avoir été capturés par le virus du sida. Dix-huit soldats israéliens du contingent et quarante-deux réservistes séropositifs ont été libérés de l'armée au cours des deux dernières années, a-t-on appris, jeudi 12 août, de sources militaires à Jérusalem. Le nombre de militaires israéliens porteurs du virus du sida s'élèverait à plusieurs centaines. Selon un porte-parole officiel, « la politique en vigueur dans l'armée israélienne est de libérer tout soldat porteur du virus ». Depuis 1985, deux cent vingt-sept soldats malades du sida ont été recensés par le ministère de la Santé, dont cent cinquante-quatre sont décédés. Pour l'ensemble du pays, on estime que plus d'un million de personnes sont séropositives. — (AFP)

La nouvelle politique du ministère de la culture

La réforme des administrations du livre serait remise en cause

La réforme des administrations du livre va probablement être abrogée avant même d'avoir été mise en application. Adoptée à la veille des élections législatives de mars (le Monde des 19 février et 24 mars), la nouvelle organisation prévoyait des modifications dans la répartition des compétences entre la direction du livre et de la lecture du ministère de la culture et le Centre national du livre (CNL).

Établissement public administré par un conseil pluraliste, ce dernier devait bénéficier d'un élargissement de ses compétences. La réforme prévoyait notamment que le CNL aurait la responsabilité de tout le dispositif de soutien aux auteurs privés de l'économie du livre.

La direction du livre, de son côté, aurait hérité de l'aide à l'acquisition de livres des bibliothèques.

ques publiques, mission jusque-là dévolue au CNL.

Cette nouvelle configuration ne satisfait pas le ministère de la culture. Jean-Sébastien Dupuit, le nouveau directeur du livre nommé par Jacques Toubon en remplacement d'Eveline Pisier, envisage donc de modifier l'arrêté interministériel (paru au *Journal officiel* du 21 mars) qui transférait le département d'économie du livre de la direction du livre vers le CNL. Ce qui signifie, en clair, que l'Etat souhaite conserver l'entière maîtrise de sa politique d'aide.

Dans cette optique, le CNL apportera un complément financier à certaines opérations menées par la direction du livre, tout en conservant ses missions classiques d'aide à la publication, aux auteurs et à l'acquisition d'ouvrages par les bibliothèques.

R. R.

SOMMAIRE

RENCONTRES DE FRANCE

5. - L'unité des mourants 2

ÉTRANGER

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie : les Etats-Unis réclament la levée du siège de Sarajevo 3
Les combats dans le sud du Haut-Karabakh 4
Le voyage du pape en Amérique... 4
Après l'accord entre la centrale palestinienne et les délégués des territoires occupés 6
Liban : Téhéran et Damas incitent à la poursuite de la résistance contre Israël 6
Le débat sur la responsabilité du Japon pendant la guerre 6

SOCIÉTÉ

L'alibi fourni à Bernard Tapie par Jacques Mellick est mis en cause par les enquêteurs 7
Les trois lycéens de Toulouse soupçonnés de viol sont libérés en liberté 8
La permis de conduire à cent ans 8

SANS VISA

James Joyce, une année en zone libre • Table : Savons-nous ce que nous mangeons ? Pique-nique ; Camembertissimo 9 à 12

CULTURE

Expositions : Dufy à Venise ; « Espace libéré » à Mouans-Saroux 13
Musiques : le Couronnement de Poppea au Festival de Salzbourg 13
Cinéma : le prochain Fellini, sur le thème de sa maladie ? 13

ÉCONOMIE

« Il n'est nullement dans mes intentions de changer de politique économique », affirme M. Balladur 14-15
La faillite de Camino : « La galère de seize touristes français aux Etats-Unis » 15
La Bourse de Paris saisie par la fièvre anglo-saxonne 16

Services

Abonnements 4
Annonces classées 6
Camet 8
Jeux 12
Loto sportif 8
Marchés financiers 16 et 17
Météorologie 8
Radio-télévision 19
Week-end d'un chineur 13
Spectacles 18

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 13 août 1993 a été tiré à 457 504 exemplaires.

Un otage tué à Neufchâteau (Vosges)

La cavale sanglante de deux toxicomanes

La cavale de deux toxicomanes de Carpentras, Pierre Giraud et Florence Meyers, tous deux âgés de trente-deux ans, s'est achevée, jeudi 12 août, à Neufchâteau (Vosges). Philippe Sarcey, trente-deux ans, un ouvrier d'EDF, est mort dans une fusillade qui a opposé les fuyards aux gendarmes.

NANCY

de notre correspondant

Dout commence mercredi 11 août au soir, à l'entrée du petit village de Colombey-les-Belles (Meurthe-et-Moselle). Deux motards des douanes effectuent un contrôle routier. On se trouve là sur un itinéraire-bis, parallèle à l'autoroute A 31, qui déverse quotidiennement son lot de touristes, venus de Belgique et des Pays-Bas, descendant vers la Méditerranée. C'est aussi l'axe obligé des « touristes » qui vont s'approvisionner en drogue en Hollande.

Les contrôles douaniers sont fréquents et fructueux. Précédemment, mercredi soir, le couple qui se trouve à bord d'une petite AX est nerveux. Sur le tableau de bord, les douaniers aperçoivent une rondelle de citron, accessoire dont se servent les toxicomanes avant de se faire une injection. Soudain, la jeune femme se montre agressive. Elle interpelle les douaniers qui aperçoivent une arme de gros calibre à sa ceinture. Ils tentent de la maîtriser. Mais dans la bousculade, elle leur échappe, les met en joue et son compagnon parvient à s'emparer de l'arme de fonction de l'un des douaniers.

Ils prennent la fuite, abandonnant la voiture et bagages, débordant la voiture de touriste arrêtée sur l'aire de repos. La cavale de Florence Meyers et de Pierre Giraud commence. Immédiatement, un plan Epervier est déclenché dans les départements limitrophes, mais, vers 20 h 30, les gendarmes ayant perdu la

trace des fuyards le plan est levé.

On les retrouve le lendemain vers 10 h 30. Dans la nuit, ils ont volé plusieurs voitures. Ils ont sillonné les petites routes des Vosges, perdus peut-être, affolés sans doute. A 10 h 30, le couple se fait remettre, arme à la main, la voiture d'un agent de France Télécom dans le petit village de Recécourt (Vosges), à trente kilomètres de Neufchâteau. Le conducteur, immédiatement, file donner l'alerte.

Bientôt, les gendarmes retrouvent la piste des fuyards. Un nouveau plan Epervier est déclenché. Pierre Giraud et sa compagne prennent un savagnaire en otage, qui sera abandonné sur le bord de la route quelques minutes plus tard. Le couple se fait poursuivre par les gendarmes qui le filent de près. Une première fusillade éclate. La voiture de France Télécom est abandonnée, pare-brise explosé. Ils aperçoivent alors Philippe Sarcey, un agent d'EDF venu réparer le clocher d'Hareville-les-Chanteurs (Vosges). Il l'enlève.

Une fillette enlevée

A Neufchâteau, un barrage de gendarmerie est dressé près de la station-service Fina, sur la route de Vitte. Les gendarmes les attendent de pied ferme. Les motards sont couchés au sol derrière leurs engins. « J'ai cru qu'il y avait un accident raconte Sandrine, une jeune habitante. Et puis, ce s'est mis à tirer. J'avais l'impression d'être dans un film policier. J'ai bien vu trois personnes dans la voiture ». L'échange de coups de feu est nourri. Mais les fuyards tentent une sortie.

La Ford Sierra blanche, roues cravées, carrosserie criblée de balles, est abandonnée contre un trottoir et une jeune automobiliste qui arrivait à cet instant est éjectée sans ménagement de sa R 19. Pierre Giraud prend le volant et, avec Florence Meyers, il

parvient encore à s'enfuir. Dans la Ford Sierra, l'otage est mort. Il gît ensanglanté à l'arrière de la voiture.

Mais la cavale n'est pas finie. Passant devant une HLM du quartier de la Maladière, le couple enlève une fillette de six ans, Justine, qui joue sur la pelouse. Avec l'enfant, il veut se retrancher dans l'hôpital régional de Neufchâteau à l'entrée de la ville. Pierre Giraud et Florence Meyers semblent terrorisés, à bout de nerfs. Tout peut arriver. Lorsqu'ils demandent de la morphine pour se faire un « shoot », on leur en apporte. La directrice, M^{me} Duclaux, et deux médecins « parlementent » avec eux pendant que les forces de l'ordre prennent place autour de l'hôpital.

Le dénouement est proche. Vers 18 heures, Pierre Giraud sort. Il a du sang au côté gauche et une arme à la main. Il est éméché et réclame des soins. Florence Meyers le suit, tenant l'enfant et une arme. Mais elle trébuche, laisse échapper Justine. Affolé, son complice tire et blesse Florence Meyers au cou. Il essaie une dernière fois de s'enfuir à bord d'un fourgon funéraire dont les clés se trouvent sur le contact.

Florence Meyers prend le volant. Elle ne sait pas conduire. Elle va se jeter contre un pilône électrique tout proche. Les deux toxicomanes sont arrêtés. La fillette est choquée, légèrement blessée à la main. Florence Meyers et son compagnon sont admis aux urgences. Tard, dans la soirée de jeudi, le parquet d'Epinal a publié un long communiqué pour raconter la cavale. Il y a quelques lignes seulement pour dire que, « dans la Ford Sierra, les gendarmes découvraient sur le siège arrière le corps étendu d'un homme d'une trentaine d'années. Selon les propos entendus dans la bouche de la preneuse d'otage, il semblerait que son compagnon soit à l'origine de la mort de cet homme ». Cet homme, c'est Philippe Sarcey.

MONIQUE RAUX

Série noire pour la NASA

Le lancement de la navette Discovery est arrêté trois secondes avant le tir

Le lancement de la navette spatiale Discovery a été brutalement arrêté, jeudi 12 août, à Cap Canaveral (Floride), trois secondes avant le décollage, alors que les moteurs avaient déjà été allumés. Il s'agit du troisième report consécutif que subit cette mission. Ce nouveau contretemps risque d'accroître encore les difficultés de la NASA, au moment où le Congrès examine son budget.

L'impressionnante série noire dont est victime la NASA continue : jeudi 12 août, le lancement de la navette Discovery a été arrêté pour la troisième fois consécutive. A 15 h 12 (heure française), trois secondes avant le décollage, les ordinateurs de bord ont subitement coupé les trois moteurs. Ces derniers, qui fonctionnaient déjà depuis trois secondes, ont été éteints sous des trombes d'eau pour éviter tout risque d'incendie des réservoirs, qui contiennent deux millions de litres d'hydrogène et d'oxygène liquides.

Les premières indications semblaient montrer qu'une sonde mesurant le flux de combustible sur le moteur numéro 2 a enregistré un niveau insuffisant pour arriver à pleine puissance à l'heure H. Les responsables du lancement s'efforçaient de déterminer, jeudi, si le décollage était effectivement trop faible, ou si la panne n'est due qu'à un capteur défaillant. En tout état de cause, les moteurs devront être remis en état comme si la mission avait eu lieu. Une nouvelle tentative de lancement ne peut pas être envisagée avant « deux à trois semaines », a indiqué Lisa Malone, porte-parole de la NASA.

C'est la quatrième fois en douze ans d'exploitation des navettes - et la deuxième fois cette année - qu'un vol est ainsi stoppé après la

mise en route des moteurs. Ce nouvel incident s'ajoute à de nombreux autres survenus cette année. Quatre des cinq vols de navette effectués depuis le 1^{er} janvier n'ont pas pu partir à la date prévue en raison de défaillances de dernière minute. Le tir annulé de jeudi représentait la troisième tentative de lancement pour cette 57^e mission. Le 17 juillet, déjà, le compte à rebours avait été arrêté une heure avant le lancement en raison d'une panne du système électrique qui commande l'ouverture du dispositif de fixation de la navette au pas de tir. Une semaine plus tard, une défaillance avait été détectée sur l'une des fusées d'appoint, onze secondes avant le décollage.

Le précédent de Columbia

La précédente mission effectuée avec succès quelques mois plus tôt par Discovery avait, elle-même, déjà été retardée deux fois pour des raisons techniques (le Monde du 7 avril). Enfin, Columbia avait subi quatre reports dont trois pour raisons techniques (le Monde du 28 avril). L'un d'eux, le 25 mars dernier, s'était produit exactement dans les mêmes conditions que l'échec de jeudi. « Les problèmes de moteurs principaux sont maintenant derrière nous », avaient clament certains responsables de la NASA quand Columbia décolla finalement.

L'agence américaine ne pourra pas tenir l'objectif de huit vols qu'elle s'était fixés cette année et devra réviser son calendrier, qui comporte notamment une très importante et spectaculaire mission de réparation en orbite du télescope Hubble programmée pour décembre prochain.

Ce nouvel échec est particulièrement gênant, au moment où le Congrès américain se penche sur le

budget de l'agence spatiale américaine. Déjà sérieusement réduit, le projet de station Freedom fait l'objet de violentes attaques de la part de certains élus. Aux Etats-Unis comme en Europe et en Russie, nombreux sont ceux qui pensent que le climat économique n'est plus vraiment propice aux rêves coûteux de conquête de l'espace (le Monde du 17 juin). Empêtrée dans ses ennuis techniques, frappée par une crise de confiance, la NASA qui s'est forgée une réputation de monstre bureaucratique et dépensier résiste de plus en plus difficilement à ces pressions.

J.-P. D.

OUVERT EN AOÛT

Rémy

LIT DE REPOS

TOUS STYLES, TOUTES DIMENSIONS



secrétaires, commodes, bureaux, bibliothèques, buffets, tables, sièges, etc.

80-82-83, fg St-Antoine, 75012 Paris
(1) 43-43-85-58

EN BREF

■ M. Cheysson souhaite que M. Rocard soit la « locomotive » de la gauche aux élections européennes. — Claude Cheysson, ancien ministre des relations extérieures, a estimé, vendredi 13 août sur Europe 1, que Michel Rocard devait être la « locomotive » de la gauche aux élections européennes de juin 1994. « Pour moi, il est normal que le chef du PS soit la locomotive, car il faut que le Parti socialiste apparaisse très clairement comme le centre du regroupement de la gauche », a-t-il ajouté.

■ Election partielle en Loire-Atlantique. — Après l'annulation de l'élection d'Etienne Garnier (RPR) par le Conseil constitutionnel, une élection législative partielle aura lieu le 12 et, en cas de second tour, le 19 septembre dans la 8^e circonscription de la Loire-Atlantique. Etienne Garnier l'avait emporté sur Claude Evain, ancien ministre socialiste de la Santé, de 234 voix, le 28 mars 1993.

■ Le CSA demande au Conseil d'Etat de sanctionner des dépassements publicitaires de TF 1. — Le Conseil supérieur de l'audiovisuel a récemment demandé au Conseil d'Etat d'astreindre TF 1 à payer 2,8 millions de francs pour avoir dépassé à deux reprises ses quotas de publicité (douze minutes par heure). En 1988, la section du contentieux du Conseil d'Etat avait fixé à 16 000 F par seconde en trop l'astreinte. TF 1 estime que les dépassements litigieux sont dus aux contraintes du direct, et compte plaider la bonne foi au cours de la procédure contradictoire qui va s'engager.

■ Pirates du rail près de Marseille. — Une dizaine de passagers du train Vintimille-Port-Bou ont été victimes de « rats de trains » dans la nuit de mercredi 11 au jeudi 12 août. Vers 2 h 30, cinq hommes ont dévalisé une dizaine de voyageurs avant de s'enfuir, lors d'un ralentissement du train, avant la gare de La Blacarde, près de Marseille. Les pirates, poursuivis par des patrouilles de police, sont parvenus à s'échapper. Le préjudice est évalué à 9 000 F en devises et bijoux, sans compter les effets personnels.